LES ANNONCES CLASSÉES DE La Presse
285-7111
C'est un bon numéro...

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

GREICHE & SCAFF LES PROFESSIONNELS DE LA VUE 336-4444
60 DOCTEURS EN OPTOMÉTRIE
SERVICE PERSONNALISÉ

MONTRÉAL, SAMEDI 7 MAI 1994 110e ANNÉE Nº 194 214 PAGES, 14 CAHIERS
Miami : 2 $ US
Îles-de-la-Madeleine : 2 $
1,50 $ Taxes en sus

## Météo

*Ensoleillé avec quelques nuages*
*max 15 / min 6*
page E 24

## Sports

Montréal Expos 0 | Braves 5
page H3

## Télévision

*Gilles Carle reconstitue le Grand Nord en France*
page E1

## Cinéma

*Atom Egoyan, porte-étendard du Canada au Festival de Cannes*
page D1

## Index


| | |
|---|---|
| Annonces classées | |
| - immobilier | F1 à F10 |
| - marchandises | F10, G2 |
| - emplois | G2 à G6 |
| - automobiles | G7, G8, H9 |
| - propositions d'affaires | C2 |
| Arts et spectacles | |
| - informations | cahier E |
| - ciné-horaires | D4 |
| - télé-horaires | E2 |
| - télévision | E3 |
| Avis | D11, H11 |
| Bridge, échecs, philatélie | I12 |
| Carrières et professions | cahier J |
| Décès | H10 |
| Économie | cahier C |
| Encans | H11 |
| Êtes-vous observateur? | F1 |
| Feuilleton | K11 |
| Habitat | cahier K |
| Horoscope | K11 |
| Le monde | D10, D12 |
| Loteries | E24 |
| Maisons d'enseig. | E18 et E19 |
| Mots croisés | F4, K11 |
| «Mot mystère» | F6 |
| Restaurants/Vins | E21, E22 |
| Sports | cahier H |


# Le réseau routier s'améliore !

## *Depuis trois ans, l'état des routes du Québec a changé pour le mieux*

*Il y a trois ans,* La Presse *avait fait un bilan de l'état du réseau routier du Québec: un vrai désastre, avait constaté le journaliste Pierre Gingras. Mais les choses ont changé, constate aujourd'hui notre reporter qui refait le point sur le sujet. Nos routes sont en meilleur état qu'elles ne l'étaient alors et l'attitude du ministère des Transports a évolué. Les experts parlent même d'un véritable virage.*

**PIERRE GINGRAS**

**1.** ■ C'est le printemps, la saison maudite pour les automobilistes, le temps des bosses et des nids-de-poule, le temps des jurons pour les automobilistes. Pourtant, depuis ces récentes années, l'état de nos routes s'est amélioré, surtout les grands axes routiers. Ainsi, pas moins de 4700 kilomètres de voies doubles ont été réasphaltés depuis trois ans. Les choses ont changé au ministère des Transports.

Le constat était bien différent au début de 1991. Routes pitoyables, entretien insuffisant, asphaltes déficients: tous les usagers et les experts étaient unanimes. L'état des routes transfrontalières était l'exemple le plus cité: d'un côté, douceur de roulement, de l'autre, au Québec, les trous, les fissures. Le «tiers-monde».

Aujourd'hui, l'entretien a pris un essor considérable, beaucoup de recherches sont en cours, l'asphalte est d'une plus grande qualité. Au point d'ailleurs que les ornières, ces dangereux sillons tracés sur la chaussée par le passage répété des poids lourds, sont pratiquement disparues là où de nouvelles couches d'enrobés bitumineux ont été appliquées.

À Montréal, l'autoroute Métropolitaine en est l'exemple le plus éloquent. Même s'il supporte une des plus grandes densités de véhicules lourds au Québec, le nouveau revêtement appliqué lors de la réfection de 1990 résiste très bien à l'orniérage. Et les plus récents mélanges d'asphaltes sont encore meilleurs.

Comme on le sait, le principal ennemi de la route, c'est le poids lourd. Un seul gros camion sur la route équivaut au passage de 41 000 voitures. Mais le transport routier est aussi l'épine dorsale de l'économie d'un pays et aujourd'hui plus que jamais les travaux de recherche tiennent compte avant tout de la résistance de la route aux camions.

En 1990, le ministère des Transports admettait publiquement que 31 pour cent du réseau était déficient. (NDLR: il s'agit du

VOIR RÉSEAU EN A 2

■ Ce n'est pas encore le paradis! *Page B 5*

# Le fisc va sévir contre les 12 stations-service mohawks récalcitrantes

**DENIS LESSARD**
*du bureau de* La Presse
*QUÉBEC*

Les propriétaires des 12 stations-service autochtones qui refusent de payer les 3,8 millions de dollars qu'ils doivent au fisc québécois se verront signifier par huissier au début de la semaine prochaine que leur permis est révoqué. Conséquemment, les fournisseurs ne pourront plus leur vendre de l'essence.

Pour éviter une levée de boucliers chez les Mohawks, le gouvernement du Québec a d'ailleurs demandé avant-hier à Ottawa de fournir le cautionnement nécessaire pour empêcher son propre ministère du Revenu de fermer les 12 stations service.

Hier, le directeur général du ministère fédéral des Affaires indiennes pour l'ensemble du Québec, Guy McKenzie, a reconnu que Québec «nous a demandé si on était pour intervenir».

— «Financièrement?»

— «C'est évident!» a-t-il tout de suite répondu à *La Presse*.

Mais, a-t-il ajouté, un tel geste n'aurait pu se faire en conformité avec les lois fédérales.

Invité par *La Presse* à commenter les suggestions faites à Ottawa par Québec, le ministre délégué aux Affaires autochtones, Christos Sirros, a expliqué que la caution exigée par Revenu Québec aurait pu être payée «par le biais des conseils de bande. C'est inscrit dans la loi (québécoise) qu'un individu ou une entité légalement constituée peut se porter garant», d'expliquer le ministre québécois.

Il reconnait d'emblée, toutefois, que ces conseils de bande tirent leurs budgets des subventions du ministère fédéral des Affaires indiennes.

Mais comme cela n'a pu se faire, «la loi s'applique telle

VOIR FISC EN A 2

## MARAÎCHERS DU DIMANCHE

PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse*

*Bientôt ils seront hauts comme ça! C'est ce que semblait dire George Felip à sa femme, hier, pendant qu'il arrosait ses nouvelles plantations dans les jardins communautaires de la rue Christophe-Colomb. Des centaines d'autres maraîchers du dimanche ont commencé à travailler leurs petits lopins de terre dans l'espoir de croquer les légumes les plus frais en ville l'été prochain.*

# Affligeantes chicanes territoriales entre les organisations d'aide

R
Chez les réfugiés du RWANDA

**MICHÈLE OUIMET**
*envoyée spéciale*
La Presse *à KABALE, Ouganda*

Pendant que le Rwanda s'enfonce dans la violence et que la population n'a rien à manger, les organisations d'aide internationale se livrent entre elles à de petites guerres.

Le Comité international de la Croix-Rouge et l'Aide alimentaire mondiale (ONU) basés en Ouganda, un pays voisin du Rwanda, se chicanent pour des questions de territoire.

Les gens de la Croix-Rouge ne peuvent pas supporter ceux de l'ONU et vice-versa. Les uns et les autres ne travaillent pas de la même facon et ils aiment bien que les caméras de la télévision soient là pour les filmer lorsqu'ils distribuent des vivres, histoire de soigner leur image.

Mercredi, l'ONU a distribué de la nourriture à Karama, dans le nord du Rwanda, même si c'était un territoire de la Croix-Rouge, ce qui a provoqué un drame. La

VOIR CHICANES EN A 2

■ Des rebelles trop heureux de jouer à la guerre. *Page A 11*

# L'ONU décide un embargo commercial total contre Haïti

## *Le Canada est même disposé à envoyer des contrôleurs en République dominicaine*

*d'après AFP, PC, AP et Reuter*
*NEW YORK*

Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné 15 jours hier aux militaires putschistes haïtiens pour quitter le pouvoir, faute de quoi un embargo commercial total entrera en vigueur contre Haïti.

Le Canada, pour sa part, s'est dit prêt à aider la République dominicaine à faire respecter l'embargo commercial à sa frontière avec Haïti, ce qui pourrait aller jusqu'à l'envoi de contrôleurs canadiens sur place.

Dans un discours devant le Conseil de sécurité, l'ambassadrice du Canada à l'Organisation des Nations unies, Louise Fréchette, a indiqué que le contrôle de la frontière terrestre entre Haïti et la République dominicaine constituait un élément-clé de la stratégie de l'ONU. Elle a soutenu que les violations de l'embargo à travers cette frontière avaient considérablement réduit l'impact des sanctions déjà adoptées.

Pour cette raison, elle s'est félicitée de la décision du président dominicain Balaguer d'établir une commission de contrôle de la frontière et elle a appuyé la demande d'aide que les autorités dominicaines ont adressée aux Nations unies.

«Un appui technique international, y compris la possibilité d'un déploiement de contrôleurs internationaux, contribuerait à s'assurer que la République dominicaine puisse s'acquitter de ses obligations de façon efficace, a-t-elle déclaré. Le Canada est prêt à appuyer ces efforts.»

La résolution adoptée par le Conseil de sécurité a été présentée par l'Argentine, le Canada, la France, les États-Unis et le Venezuela.

Le Conseil de sécurité a ainsi décidé d'interdire les déplacements des responsables du coup d'État de septembre 1991, des officiers de l'armée et de la police et des membres de l'armée haïtienne à l'extérieur d'Haïti. Pour ce faire, le conseil a demandé à tous les pays du monde de leur refuser l'entrée sur leur territoire.

Le Conseil de sécurité a invité les États à geler les fonds et les ressources financières de ces personnes et il a interdit toute circulation aérienne avec Haïti, à l'exception des vols commerciaux.

Il a également déclaré qu'il imposera un embargo commercial total dès le 21 mai prochain à 23 h 59 (heure de New York) si la situation ne change pas en Haïti. La nourriture, les médicaments, l'aide humanitaire et le combustible pour la cuisson seront cependant exclus.

Le Conseil de sécurité s'est dit prêt à suspendre progressivement certaines de ces mesures s'il y avait des progrès dans la mise en oeuvre de l'accord de l'Île des Gouverneurs. Cette entente, intervenue en juillet dernier à New York, prévoyait le départ des responsables du coup d'État et le retour du président Jean-Bertrand Aristide.

Le conseil a cependant spécifié que les sanctions ne seront totalement levées que lorsque toutes les conditions de l'accord de l'Île des Gouverneurs seront remplies, notamment les départs du commandant-en-chef des forces armées, le général Raoul Cédras, du chef de la police Joseph Michel François et du chef d'état-major des armées, Philippe Biamby.

«La résolution indique clairement que les sanctions ne seront pas complètement levées avant le retour du président Aristide en Haïti», a souligné Mme Fréchette.

Elle a reconnu que certains craignaient l'imposition de sanctions sévères en raison de ses effets sur la situation déjà déplorable de la population haïtienne.

«Une chose est claire: les autorités militaires, ayant failli à leurs engagements, sont les seuls responsables du sort tragique de la population haïtienne, a-t-elle déclaré. Tant qu'elles restent en place, il y a peu d'espoir que la situation humanitaire s'améliore.»

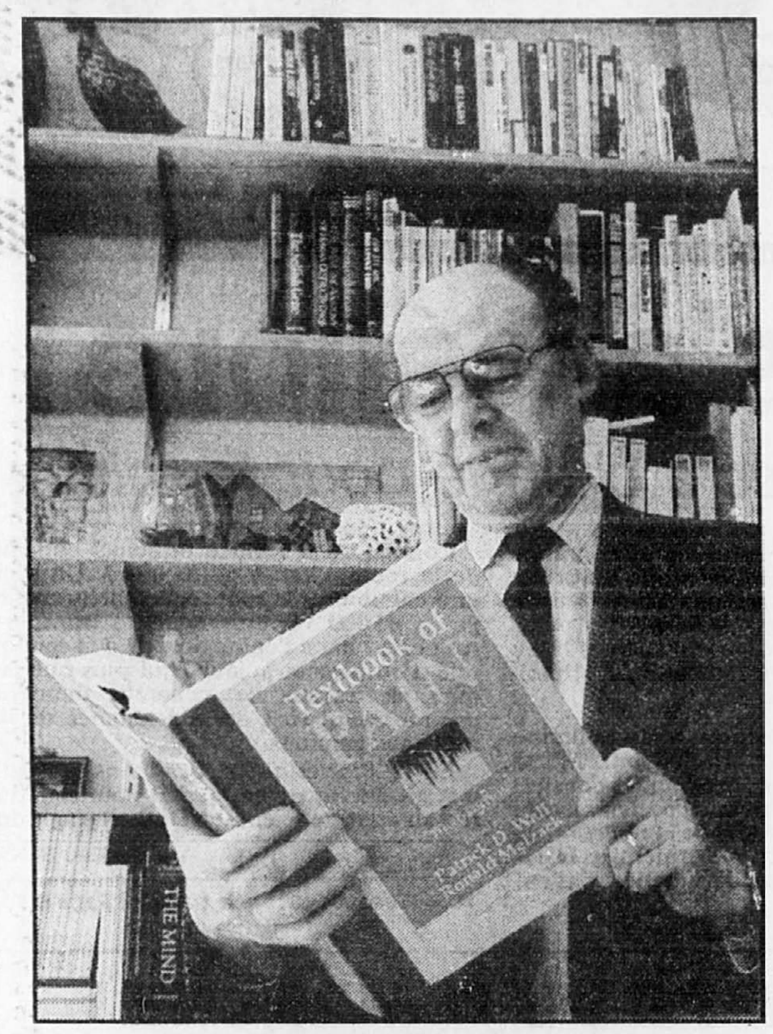
Elle a ajouté que les sanctions exhaustives représentaient le prix à payer pour «délivrer une fois pour toutes Haïti de la source de sa souffrance».

Elle a fait valoir que le Canada avait déjà fourni au-delà de 35 millions de dollars en aide humanitaire et qu'il continuerait à agir en ce sens. Elle a reconnu que la livraison de l'aide humanitaire internationale avait pu s'effectuer sans obstacle, mais elle a

VOIR EMBARGO EN A 2

portes & fenêtres VERDUN ltée
Payez et emportez !
STANLEY
PORTES D'ACIER GARANTIES 5 ANS
COUPE-FROID MAGNÉTIQUE
SEUIL «RE-PLAST» GARANTIE À VIE
CADRE EN PIN 1¼"
PEINTURÉE BLANCHE GARANTIE 15 ANS
MODÈLE B01 / 34" SUR APPRÊT 118$ Peinturée blanche 159$
GS-37 / 34" TRIPLE VITRAGE SUR APPRÊT 199$ Peinturée blanche 249$
MODÈLE S1PL / 34" SUR APPRÊT 239$ Peinturée blanche 289$
VANO / 34" TRIPLE VIT./LAITON SUR APPRÊT 499$ Peinturée blanche 619$
NOVATECH
Heures d'ouverture:
Lun., mar., mer.: de 8 h 30 à 17 h 30
Jeudi: de 8 h 30 à 20 h
Vendredi: de 8 h 30 à 18 h
Samedi: de 8 h 30 à midi
25e anniversaire
VERDUN 3932, boul. LaSalle (près Atwater) 769-1725
MONTRÉAL 2269, St-Clément (près Viau) 255-6868
LAVAL 4525, boul. Samson près aut. 13 (Chomedey) 681-1547
RIVE-SUD 138, boul. Laurier (rte 116, St-Basile) 653-2265

## Demain dans *La Presse*




Santé

### La douleur

■ La douleur, sujet universel s'il en est un. Le docteur Ronald Melzack, une sommité en matière de douleur, n'y va pas par quatre chemins. «La douleur n'est pas une priorité, ni même une préoccupation pour les médecins et ils ne savent pas comment la traiter. Ce n'est pas étonnant quand on sait qu'il n'y a en moyenne que quatre heures de cours consacrées à la douleur dans les facultés de médecine», a-t-il déclaré à notre collaboratrice Monique Guilbault. Elle a rencontré d'autres spécialistes qui partagent cette opinion. D'autre part, Raymond Bernatchez traite du torticolis spasmodique, un mal qui affecte quelque 50 000 Américains et dont le traitement a été mis au point à Montréal. Quant à Françoise Kayler, elle nous fait découvrir une cuisine collective pour les personnes atteintes du VIH. À lire demain dans le cahier SANTÉ.

## SUITE DE LA UNE

## RÉSEAU

**Le réseau routier s'améliore!**

réseau «actualisé», soit les 28 000 kilomètres entretenus exclusivement par Québec à la suite de la réforme Ryan). Aujourd'hui, ce chiffre est de 24 pour cent, une amélioration appréciable. Et la qualité de roulement serait nettement supérieure.

En 1990, on a dépensé 45 millions pour recouvrir les routes défaillantes d'une nouvelle couche de bitume, une couche d'usure, comme on dit dans le milieu. L'an dernier, c'était 80 millions. Et, contrairement à ce qui se faisait naguère, on fait souvent bien plus que d'appliquer une couche d'asphalte, une solution qui n'était pas toujours la meilleure, reconnaît-on aujourd'hui. Une partie de la structure interne de la route est entièrement refaite. L'an dernier, 341 kilomètres de voie double ont ainsi fait l'objet de «travaux de renforcement», soit une dépense de 42 millions.

La presque totalité des routes transfrontalières ont été réasphaltées et certaines ont été reconstruites en partie, comme le tronçon de la route 40 qui mène à Ottawa, considéré durant des années comme un enfer pour les automobiles. Les interventions ont été plus fréquentes sur les routes qui sont le plus sollicitées par la circulation, notamment les grands axes routiers qui desservent Montréal et Québec. Si bien qu'au ministère des Transports, on se plaît à dire aujourd'hui qu'il y a beaucoup plus de véhicules que dans le passé qui circulent sur un réseau en bon état.

«Nous avons fait des travaux sur 8400 kilomètres de routes depuis quatre ans au coût de 770 millions. À ce rythme-là, le réseau sera entièrement revu tous les 14 ans. C'est mieux que ce que recommandent les experts», dit Maurice Boucher, le chef de service à la programmation routière et à la circulation.

**Un changement d'attitude**

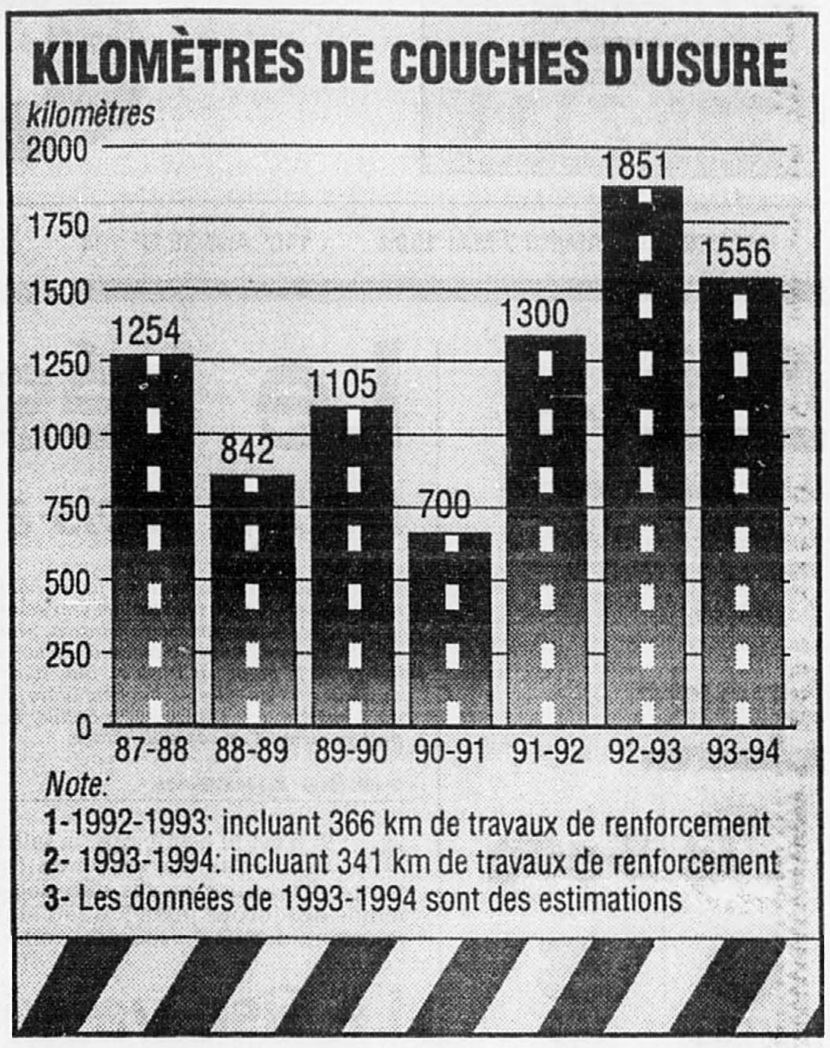
Mais si les efforts consentis pour l'entretien du réseau routier retiennent l'attention, c'est le changement d'attitude du ministère que soulignent avant tout les experts. On travaille de concert avec les entrepreneurs, on fait beaucoup de recherche appliquée, on élabore de nouvelles normes de qualité. La mise en place d'un réseau particulier de routes pour les poids lourds, en janvier prochain, est une mesure attendue qui aura un effet salutaire sur nos routes, fait-on aussi valoir.

Un des critiques les plus virulents du réseau routier, le directeur général de l'Association des contructeurs de routes et grands travaux du Québec, Gabriel Richard, se dit très satisfait des progrès accomplis ces dernières années. Il insiste sur la hausse de la qualité des travaux et prédit des améliorations considérables d'ici trois ou quatre ans. Par exemple, on travaille à mettre au point une méthode d'uniformisation des mélanges d'enduits bitumineux et des modes de construction, une tâche difficile quand on sait que le Québec compte 125 usines d'asphalte.

Professeur à l'École de technologie supérieure du Québec, Gérard Trépanier, enseigne aux futurs ingénieurs comment construire des routes. Pour lui, l'attitude du ministère est «emballante». Les recherches techniques menées conjointement par les chercheurs du laboratoire ministériel et le secteur privé s'annoncent très prometteuses. Même langage de la part de Denis Demers, un ingénieur-conseil de Trois-Rivières et un membre très actif de l'Association québécoise des transports et des routes. Il y a quatre ans, tous trois dénonçaient le déclin de nos routes.

Mais le plan quinquennal mis de l'avant par le gouvernement du Québec pour améliorer le réseau routier prend fin au cours du prochain exercice financier. Le ministère des Transports investit environ 1,1 milliard par année sur nos routes sur un budget global d'environ 2 milliards. Le programme spécial avait permis d'ajouter une moyenne de 210 millions par année pour l'entretien. Mais on ignore si cet effort budgétaire se poursuivra après les élections. □

**DEMAIN: un cadeau empoisonné pour les municipalités**




## Churchill dépeint comme un alcoolique et un raciste

*d'après Associated Press*

*LONDRES*

■ L'Histoire a été bonne pour Winston Churchill, mais pas les historiens récents. Le grand homme est attaqué, et parfois vivement, dans deux biographies paraissant en Grande Bretagne. N'est-il pas accusé d'être un alcoolique doublé d'un raciste?

«Churchill» de Clive Ponting, ancien fonctionnaire du ministère de la Défense, biographie parue jeudi, nous dépeint l'ancien premier ministre (de 1940 à 45 et de 1951 à 55) comme un raciste alcoolique aux opinions «presque» fascistes, proches de celles de Mussolini. Ce jugement est typique d'une nouvelle attitude critique constatée chez certains auteurs.

Une autre biographie, à paraître en juillet, «Les éminents churchilliens» d'Andrew Roberts, assure que Winston Churchill avait essayé d'arrêter l'immigration non-blanche en Grande Bretagne.

Le célèbre amateur de cigares décédé en 1965 à l'âge de 90 ans jouit aujourd'hui d'une grande popularité dans ce pays mais il n'en a pas toujours été ainsi. Selon Ponting, «il a tellement écrit sur lui que son interprétation de sa propre vie est devenue l'interprétation officielle».

«Il y a maintenant 30 ans qu'il est mort. Nous avons une nouvelle perspective historique et beaucoup d'informations sont sorties des archives publiques et privées.»

«C'était un raciste. Il voyait le monde divisé en races avec les Anglo-saxons blancs au sommet», déclare l'auteur. «Il appelait les Chinois des queues de cochon et les Indiens des babouins.»

Mais l'opinion de Ponting est dénoncée par le biographe officiel de Winston Churchill et par le critique littéraire du quotidien *The Guardian*, qui accuse l'auteur de rechercher l'image choc.

## FISC

**Le fisc va sévir contre les 12 stations-service mohawks récalcitrantes**

quelle», ajoutera M. Sirros, précisant qu'il n'était pas question «qu'un gouvernement puisse subventionner un groupe de contribuables qui ne s'acquittent pas de leurs obligations fiscales». Le ministre Sirros a d'ailleurs avisé M. Norton hier des étapes prévues par la Loi sur l'impôt dans ces cas et a rappelé au leader autochtone que «les lois s'appliquent à toutes les personnes résidant dans la province».

Au passage le ministre Sirros n'a pas manqué d'écorcher Revenu Québec; il est carrément anormal que le chiffre confidentiel de 3,8 millions que l'on exige en cautionnement ait pu se retrouver dans *La Presse*, dira-t-il.

Le ministre Sirros ne cache pas craindre le tapage inévitable autour de la révocation des permis et l'interprétation de la révocation des permis par Revenu Québec que ne manqueront pas de faire certains éléments radicaux dans les réserves.

Au nom du Parti québécois, le député Jean Filion jugeait «carrément scandaleux, que directement ou indirectement on ait envisagé de subventionner ceux qui plantent le système fiscal».

**Permis révoqués**

Hier en fin de journée, le ministre a fait état du délai donné par Revenu Québec pour permettre aux 11 stations-service de Kahnawake et à celle d'Oka de verser en fiducie un cautionnement pour les montants dus à Revenu Québec. «La révocation des permis sera signifiée dans les prochains jours, au début de la semaine prochaine», expliquait-on chez le ministre du Revenu, André Vallerand. Peu après, Québec avisera automatiquement les fournisseurs qu'ils ne pourront plus vendre d'essence à ces stations-service, sinon ils s'exposeront à une amende pouvant atteindre 25 000 $.

Conscient de l'imminence de l'échéance, le Secrétariat aux affaires autochtones a tenté mercredi et jeudi de faire en sorte que les permis ne soient pas tout de suite révoqués, ont confirmé des sources québécoises qui ne sont ni du Revenu ni des Affaires autochtones. Des discussions en ce sens avaient été amorcées par les fonctionnaires québécois, notamment André Maltais. C'est M. Maltais, Secrétaire général associé aux questions autochtones qui aurait soumis le projet au sous-ministre du Revenu, Pierre A. Paré, a-t-on appris par ailleurs.

Des pourparlers furent entamés avec les fonctionnaires fédéraux des Affaires indiennes à Québec, mais quand ces derniers ont joint leur patron M. Mckenzie, de passage à Ottawa, il a tout de suite indiqué que ces pourparlers ne pourraient pas être concluants, a expliqué hier le fonctionnaire fédéral. Le ministère fédéral intervient pour des questions d'intérêt communautaire, pas pour tendre la perche à des particuliers, qui, au surplus, transgressent la loi, expliquera-t-il. □

## *Le ministre des Affaires indiennes nie tout*

**MARIE-CLAUDE LORTIE**
*du bureau de* La Presse

*OTTAWA*

■ Le ministre des Affaires indiennes, Ron Irwin, a affirmé hier qu'il n'était pas question qu'Ottawa utilise l'argent destiné aux conseils de bande mohawks pour payer la dette de 3,8 millions que 12 stations-service mohawks ont contracté envers le fisc québécois.

En réponse à une question du Bloc québécois, le ministre des Affaires indiennes a en effet formellement nié les informations selon lesquelles il y avait entente entre Québec et Ottawa pour que le gouvernement fédéral éponge ainsi la dette des stations-service et leur permette du même coup de garder leur permis.

«Non seulement je ne peux pas faire cela, je ne ferais pas cela», a déclaré le ministre Irwin en Chambre.

Plus tard, il a précisé que ce serait «inapproprié» et probablement «illégal» de faire une telle chose puisque ce sont seulement 12 commerces qui doivent de l'argent au fisc, tandis que l'argent versé au conseil de bande «appartient à tout le peuple».

Le ministre Irwin a admis qu'il avait parlé jeudi soir et encore hier matin à Christos Sirros, ministre québécois délégué aux Affaires autochtones, pour discuter du problème et du fait que la dette mohawk arrivait à échéance. Il a expliqué que M. Sirros lui avait fait part de ses vives inquiétudes au sujet de ce dossier. M. Irwin n'a pas dit quelles avenues précises ont alors été étudiées.

Le ministre fédéral a précisé qu'Ottawa était dans une situation «très particulière» parce qu'il est un des gouvernements à qui les propriétaires des stations-service mohawks doivent rembourser de l'argent — la taxe fédérale — et il est aussi fiduciaire des autochtones en vertu de la loi.

«En tout ce qui touche les taxes je dois rester à l'écart. Je peux être là comme fiduciaire et essayer de les aider, mais je ne peux pas dire à aucun gouvernement ne faites pas respecter les lois fiscales telles qu'elles existent», a dit le ministre.

Le problème de fond, a expliqué le ministre, c'est que les Mohawks, comme plusieurs autres groupes autochtones, estiment qu'ils n'ont pas à récolter les taxes provinciales et fédérales qui doivent être imposées quand produits et services sont vendus à des non-autochtones. Selon lui, ce contentieux existe à travers le pays et le gouvernement essaie actuellement de le régler.

## CHICANES

**Affligeantes chicanes territoriales entre les organisations d'aide**

Croix-Rouge était furieuse parce que la veille, elle avait conclu avec l'ONU un accord en vertu duquel les deux organisations se sont partagés le Rwanda: le nord et l'ouest seraient approvisionnés par la Croix-Rouge et le nord-est et l'est, par l'ONU.

La distribution de vivres dans les camps de réfugiés est une opération complexe et délicate. Les organisations d'aide alimentaire doivent constamment discuter avec l'armée, ménager les susceptibilités, s'assurer que les routes empruntées soient fiables et veiller à ce que les aliments aboutissent bel et bien entre les mains des réfugiés. Chaque fois que des représentants d'une organisation se déplacent au Rwanda, ils doivent être accompagnés par un membre de l'armée qui contrôle leurs moindres pas.

C'est l'armée rebelle, le Front patriotique rwandais (FPR), qui contrôle le nord du Rwanda où travaillent l'ONU et la Croix-Rouge, dont les bases sont en Ouganda.

Les représentants de la Croix-Rouge et de l'ONU avaient déjà de la difficulté à s'endurer, et l'incident survenu cette semaine a mis le feu aux poudres. Officiellement, les deux organisations collaborent pour le bien du pays mais, sous la table, les couteaux volent bas.

«J'étais avec le FPR quand le type de l'ONU est arrivé et a dit qu'il avait distribué de la nourriture dans notre zone, explique le responsable de la Croix-Rouge en Ouganda, Thierry Charbonney. Quand tu es avec le FPR et que les gens ont faim, qu'est-ce que tu fais? Tu leur dis: 'enlevez vos camions'? Ça ne se fait pas.»

«L'ONU envoie de la nourriture comme ça, sans aucune organisation, poursuit Thierry Charbonney. Comment font-ils pour s'assurer que ça se rend aux bonnes personnes et que la nourriture n'est pas détournée au profit de l'armée, par exemple?»

Le directeur de l'Aide alimentaire mondiale (ONU) en Ouganda, Trevor Page, se défend. «La Croix-Rouge nous a dit qu'ils n'avaient pas suffisamment de nourriture et ils nous ont demandé de prendre le relais dans certaines zones pendant deux semaines, dit-il. Nous devions parler aux gens de la Croix-Rouge avant de faire la distribution à Karama mais nous nous sommes manqués sur la route.»

L'ONU donne les vivres aux autorités locales qui font la distribution, tandis que la Croix-Rouge distribue directement, sans intermédiaire. Le processus est plus long et elle se fait damer le pion sur le terrain. Résultat: l'ONU passe plus souvent à la télévision.

## EMBARGO

**L'ONU décide un embargo commercial total contre Haïti**

ajouté que son gouvernement «lançait un ferme avertissement» à quiconque voudrait tenter d'empêcher la livraison de cette aide ou de mettre en danger la sécurité de ceux qui sont engagés dans ces efforts.

Pour sa part, à Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, a salué l'adoption de la résolution.

«Le Canada a maintenu de façon constante qu'un embargo total était nécessaire pour forcer les militaires et les autorités de facto à délaisser le pouvoir, a-t-il déclaré dans un communiqué émis hier. La décision du Conseil de sécurité m'encourage beaucoup.»

De son côté, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains s'est réuni hier à Washington, à la demande de l'Uruguay, afin de tenter de trouver une solution diplomatique à la crise haïtienne et d'écarter l'option militaire que la Maison Blanche a refusé d'exclure cette semaine. □

**La quotidienne** Tirage d'hier
à trois chiffres 320
à quatre chiffres 4741

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES
lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 285-7111
Décès, remerciements 285-6816
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé+ 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

*LA PRESSE* est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement : numéro 1400 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.
RENSEIGNEMENTS 285-7272

CODE DU JOUR 18-6 SAMEDI 7 MAI 1994

SOLDE DE PARURES DE FENÊTRES
ÉPARGNEZ JUSQU'À 60%
PAS DE TAXES
GENIMA ROCKLAND 341-7810
SERVICE À DOMICILE GRATUIT

NOS PRIX SONT LES PLUS BAS GARANTIS! FAITES-EN LA COMPARAISON!
De plus... Nous payons la TPS de 7% et la TVQ de 8% sur tous les stores verticaux, horizontaux, plissés et tissus.
LEVOLOR draco HunterDouglas
Ste-Catherine et Université 282-9525 les promenades de la CATHÉDRALE

S2086893

La Presse

# Tara Manning est morte par strangulation, révèle le rapport préliminaire de l'autopsie

MARIE-FRANCE LÉGER

■ La jeune Tara Manning, 15 ans, a été étranglée avant de recevoir un grand nombre de coups de couteau à la poitrine et à l'abdomen, selon le rapport préliminaire de l'autopsie.

«C'est assurément un homicide. Elle est morte par strangulation. Les coups de couteau sont venus après», a précisé hier midi le lieutenant Claude Lachapelle, de la section des homicides.

Plus tard en après-midi, un policier a souligné qu'il était très peu probable que la victime ait été agressée sexuellement. «Il n'y a rien qui nous démontre qu'elle l'a été», a-t-il dit.

Tara Manning

L'adolescente a été trouvée jeudi matin, vers 6 h 30, par son père, dans la chambre qu'elle occupait dans le logement familial du 1792 Pinewood, à Dorval. M. Manning s'inquiétait de voir que sa fille n'était pas encore levée, elle qui était matinale.

Malgré l'atrocité du meurtre, il y avait, apparemment, peu de sang dans la pièce. Il n'y avait pas non plus de trace visible de bagarre. Le mystère le plus complet entourait toujours cette affaire hier d'autant qu'aucune entrée par effraction, ou «trace de passage» suspecte, n'a été signalée par les enquêteurs.

### Rien de bizarre

La victime est décédée en milieu de nuit, très tôt jeudi matin. Le père et le frère de Tara, ainsi que son petit copain, avec qui elle passait *The Gazette* le matin, ont été questionnés par les policiers au cours de la journée jeudi.

Un autre jeune, qui a passé la soirée de mercredi, jusqu'à 2h du matin, dans le sous-sol du duplex avec le frère de la victime, a affirmé que tout était calme jusqu'à son départ. Le père et le frère ont expliqué également qu'ils n'avaient rien entendu de bizarre.

Les parents de Tara étaient divorcés et sa mère demeure en Ontario. La jeune fille fréquentait depuis peu le Lindsay Place High school de Pointe-Claire. Tara avait cherché un soutien psychologique à son école précédente, Saint-Thomas High, afin de l'aider à surmonter des problèmes familiaux.

«On a passé en entrevue tous les voisins. On n'a aucun indice, on n'a pas l'arme du crime. Toutes les questions se posent», a indiqué un policier hier. Un couteau a pourtant été découvert jeudi dans la cour arrière du duplex occupé par les Manning. Mais on n'était pas encore en mesure hier d'apporter davantage de précisions sur cet objet ramassé soigneusement la veille par un agent de police. Rappelons qu'aucune arme n'a été trouvée dans la chambre de l'adolescente.

Les enquêteurs Rodrigue Dionne et Jean Douville devaient travailler en fin de semaine sur ce dossier troublant. «Il n'y a pas de suspect interrogé. Il ne devrait pas y en avoir à moins d'un développement majeur en fin de semaine», a signalé un enquêteur.

La maison du 165, rue Clément, à Papineauville, où a eu lieu le drame. Ci-contre, une photo de Philippe Gauthier, 33 ans, et de son frère Bernard (à la guitare) prise pendant la dernière période des Fêtes. À droite, sa soeur Ghyslaine, qui a appris le décès de son frère par la police provinciale à 6h30, hier matin.

PHOTOS PIERRE McCANN, *La Presse*

# Drame passionnel à Papineauville

## *Abandonné après sept ans de vie commune, Michel Audet tue la mère et le nouvel ami de son ex-conjointe avant de s'enlever la vie*

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

*PAPINEAUVILLE*

■ Du salon de coiffure au marché d'alimentation, en passant par le casse-croûte et l'école, les gens de Papineauville ne parlaient, hier, que du drame qui a coûté la vie à l'un des leurs en plus de causer la mort d'une femme nouvellement arrivée dans cette petite municipalité et d'un individu de Gatineau. Un autre homme a été blessé par balle.

Ce n'est pas exagéré d'écrire que Papineauville est en deuil. Philippe Gauthier, 33 ans, membre d'une famille de 11 enfants hautement estimée dans cette petite localité de 1600 âmes de la région de l'Outaouais, n'est plus. Sa nouvelle amie, Lucie Carrière, 31 ans, est saine et sauve parce qu'elle a eu la présence d'esprit de se cacher sous son lit quand elle a vu son ancien conjoint — fou de rage et armé d'une carabine — entrer par la fenêtre dans la demeure qu'elle occupait avec son père et sa mère, au 165, rue Clément.

La mère de Lucie, Françoise Barnes-Carrière, 55 ans, a été mortellement atteinte, tandis que son père, Rosario Carrière, 63 ans, a reçu une balle de fort calibre dans une épaule. Il n'est pas en danger de mort, même si les médecins ont craint pour sa vie à un certain moment à cause d'une forte baisse de pression. Il souffre de problèmes cardiaques.

Après son carnage, Michel Audet, 47 ans, un entrepreneur en construction de Gatineau, s'est enlevé la vie en se tirant une balle dans l'abdomen. L'arme utilisée est d'un calibre pour la chasse au gros gibier.

Ce qui a le plus retenu l'attention de la population locale, c'est la mort de Philippe Gauthier, un homme apprécié de tous pour son implication sociale et sportive dans la communauté. Il était lui-même un joueur de hockey et de balle-molle, et un bon golfeur. Il travaillait dans un bureau d'arpenteur. Il était aussi ébéniste et comme, ses frères et soeurs, musicien.

### Tonton n'est plus

«On l'appelait tonton, tellement il était bon», a souligné un cousin.

«Son malheur a été de rencontrer la femme de ses rêves, qu'un autre homme ne voulait pas laisser aller», a dit un autre proche de la famille.

Sa famille est bien en vue, l'un de ses frères possède un dépanneur, un autre un salon de coiffure, tandis que l'une de ses soeurs est mariée à un médecin. Sa mère Lucia, âgée de 71 ans, est veuve, et Philippe, célibataire, demeurait encore avec elle. Des enfants, il était l'avant-dernier.

Il fréquentait Lucie Carrière depuis un mois environ. Elle avait demeuré avec Audet durant sept ans.

Originaire de Ripon, le couple Carrière avait aménagé dans sa nouvelle maison de Papineauville il y a un an environ, après que le chef de famille eut pris sa retraite. Lucie Carrière a une soeur qui est venue prendre soin d'elle et de son père, tôt hier matin.

Sur les lieux de la tuerie, *La Presse* a rencontré Ghyslaine Gauthier. C'est avec des sanglots dans la voix qu'elle a répondu à nos questions.

«Quand Philippe m'a présenté Lucie, elle m'a fait bonne impression. Je l'ai aimée en partant. Sa famille, je ne la connais pas, elle vient à peine de s'établir ici. J'ai appris la nouvelle de la police provinciale à 6 h 30 ce matin. C'est mon mari, qui est médecin, qui a avisé ma mère», a expliqué Mme Gauthier, tout en s'excusant de ne pouvoir en dire davantage.

«Mes clients me demandaient si j'étais au courant du drame de ce matin. Ils ont été estomaqués quand j'ai répondu oui et que l'une des victimes était mon frère. À ce moment, la radio ne donnait encore aucun nom», a expliqué Jacques Gauthier, tout en se demandant pourquoi son frère a été tué aussi bêtement.

Selon les informations recueillies à Papineauville, Audet s'est présenté au domicile de son ex-amie vers 21 h jeudi. Il s'est rendu discuter avec elle au restaurant où elle travaille. M. Gauthier les accompagnait.

En fin de soirée, la jeune femme est retournée chez elle avec son père.

«Vers 1 h, explique l'agent Richard Bourdon, des relations publiques de la Sûreté du Québec, un homme a téléphoné au détachement de Papineauville-Buckingham pour signaler qu'un individu armé se trouvait dans une maison avec trois otages.»

Les premiers policiers arrivés sur les lieux ont formé un périmètre de sécurité. L'homme qui a alerté la police était M. Carrière. Blessé, il s'était refugié chez un voisin, Rodolphe Séguin.

L'officier responsable de la section de Hull de la SQ est entré en contact avec le quartier général de la rue Parthenais qui a immédiatement dépêché à Papineauville le groupe tactique qui se trouvait alors à Saint-Bruno, où un homme tenait un siège. Dès leur arrivée à Papineauville, les spécialistes ont toutefois été informés que leur présence n'était plus requise puisqu'une femme venait de sortir de la maison en expliquant, tout en pleurs, ce qui venait de se produire.

«Audet a lancé un bloc de ciment dans la grande vitre du salon par où il a pénétré. En entrant, il a fait feu sur M. Carrière qui a réussi à se sauver. Se trouvant au sous-sol, Philippe Gauthier est monté quand il a entendu du bruit, il a été abattu en haut de l'escalier. Quant à Mme Carrière, elle a été tuée au sous-sol», a résumé l'agent Bourdon.

Ne trouvant pas la femme de sa vie, Audet aurait alors décidé d'en finir.

Pendant tout le déroulement du drame, Lucie Carrière est demeurée cachée sous son lit. Son calvaire a duré 45 minutes.

# L'EXPRESS DU MATIN

### GRAFFITI RACISTES AU COLLÈGE HILLEL À VILLE SAINT-LAURENT

■ Le Congrès Juif canadien a demandé à la police d'enquêter sur des actes de vandalisme à caractère raciste survenus jeudi au Collège Hillel, de Ville-Saint-Laurent, situé au 880, rue Cardinal. Les fenêtres du collège, dénommé jusqu'à récemment encore l'École Sépharade de Montréal, étaient couvertes de graffiti racistes et antisémites et de croix gammées. Vingt et une fenêtres de cette école secondaire ont été ainsi aspergées de peinture blanche. «C'est un degré de vandalisme important depuis les dernières années. Nous allons étudier cette semaine la possibilité d'offrir une prime pour découvrir les coupables», a indiqué Jack Jedwab, porte-parole du CJC.

### PLUSIEURS ABONNÉS DE BELL PRIVÉS DE SERVICE

■ Le service téléphonique de quelque 8000 abonnés de Bell, au centre-ville de Montréal, a été interrompu hier matin pendant environ 3 heures à cause d'un bris d'un groupe électrogène. La panne a débuté autour de 9 h 30. Les numéros commençant par 861, 864, 866, 873, 392, 395, 399, 876, 877 et 878 ont été touchés. Tout a été complètement rétabli vers midi. Une enquête était en cours hier pour déterminer les circonstances de la panne.

### ACCIDENT MORTEL À QUÉBEC

■ Un agent distributeur de la boulagerie Diana, André Maltais, 39 ans, de Stoneham, est mort hier matin dans un accident de la circulation, à Québec. Son camion de livraison a été impliqué dans une collision avec une automobile vers 6 h 30. Sous l'impact, le camion s'est renversé du côté du chauffeur qui a été éjecté par la fenêtre et ensuite écrasé sous son véhicule.

### PAS DE SUSPENSION

■ Les policiers Gérald Dance, Marc Bourdon et Serge Morin ne seront pas suspendus de leurs fonctions comme le réclamait la famille André en attendant leur comparution devant le comité de déontologie provinciale. Dans une lettre envoyée à Me Bernard G. Roy, la coordonnatrice juridique du Service de la police de Laval, Diane Lessard, mentionne que la Commission de la déontolgie avait invité la direction de la police municipale à ne s'immiscer sous aucune considération dans l'enquête des faits et gestes reprochés aux trois policiers lors de l'enquête sur le meurtre de Danielle André.

### TROIS ANS POUR UN AGRESSEUR

■ «Toutes les femmes ont le droit de se sentir en sécurité et la société s'attend de façon légitime à ce que les tribunaux punissent sévèrement de tels gestes.» Passant de la parole aux actes, le juge Gilles Bergeron, de la Cour du Québec, à Trois-Rivières, a condamné hier le Trifluvien Brian Quigley à une peine de trois ans de pénitencier pour avoir agressé sexuellement une jeune femme, le 28 juillet 1993. Déplorant la violence dont l'accusé avait fait preuve dans cette affaire, le juge Bergeron a dit que rien n'excusait la conduite de Quigley, et surtout pas le consommation d'alcool.

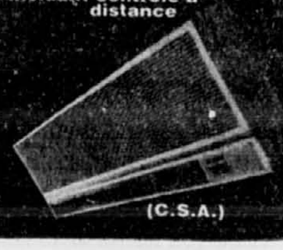

LA THERMOPOMPE TURCOTTE RÉINVENTÉE POUR LE CLIMAT DU QUÉBEC

Obtenez GRATUITEMENT notre pochette d'information sur un simple appel téléphonique

incluant:

- Un magazine couleur de 26 pages avec plus de 30 illustrations.
- Notre brochure corporative.
- Commentaires de députés et ministres sur la thermopompe Turcotte.
- Découpure de journaux et éditoriaux sur la thermopompe Turcotte.

Modèle Hitachi incluant contrôle à distance



(C.S.A.)

TURCOTTE

Tél.: 527-4531

Thermopompe pour plinthe électrique spécial 3495$ installation incluse

2000$ moins cher que la compétition

La Ville a loué la moitié du trottoir au Croissantier Gagnon, rue Jarry, puis elle a placé une clôture devant le restaurant estimant qu'il ne restait pas assez d'espace pour que les piétons circulent entre les arbres et les tables.

PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse*

# Injonction interdisant d'enlever une terrasse

■ Un juge de la Cour supérieure a émis une injonction provisoire hier interdisant à la ville de Montréal de démanteler la terrasse du Croissantier Gagnon, un établissement à qui elle a délivré un permis le mois dernier.

Un porte-parole du Service des travaux publics, Marcel Chouinard, a déclaré plus tard dans la journée qu'il s'agissait d'un malentendu et que la Ville allait régler le problème rapidement à la satisfaction de la propriétaire.

«La Ville favorise l'implantation des terrasses à condition que les piétons puissent circuler en toute sécurité sur le trottoir mais cette fois le permis a été accordé sans vérification sur place», a dit M. Chouinard.

La propriétaire du restaurant, l'ex-conseillère municipale Nicole Gagnon-Larocque, a pour sa part souligné hier qu'elle avait déposé un plan et payé un loyer de 765 $ en plus de nombreux autres frais avant d'obtenir la permission d'installer sa terrasse sur le trottoir.

«Si la main gauche ne sait pas ce que la main droit fait à la Ville ce n'est pas à moi de payer les pots cassés», a dit Mme Gagnon-Larocque. À son avis, il suffit de bien peu de choses pour rendre la circulation des piétons tout à fait sécuritaire.

Un constat que partage maintenant le Service des travaux publics qui devra trouver une façon simple et sécuritaire de faire passer les piétons sur la moitié du trottoir qui est encore libre devant le Croissantier de la rue Jarry.

# Ottawa étudie la possibilité d'obliger les violeurs à passer le test du sida

**MARIE-CLAUDE LORTIE**
*du bureau de La Presse*

*Ottawa*

■ Le ministre de la Justice, Allan Rock, a promis hier à Margot Blackburn de préparer pour septembre une position politique et légale sur la possibilité de forcer les violeurs à se faire tester pour le virus du sida.

M. Rock, qui a rencontré Margot Blackburn hier matin, n'a pas voulu dire quelle était son opinion sur le sujet. Il a simplement expliqué qu'il avait demandé à ses fonctionnaires de se pencher sur la question afin de pouvoir présenter des recommandations au cabinet en septembre.

M. Rock a tenu à préciser que les avocats du ministère avaient notamment comme mandat de regarder les aspects constitutionnels de la question, c'est-à-dire les implications de la Charte des droits.

Margot Blackburn, mieux connue sous le nom de Margot B., une grand-mère de 48 ans, a été violée il y a deux ans dans le presbytère où elle travaillait, à Dunham dans les Cantons de l'Est. Craignant d'avoir été infectée par le virus du sida, elle a rapidement demandé à la Cour de forcer son agresseur à être testé — celui-ci refusait — mais le tribunal a rejeté sa requête, expliquant que la loi actuelle ne permettait pas une telle chose.

Hier, Mme Blackburn s'est identifiée publiquement pour la première fois en conférence de presse à Ottawa, après avoir présenté au ministre de la Justice une pétition de 50000 signatures demandant au gouvernement d'amender le code criminel pour permettre aux juges de forcer les accusés à se faire tester pour le VIH.

Mme Blackburn, qui s'est fait tester depuis l'agression et qui n'est pas infectée, a expliqué que sa vie n'a plus jamais été la même depuis l'agression.

«Cherchez pas l'enfer après la vie, l'enfer il est sur terre et c'est que j'ai vécu, c'est ce que vis actuellement depuis septembre 1992», a-t-elle expliqué.

Margot B., qui avait reçu l'appui du caucus de la famille des députés conservateurs, a maintenant l'appui de certains députés libéraux comme Derek Lee qui l'accompagnait hier.

Député libéral de la région de Toronto, M. Lee, a déposé un projet de loi privé qui permettrait notamment de forcer les agresseurs sexuels à être testés pour le virus du sida.

Hier, M. Rock n'a pas voulu donner son opinion sur ce projet de loi. «C'est le cabinet qui établit les politiques», a-t-il déclaré.

Les opposants au projet, des criminalistes et certains groupes de femmes notamment, disent que de forcer toute personne à se faire tester pour le sida viole la Charte des droits et libertés. De plus, disent-ils, même si le violeur est testé, cela ne dit rien sur l'état de santé de la victime. Le virus n'est pas transmis automatiquement lors de tout contact sexuel et le virus peut prendre du temps à se déclarer. Ils disent que la victime sera obligée de se faire tester de toute façon pour connaître son état de santé.

Hier, M. Lee a déclaré qu'il était fatigué d'entendre des avocats se préoccuper des droits des accusés à chaque fois qu'il est question de ce dossier. Selon lui, il est temps qu'on entende les victimes.

Le député a rappelé que la Constitution prévoit que certains droits puissent être circonscrits dans les limites raisonnables d'une société libre et démocratique. C'est ce que prévoit l'article 1 de la Charte.

Interrogé sur la possibilité que soit invoquée l'article 1, M. Rock a répondu que c'était une des questions actuellement à l'étude.

# Le forcené de St-Bruno est trouvé sans vie

■ L'homme barricadé depuis mercredi dans une résidence de Saint-Bruno de Montarville, au 225 rue Robert, a été trouvé sans vie hier après-midi, à l'arrivée sur les lieux des membres de la Sûreté du Québec. Il a été atteint d'un projectile d'arme à feu.

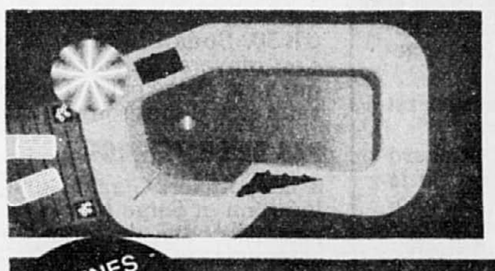
Le désespéré de 47 ans s'était barricadé mercredi midi, après avoir expulsé sa femme et son beau-frère. L'homme, très dépressif, aurait vécu des coups financiers très durs ces derniers temps. Le Groupe d'intervention tactique de la SQ alors est intervenu: enquêteurs, négociateurs, assistants-techniques, patrouilleurs.

Environ 25 personnes logeant dans des maisons environnantes ont été évacuées pendant deux jours. Sans nouvelle du forcené depuis mercredi, les membres de la SQ ont finalement décidé hier de s'approcher puis d'investir la maison.

Ils ont apparemment découvert le corps vers 15 h 10.


DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER AYANT PLUS DE 25 ANS EXPÉRIENCE

Piscines monocoques en fibre de verre — Fibro — 25 ANS DE GARANTIE



Un Spa dans votre piscine sans frais supplémentaire.

PISCINES TOURBILLONS À PARTIR DE 7000$

Nouveau: Chaise longue thérapeutique avec tourbillons à l'intérieur

CARACTÉRISTIQUES:

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée.
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

Grand choix de petites piscines, tourbillons avec nage sur place pouvant s'installer autant à l'intérieur qu'à l'extérieur

1456, rue de Jaffa Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

Fibro 622-2664 / 628-0088 c'est aussi des SPAS

PROMOTION SPAS 10'x 6' À PARTIR DE 2900 $



MÊME UNE MINOUNE* VAUT AU MOINS

1000$

* St-Léonard Toyota paiera au moins 1 000 $ pour une voiture en état de marche, d'un modèle 1987 ou postérieur, donnée en échange contre une voiture neuve.

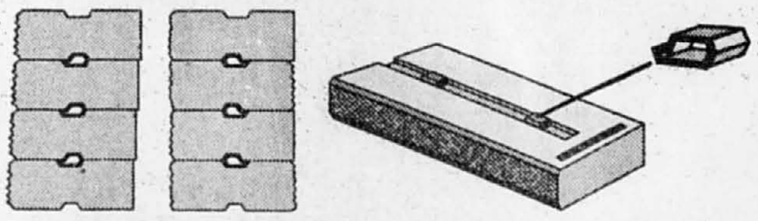
ST-LÉONARD TOYOTA

7665, Lacordaire Tél.: 252-1373

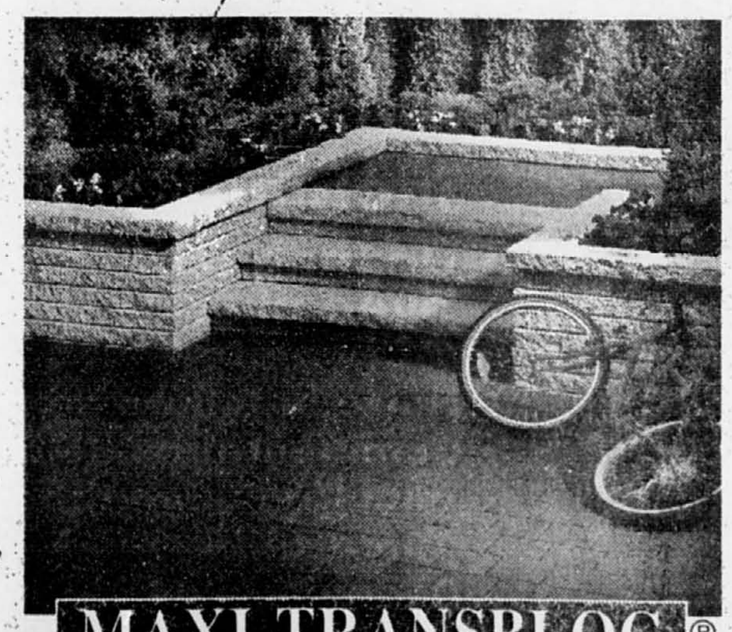


le MAXI-TRANSBLOC® ... ingénieux jusqu'au bout des blocs!

Transpavé
Fabricant de produits de béton



Système d'emboîtement révolutionnaire exclusif à TRANSPAVÉ utilisant une pièce de polypropylène qui permet de réaliser un muret vertical ou incliné.



MAXI-TRANSBLOC®

- Couleurs pastel s'harmonisant à la brique de parement
- Choix d'accessoires
- Garantie contre l'effritement

Une boîte de fleurs gratuite !

Demandez notre brochure d'installation gratuite et recevez, en prime, un **certificat cadeau** échangeable contre une boîte de fleurs. Cette offre est faite conjointement avec les **Horticulteurs du Québec**.
- Marché-Central: angle Métropolitain & l'Acadie
- Marché Laprairie: 1200 chemin St-Jean

Nom
Adresse Code postal

Écrire à: **Transpavé Inc.** 500, rue St-Eustache, St-Eustache, (Québec) J7R 4K3
ou téléphoner: (514) **491-7800** ou **1-800-363-8099**

**Laval**
225, Bellerose, **Vimont** (514) 963-2562
128, Curé-Labelle, **Fabreville** (514) 625-0711
70, avenue Des Terrasses, **Ste-Rose** (514) 622-2746
3254, boul. Ste-Rose, **Ste-Rose** (514) 622-0347
3838, St-Martin Ouest, **Chomedey** (514) 688-3082
435, Principale, **Ste-Dorothée** (514) 689-4498

**Laurentides**
359, boul. Daniel Johnson, **Bellefeuille** (514) 438-9667
715, boul. Des Laurentides, **Piedmont** (514) 227-2467
960, Du Domaine, **Ste-Agathe** (819) 326-5966
1223, rue Labelle, **St-Jovite** (819) 425-3276

**Rive-Nord**
2093, rue Bellefeuille, **Trois-Rivières** (819) 371-9455
147, rue Coulombe, **Joliette** (514) 752-2562
32, rue Dupuis, **St-Jacques de Moncalm** (514) 839-3691
1405, route 125, **Ste-Julienne** (514) 831-2721
487, Chartrand, **Terrebonne** (514) 471-3481
121, St-Charles, **Ste-Thérèse** (514) 430-7710
28, Industriel, **St-Eustache** (514) 473-4571
224, 25 avenue, **St-Eustache** (514) 473-6411
3639, Chemin Oka, **St-Joseph-du-Lac** (514) 472-7620
R.R. 2, route 148, **Lachute** (514) 562-3707

Transpavé
500, rue St-Eustache, St-Eustache, Québec J7R 4K3
Tel.: (514) 491-7800

**Beloeil**
862, boul. L'Heureux (514) 464-5465

**Châteauguay**
191, boul. Industriel (514) 691-7791
99, Principale (514) 692-9992

**Laprairie**
1100, Chemin St-Jean (514) 659-2222

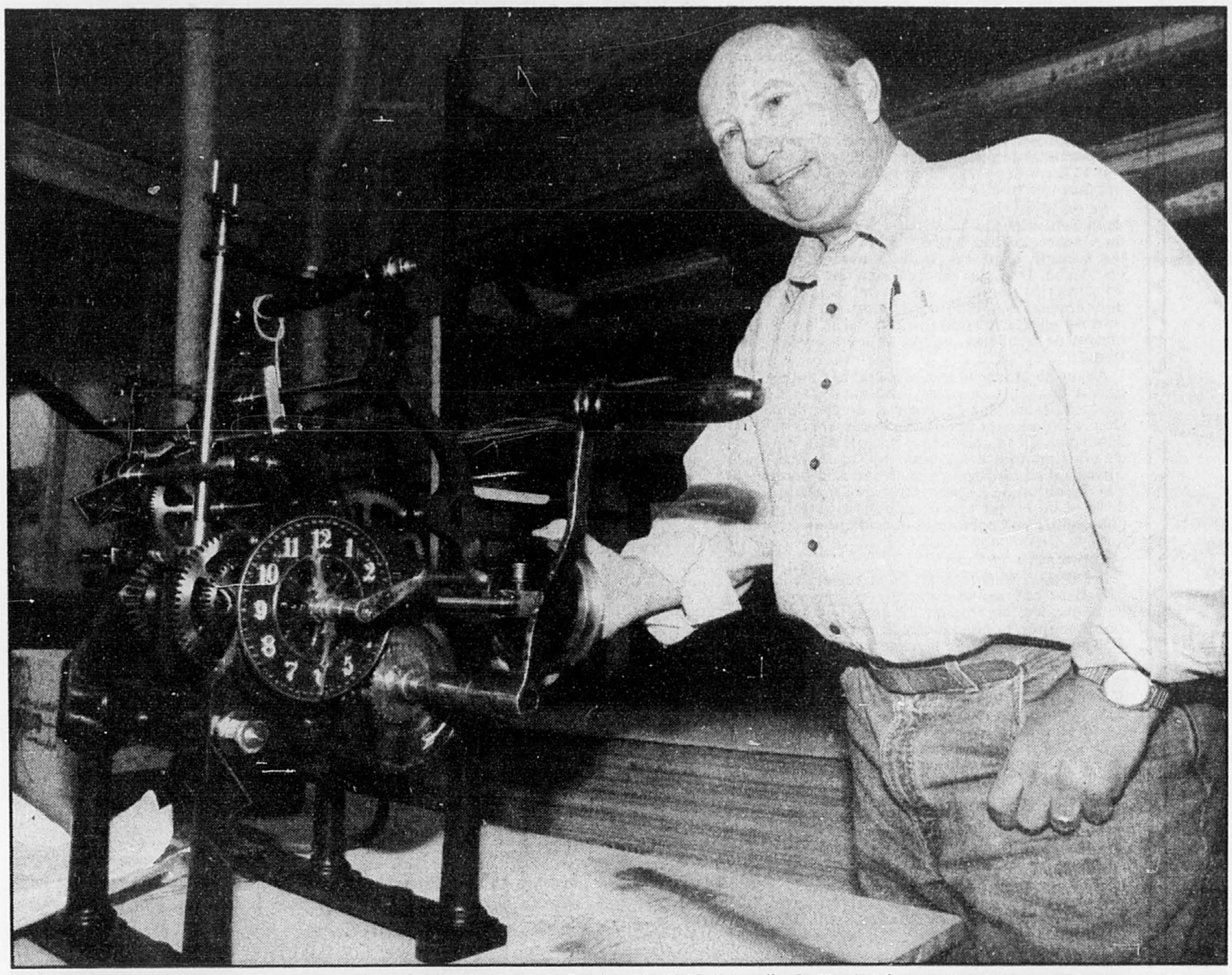
**Longueuil**
1401, Labadie (514) 670-6800

**Montréal**
5890, St-Jacques Ouest (514) 482-8381
2585, Côte de Liesse (514) 332-0520

**Montréal Ouest**
3933, boul. St-Charles (514) 626-3023
11409, Gotun Ouest (514) 684-5051
1789, boul. des Sources (514) 636-1810

**Sherbrooke**
4855, route 143 Sud,
**Lennoxville** (819) 566-5633

**St-Constant**
810, St-Pierre Nord (514) 866-8289
**St-Hyacinthe**
855, Principale, **St-Dominique** (514) 773-3723
**St-Mathias**
91, Chemin des Patriotes (514) 658-5020
**Valleyfield**
2555, Mgr. Langlois (514) 373-9887
**Ville Mercier**
450, boul. St-Jean-Baptiste (514) 698-0632
**Vaudreuil**
1153, boul. Harwood (514) 455-5658



Raymond Troy connaît bien le mouvement suisse de l'horloge du fronton de l'hôtel de ville de Montréal pour s'en être occupé pendant 25 ans. Même si c'est une horloge sans histoire, dit-il, c'est quand même une pièce importante de notre patrimoine. PHOTO LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

# L'hôtel de ville ne donne plus l'heure juste

YVON LABERGE

■ Plus moyen d'avoir l'heure juste à l'hôtel de ville de Montréal...

Rien de plus vrai! diraient certaines mauvaises langues cependant que d'autres pourraient confirmer que c'était pire avant.

Peu importe de savoir qui a tort ou qui a raison. Chose certaine, l'hôtel de ville de Montréal ne donne plus l'heure du tout!

En fait, il en est ainsi depuis que l'horloge civile du fronton cintré a pris congé pour cause de remise en état de fonctionner. Notamment parce qu'elle a été quelque peu malmenée lors des travaux de rénovation de l'hôtel de ville, il y a deux ans.

Rien ne sert donc de chercher de midi à quatorze heures...

Pour le moment, il faut savoir que le mouvement d'horlogerie est en bonnes mains, aux Ateliers municipaux du boulevard Rosemont, où l'on s'affaire à lui refaire une santé et une belle armoire vitrée à armature d'acier et placage de chêne.

Quand le tout sera terminé, début juin, le mouvement d'horlogerie reprendra sa place au quatrième étage de l'hôtel de ville, qui recommencera alors à donner l'heure juste.

On sait peu de chose de l'horloge de l'hôtel de ville, si ce n'est qu'il s'agit d'un mouvement suisse — de la Swiss Magneta Co. Zug Switzerland. Et le détour aux archives de la Ville de Montréal ne nous en apprend guère plus.

Son installation au fronton de l'édifice date, évidemment, de la reconstruction de l'hôtel de ville, au milieu des années 20, après l'incendie de 1922. Pour le reste, mystère et boule...

Raymond Troy, un retraité du Service des travaux publics, lui, la connaît bien l'horloge de l'hôtel de ville pour s'en être occupé pendant vingt-cinq des vingt-neuf ans qu'il a été à l'emploi de la Ville.

Horloger de profession, électricien par nécessité, il est entré à la Ville de Montréal — comme d'autres rentraient en religion — en 1964. Et toutes les horloges municipales, si l'on peut dire, lui sont passées dans les mains. Mais sa préférée aura été celle du fronton de l'hôtel de ville.

Il l'a démontée autant de fois que son entretien le lui commandait et, au besoin, les machinistes de l'atelier d'usinage des Ateliers municipaux du boulevard Rosemont ont fabriqué roue, pignon, rochet, arbre, remontoir, etc.

«C'est un vrai beau mouvement d'horlogerie, nous confiait-il, plus tôt cette semaine. C'est même un excellent mouvement. En fait, c'est *le* beau mouvement d'horlogerie qui tient merveilleusement bien l'heure quand on sait comment l'ajuster.»

Retraité depuis six mois, Raymond Troy a repris du service tout récemment — à contrat — pour superviser les travaux de remise en état de l'horloge. Aussitôt qu'elle aura retrouvé sa niche, au quatrième étage de l'hôtel de ville, M. Troy retrouvera, lui, sa liberté. Mais avant, il lui faudra enseigner ses connaissances à celui qui prendra la relève.

Pour l'heure, il a juste hâte de revoir les aiguilles de l'horloge reprendre leurs courses. C'est, comme il dit, une question de fierté et de patrimoine.

Parce qu'un hôtel de ville d'une grande ville comme Montréal, pourrait-t-on dire, ça doit donner l'heure juste.

En tout!

## Pierre Foglia

# Beau dehors

Inquiète, la vieille dame tend sa feuille à la fonctionnaire des services sociaux:

— Qu'est-ce que cela veut dire?

Sans regarder la vieille dame, la fonctionnaire prend la feuille et la lit:

— Vous avez certainement négligé de déclarer un revenu quelconque...

— Non, proteste la vieille dame...

— Un petit héritage?

— Cela fait très très longtemps, se défend la vieille dame. J'ai plus rien. J'ai 40 $ dans mon compte en banque. Elle n'a pas haussé le ton, mais sa voix s'est un peu cassée...

— Comment vais-je passer le mois de mai avec 40 $, si vous me coupez?

Toujours sans la regarder, la fonctionnaire se contente de relire à haute voix l'avis de cessation des prestations, avant d'ajouter sèchement: «Pour contester il faut prendre rendez-vous».

— On travaille comme des chiens toute sa vie et c'est comme ça que ça se passe, dit la vieille dame désemparée. Dans un geste soudain, elle tend les bras devant elle, à l'horizontale, montrant à la fonctionnaire ses poignets tailladés de cicatrices récentes:

— Quel autre choix me laissez-vous?

La fonctionnaire le prend de très haut. Quoi? Du chantage maintenant? Du mélo?

— Je n'accepte pas qu'on me parle sur ce ton, lance-t-elle. Une onde d'indignation retrousse le jabot de son corsage, et ses boucles d'oreilles font un triple salto arrière quand elle tourne brusquement les talons...

— Vous êtes des beaux salauds, dit la vieille dame d'une voix lasse. Et elle sort.

Dehors c'est le printemps. La vieille dame hésite, fait quelques pas sur Sherbrooke, revient, enfile Hogan vers Rachel.

Quelques instants plus tard, une femme qui a assisté à la scène sort précipitamment du bureau, enfourche son vélo, part à la recherche de la vieille dame. En vain.

La femme reviendra pour relever, à tout hasard, le nom de la fonctionnaire. Sur le trottoir, un homme l'abordera: «Prenez mon numéro de téléphone, en cas de besoin. J'ai tout vu. J'étais aussi dans le bureau du bien-être...»

C'est comme cela que les gens disent encore: le bureau du bien-être. Sans y penser. Sans penser que le bien-être c'est quand on est heureux. Même le dictionnaire se moque d'eux.

## *Ordinaire dedans*

■ Josée doit passer en cour jeudi prochain.

Josée est une jeune femme un peu naïve, un peu hop-là la vie. Elle passe en cour pour rien. On l'accuse de quelque chose qu'elle n'a pas fait. Ce n'est pas une histoire qui fera les manchettes. Je ne peux pas vous dire de quoi il s'agit, mais je peux vous dire que Josée va se faire baiser par la justice, c'est officiel, c'est garanti. Sans doute une petite amende. Mais c'est le cynisme de la chose. Il n'y a pas de petite injustice. L'injustice c'est tout de suite le Rwanda. Un coup de machette dans la sérénité. Dans la confiance aux institutions.

Son avocat? C'est bien que vous posiez la question. C'est justement ce dont je voulais parler.

— Au début, j'étais sur l'aide juridique, raconte Josée. Comme je n'avais pas de nouvelles de mon avocate, je lui laissais des messages qu'elle ne me retournait pas. J'ai insisté. Elle a fini par me répondre. Elle s'est mise tout de suite à crier: «On voit toute sorte de monde sur l'aide juridique, mais vous, me semblait que vous étiez intelligente! Je ne vais quand même pas vous appeler chaque fois que je rajoute un mot dans votre dossier!» Je lui ai fait observer que c'était la première fois qu'on se parlait depuis notre rencontre initiale. Elle m'a vivement coupé: «Vous allez changer de ton! M'étonne pas que vous soyez dans le trouble avec ce petit ton-là...»

Peu après Josée trouve du travail et n'est plus admissible à l'aide juridique. Soudain conciliante, son avocate propose de lui «magasiner» un nouveau procureur, payant celui-là. Josée suggère timidement un nom. L'avocate fait la moue:

— Pas bon. Pas d'expérience. Faites plutôt confiance à maître X... D'ailleurs, je lui ai déjà remis votre dossier...

Les premiers contacts avec Me X sont relativement civilisés. On s'entend sur une provision de 500 $. C'était au mois de janvier. Aucune nouvelle depuis. Pas un coup de téléphone. Pas un mot. Rien. Josée appelle la semaine dernière, sur la pointe des pieds, pour ne pas déranger:

— Me X est en vacances, lui apprend la secrétaire.

— Ah. Et elle rentre bientôt?

— Le 11. (mercredi, la veille de la comparution de Josée)...

— Elle avait dit qu'elle voulait rencontrer mes témoins avant...

— Ce n'est pas bien grave, la rassure la secrétaire. Elle les rencontrera le matin même de votre comparution...

Bon, se dit Josée. C'est comme ça que ça marche. Je vais demander aux témoins d'arriver un peu plus tôt pour qu'on ait le temps de jaser...

Sauf que la secrétaire l'a rappelée cette semaine:

— Me X fait dire qu'elle sera en retard jeudi matin. Elle vous demande de faire patienter le juge...

On descendait la rue Saint-Denis. C'était le jour où il a fait si beau. Les terrasses étaient peuplées d'une faune bronzée, c'était l'été tout d'un coup, l'été comme s'il n'y avait jamais eu d'hiver. Josée déconnait: «Comment on fait patienter un juge? On l'invite à prendre une bière?»

Une jeune femme un peu naïve, ai-je dit. Prête à porter, comme tous les jeunes, un idéal, un projet. Pas si conne non plus, sachant bien qu'à la fin, elle tomberait de haut.

Mais justement, de haut.

Une jeune femme un peu naïve, ai-je dit. Qui n'a que son plat quotidien à porter.

## *Rien à haïr*

■ Cela a un rapport avec ce qui précède même si je ne sais pas très bien lequel...

Je viens d'entendre le ministre des Finances, Paul Martin, expliquer à la radio, tout content de lui, que le taux de chômage avait augmenté, mais qu'il y avait, par bonheur, *moins* de chômeurs.

Je me suis surpris à rire.

Non seulement il n'y a plus de grands idéaux, ni de grands projets, ni de héros, mais il n'y a plus non plus de grandes haines, ni d'ennemis idéologiques. Que des pantins qui montent et qui descendent dans les sondages en disant absolument n'importe quoi.

Rien à haïr.

Pourtant, si ça continue comme ça, un jour il y aura la guerre.

CLUB ULTIMA MD
LA QUALITÉ DES GRANDS MAGASINS
BAS PRIX D'ENTREPÔT
JOUR APRÈS JOUR

MARTEX
LUXOR PIMA
Serviettes 100% coton, 18 superbes couleurs!
Bain (28 x 54) 12.99
Main (16 x 30) 7.99
Débarbouillette (13 x 13) 4.49
Comparable à 7.99 - 22.99
Économisez jusqu'à 44% jour après jour !

CUDDLE DOWN
Oreillers COMFOREL
100% coton, 200 fils au pouce carré
Régulier 19.99
Grand 24.99
Comparable à 39.99 - 49.99
Économisez jusqu'à 50% jour après jour !

BRAUN
Cafetière, 10 tasses, avec filtre permanent
47.99
Modèle #KF330GSF
Comparable à 64.95
Économisez 26% jour après jour !

BLACK & DECKER
Four Grille-Pain Nettoyage continu
Modèle #TR0500-04
Après rabais 5.649
Comparable à 69.99 (avec rabais)
Rabais de $5 par la poste
Économisez 18% jour après jour !

STUDIO NOVA
TIVOLI WHITE
Service de vaisselle, 20 morceaux
54.99
Comparable à 135.00
Économisez 59% JOUR APRÈS JOUR !

zyliss
Essoreuse à salade
13.99
Comparable à 29.99
Économisez 53% JOUR APRÈS JOUR !

IPL
Chaise longue pliante, 8 positions
59.99
Fauteuil en résine, 8 positions
39.99
JOUR APRÈS JOUR !

Serviettes de plage
3.49 - 27.99
Comparable à 5.99 - 49.99
Économisez jusqu'à 50% jour après jour !

Fiesta
BBQ
44 000 BTU, avec rechaud latéral de 12 000 BTU
199.99
JOUR APRÈS JOUR !

CHÈQUES PERSONNELS
ADHÉSION GRATUITE POUR TOUS

ST-LÉONARD
6755, est boul. Metropolitain
(coin Langelier)
Tél.: 322-2000

CLUB ULTIMA

WEST ISLAND
3205, boul. des Sources
(Galeries des Sources)
Tél.: 685-6565

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE
DITES ADIEU AUX PRIX DE DÉTAIL !

# Les conseils d'administration des garderies menacent de démissionner en bloc

■ Les conseils d'administration des garderies menacent de démissionner en bloc, ce qui obligerait l'Office des services de garde à l'enfance à imposer une tutelle.

Selon Mme Claudette Pitre-Robin, présidente de la Concertaction inter-régionale des garderies du Québec, regroupant 400 établissements sans but lucratif, le processus de démission est déjà enclenché. Dans les deux prochaines semaines, les garderies tiendront des assemblées spéciales pour adopter des résolutions autorisant la démission du conseil d'administration si le prochain budget ne tient pas compte de leurs revendications.

Avant de lancer le mot d'ordre, la Concertaction a demandé des avis juridiques qui, selon elle, lui permettent d'exercer ce moyen de pression. «On ne peut obliger les parents à faire du bénévolat, dit la présidente. Il s'agit d'un moyen de pression tout à fait légal». D'après elle, les conseils d'administration peuvent démissionner à la condition de ne pas mettre en danger la garderie et de laisser une coordonnatrice en place pour veiller aux opérations quotidiennes.

### Bonne foi

Les dispositions législatives et réglementaires indiquent que les administrateurs doivent agir de bonne foi, sans abuser du droit qu'ils ont de démissionner, et ainsi éviter de causer un préjudice au mandant, soit à la personne morale.

Si une telle situation durait longtemps, l'Office des services de garde à l'enfance n'aurait pas d'autre choix que de mettre les garderies sous tutelle. «Notre objectif n'est pas de pénaliser les parents mais de déranger les vrais responsables», explique Mme Pitre-Robin. Son groupe continue de réclamer une augmentation substantielle de la subvention directe aux garderies.

Les demandes de Concertaction représentent 15 millions de dollars, soit autour de 2 $ par place, ce qui signifierait une subvention d'environ 10000 $ pour une petite garderie, par exemple.

Mardi, les membres de Concertaction rencontreront la ministre Violette Trépanier pour discuter à nouveau de leurs demandes. Entre-temps, les parents continuent de faire parvenir des lettres de protestation au gouvernement.

PHOTO LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

**Depuis que leur garderie, la Sourithèque, est en grève, des parents se relayent pour maintenir un service de dépannage dans une maison privée. On voit ici une mère, Anne-Marie Claret, avec des enfants.**

La fête des Mères est exclusivement abordable au
WESTMOUNT SQUARE

magnifique

Ce sera la plus belle fête des Mères! Imaginez le sourire de votre mère quand elle ouvrira ce cadeau que vous aurez trouvé pour elle au Westmount Square. Un vêtement ou un accessoire signé de l'une de nos boutiques, ou encore un cadeau spécial pour la maison. Des fleurs, un panier-cadeau ou une jolie carte de souhaits? Vous trouverez de tout au Westmount Square.
**Et pourquoi ne pas amener Maman aujourd'hui à notre concert gratuit du samedi. De 13h00 à 16h00.**

unique

Choisis à travers l'Europe, l'Asie et les Amériques,vous trouverez des vêtements et des accessoires uniques dans nos boutiques comme: Hugo Nicholson Hommes et Femmes, Nelly Alexander, Nicole Miller, Pas Comme les Autres, Lily Simon, Georges Rech, Donna Kelly, Bébé Hugo et Collange Lingerie. La mode au Westmount Square c'est aussi l'Exclusif Abordable.

pratique

Pour un cadeau de dernière minute, vous trouverez ce qu'il faut au Westmount Square en plus d'une multitude de services sous un même toit! Au Déli-Vert Restaurant, Femme Coiffure, Voyages Panex, le nettoyeur Bellingham, la Cordonnerie, Photo Westmount, Tabagie Westmount Square, la Banque Royale, La SAQ, la Boutique Hallmark et son bureau de poste, JeanJacques Fauchois Fleurs, La Compagnie de Panier et le magasin «ma maison» pour de superbes idées de cadeaux.

savoureux

Pour un gueuleton en tête à tête ou pour cuisiner un soir de fête passez par le nouveau Marché Westmount Square et sa terrasse. Les marchands vous offrent la plus incroyable variété d'aliments frais et préparés, à déguster sur place ou pour emporter. On y trouve tout ce qu'il faut pour cuisiner un inoubliable festin de la fête des Mères.
**Le Marché est ouvert à tous les Jours! Du lundi au mercredi de 08h30 à 19h30, jeudi et vendredi de 08h30 à 21 h00, samedi de 08h30 à 17h30, dimanche de 10h00 à 17h30.**
À surveiller : l'ouverture du nouveau bistro-terrasse York Café!

LE MARCHÉ WESTMOUNT SQUARE

WESTMOUNT SQUARE

Rue Ste-Catherine, entre les avenues Greene et Wood, une rue à l'ouest du Forum

Heures d'ouverture des magasins: Du lundi au mercredi de 10h00 à 18h00, jeudi et vendredi de 10h00 à 19h30, samedi de 10h00 à 1 7h00.
Ⓟ Deux heures de stationnement gratuit (entrée sur Ste-Catherine) avec achat minimum de 15$.

# Le joueur qui dépense le plus au Casino de Montréal gagne plus de 60 000 $ par année

DENIS ARCAND

■ La clientèle du Casino de Montréal, c'est un carré d'as, une *straight flush* royale, mais juste quelques deux de piques.

C'est ce que s'est efforcé de démontrer — sondage à l'appui — la direction du Casino de Montréal, hier, lors d'un savant exposé sur le profil de ceux qui vont investir leur revenu disposable dans l'enceinte illuminée de la nouvelle vache à lait du fisc québécois.

« Le profil du joueur qui dépense le plus au Casino est une personne jeune, fortement scolarisée, administrateur ou professionnel et dont le revenu familial excède 60 000 $ » a exulté Vincent Trudel, v.-p. aux opérations de la Société des casinos du Québec. M. Trudel a fait l'équation *joueur = jeune yuppie gagnant* grâce à un sondage SOM réalisé cette année à base de 717 entrevues avec des joueurs rencontrés au Casino.

M. Vincent n'a toutefois pas jugé utile d'insister sur le fait que, d'après le même sondage, presque la moitié (48 p. cent) des visiteurs du casino ont un revenu familial inférieur à 40 000 $. On a le jet-set qu'on peut...

### Les assistés sociaux

Quoi qu'il en soit, M. Trudel, accompagné pour l'occasion par Michel Crête, le patron de Loto-Québec, visait surtout à dissiper l'impression véhiculée « par certains médias » que le Casino ferait ses choux gras avec l'argent des assistés sociaux, des vieux et des gagne-petit. À ce chapitre, il n'a pas vraiment frappé le gros lot, mais il n'a pas non plus perdu sa chemise.

En fait, ça dépend de quel chiffre du sondage on regarde: 16 p. cent de la clientèle du Casino gagne moins de 20 000 $ par année, mais elle ne représente que 7 p. cent des revenus de l'établissement de taxation volontaire de l'Île Notre-Dame. Par comparaison, 25 p. cent des joueurs du Casino gagnent au moins 60 000 $ par année, mais ils dépensent 41 p. cent des recettes de jeu du Casino.

Bien-sûr, on pourrait dire que cela veut juste dire que ceux qui ont plus d'argent flambent plus que ceux qui en ont moins. Mais il demeure que l'image d'un Casino exploitant surtout les mal nantis et les ignorants ne tient pas.

Cinq p. cent des joueurs ont une scolarisation primaire (comparé à 20 p. cent des adultes du Québec) tandis que 29 p. cent ont une formation universitaire (18 p. cent au Québec). Conséquemment, seulement 13 p. cent des joueurs du Casino sont des cols bleus, tandis que 33 p. cent occupent des fonctions de direction ou de professionnels.

Pour ce qui est de la dimension morale de voir des gens qui gagnent 20 000 $ par année perdre au jeu 40 $ par visite — toujours selon le même sondage — M. Crête a trouvé une façon polie de dire que les adultes sont censés être responsables: « J'ai tout le respect du monde pour les gagne-petit et je ne peux pas m'élever en juge sur la façon dont les gens administrent leur budget. Le fait qu'ils gagnent peu n'autorise pas les autres à imposer des dictats sur leur façon de dépenser. »

Il a rappelé que, contrairement aux casinos américains, on ne faisait pas crédit à l'Île Notre-Dame et qu'aucune publicité agressive ne faisait miroiter l'Eldorado à cette couche de la population.

Il semble plutôt attiré par le gros poisson: « Il y a des gens qui dépensent jusqu'à 50 000 $ en une soirée... »

On a aussi indiqué durant la conférence que le Casino attirait plus de touristes ontariens et américains que prévu.

### La crédibilité

Peut-on se fier aux données fournies hier par le Casino pour dire que ses clients y « dépensent raisonnablement »?

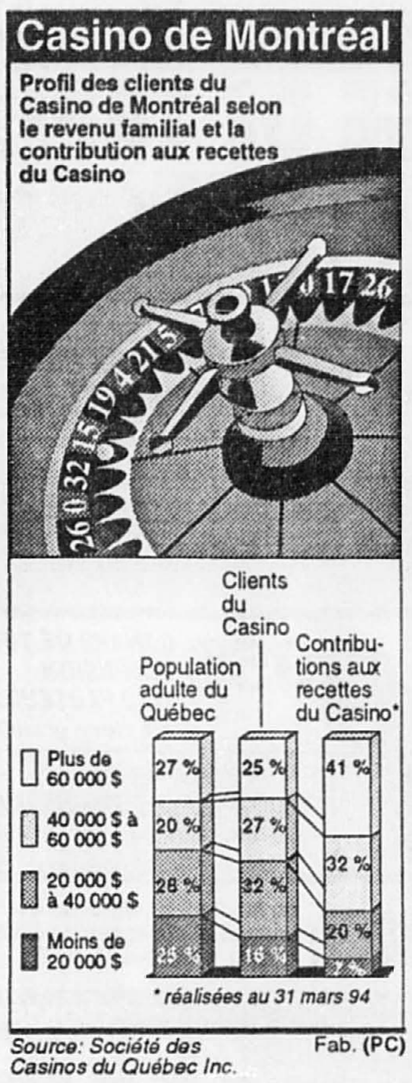
Supposons que vous êtes en train de flamber dans une machine à sous le chèque de bien-être qui doit nourrir votre famille; vous êtes alors abordé par un type qui fait un enquête sur votre emploi, votre salaire et votre niveau d'éducation. Avez-vous le goût de dire la vérité? Sinon, qu'est qui vous empêche de répondre que vous êtes ambassadeur des États-Unis, millionnaire et docteur en physique nucléaire?

« C'est vrai que les gens ne disent pas toujours vrai dans une telle situation, mais c'est le cas de tous les sondages qui touchent des tabous sociaux et des données familiales a répondu hier Jacques Joly, v.-p. exécutif de la maison de sondage SOM. Mais c'est justement de ça que la marge d'erreur rend compte; et la marge d'erreur de ce sondage est d'environ 6 p. cent. » Il a ajouté qu'il existait toutes sortes de manières éprouvées de valider les réponses et d'exclure celles qui sont incohérentes.

« Aussi, on fait attention de ne pas confronter les gens avec des questions agressives, ou qui leur donnent l'impression d'être jugées. Ainsi, on ne pose pas des questions comme: « Votre épouse est-elle d'accord avec vos dépenses ici ce soir? »

Pour ajuster les réponses des sondages en général, Joly souligne qu'on a déjà fait des sondages sur... les sondages. « Pour vérifier, on a déjà demandé aux sondés s'ils avaient déjà répondu autre chose que ce qu'ils pensaient à un sondage. Dix p. cent ont répondu oui! »

Joly dit que les sondeurs les ont crus.




# 90 jours de prison pour s'être fait passer pour un policier

■ Un homme de 65 ans vient d'être condamné à 90 jours d'emprisonnement discontinus pour s'être fait passer pour un policier afin d'obtenir des faveurs sexuelles.

Marcel Dallaire, un assisté social de Montréal, avait remarqué que le faux insigne de police qu'il s'était procuré l'aidait à séduire des femmes.

Vêtu « sur son 36 », il arpentait les rues à la recherche de prostituées. Il les faisait monter à bord de sa voiture, négociait une relation sexuelle, puis montrait son faux insigne de policier de la CUM.

Ces dames lui proposaient alors spontanément une manière de règlement hors cour qui comprenait une fellation...

Dallaire n'en demandait pas plus.

Le juge Denis Boisvert, de la Cour municipale de Montréal, s'est longuement interrogé sur la peine à imposer à Dallaire, qui a un casier judiciaire de petites fraudes.

En effet, aucun précédent n'a été débusqué par le juge... « C'est donc que les crimes de cette espèce ne pullulent pas dans notre société, ce qui est d'ailleurs fort heureux », écrit-il.

Dallaire, note le juge, est le seul soutien de sa vieille mère (83 ans). Le magistrat observe également que l'accusé est fort repentant.

Mais en même temps, Dallaire s'est attaqué à la crédibilité du service de police, et a abusé de « personnes vulnérables ». Il leur a même fait commettre des crimes, elles qui « croyaient sincèrement qu'elles soudoyaient un agent de la paix. Cela renforce la croyance malheureusement trop répandue que les policiers sont achetables. Il a fallu le courage d'une de ces prostituées pour dénoncer l'accusé ».

Cette infraction (se faire passer pour un policier) est « sommaire », c'est-à-dire punissable par un maximum de six mois de prison et 2000 $ d'amende (il n'était pas jugé pour un quelconque crime sexuel). Le juge conclut que 90 jours de prison, à purger deux jours à la fois les mardi et mercredi, serait une peine appropriée. Il faut en effet que Dallaire puisse encore s'occuper de sa pauvre mère...


SUPER MICRO
CENTRE DE MICRO-INFORMATIQUE
Imprimante à jet d'encre
EPSON®
Imprimante à jet d'encre
STYLUS 300
132 cps, (mode qualité lettre 12 cpi) ESC/P2
319.95$
Demandez votre carte de crédit Supermicro!
Ensemble Multi-Média AZTECH
CD ROM & CARTE SON & HAUT-PARLEURS
Lecteur double vitesse, 320 ms
Carte son Galaxy NX-II Extra, 11 sons FM (Sound Blaster Pro 11 compatible)
Haut-parleurs inclus!!! *installation non-comprise
349.95$
32 MAGASINS À TRAVERS LE QUÉBEC DONT:
• Beloeil:... 249, boul. Laurier, bur. 20 (514) 464-6809
• Joliette:... 88, boul. Barette (514) 755-1904
• Lachute:... 288, rue Hamford (514) 562-2488
• Montréal:... 1245, rue Université (514) 879-9664
MÉTRO McGILL
• St-Bruno:... 1396, rue Montarville (514) 653-7858
• St-Eustache:... 51, rue St-Laurent (514) 491-5010
• Valleyfield:... 274, chemin Larocque (514) 371-7310
Cette publicité ne peut lier que le membre-détaillant Supermicro identifié. Supermicro est une marque déposée du Groupe Supermicro Inc. Les marques de commerce ci-haut mentionnées sont des marques déposées des manufacturiers respectifs. Les prix sont sujets à des changements sans pré-avis.
LP 050594



PAS DE MISE À PRIX - PAS DE PRIME DE 10%
Une société locale engagée dans la vente en gros a récemment importé plusieurs cargaisons de tapis de qualité pour les vendre au Canada. Son incapacité d'atteindre ses objectifs et l'annulation de plusieurs commandes de grossistes ont entraîné des difficultés financières pour cette société. Afin de respecter ses engagements financiers envers les fournisseurs étrangers et pour minimiser ses pertes, l'entreprise nous a confié le mandat de liquider immédiatement tous ces
TAPIS D'ORIENT
par
ENCAN PUBLIC
Cette collection complète comprend des tapis certifiés authentiques, tels que Qums de soie, Nains, Kashans, Hariz, Tabriz, Kermans, Bolharas, tapis chinois et plusieurs tapis de tribus nomades et tapis antiques de belles qualités, dans toutes les dimensions et toutes les teintes.
Dimanche 8 mai à 14 h 30
Inspection à 13 h
LE NOUVEL HÔTEL
1740, boul. René-Lévesque ouest, Montréal
Sarfraz Persian Rugs (416) 929-2045. Permis no 237595



100 % RÉSINE DE SYNTHÈSE
Système de chauffage inclus*.
Une valeur de 1750 $
À partir de 10 999 $
ACIER
Isolation des parois, bordure de luxe et escalier VEGAS inclus.
Une valeur de 2 000 $
À partir de 7 999 $
BIO-GUNITE
Siège spa thérapeutique VICHY inclus.
Une valeur de 2 000 $
À partir de 12 999 $
COLLECTION 94 DU FABRICANT TRÉVI
LA GARANTIE DU MEILLEUR PRIX
NOUVEAU ET EXCLUSIF!
PRÊT-RÉNOVATION† DU FABRICANT TRÉVI!
Aucun dépôt ni versement avant le renouvellement de votre hypothèque.
Acier
1 299 $ HIBISCUS 18'
Équipement standard compris.
Résine de synthèse/ aluminium
1 699 $ CHRYSANTHÈME 18'
Équipement standard compris.
Aluminium
1 799 $ AMARYLLIS 18'
Équipement standard compris.
PISCINE HORS TERRE
À partir de 49,99$ par mois
COLLECTION CHARLOT
349,10 $
• 1 table NARDI, 37" x 79", avec rallonge amovible se rangeant sous la table
• 1 parasol 7' 6" en tissu opaque imprimé
• 2 fauteuils PAROS à 4 positions
• 4 chaises empilables FESTIVAL (1030)
• 6 coussins en tissu imprimé
• 1 base en ciment
Mur de remplacement pour piscine hors terre
À partir de 239 $
Toiles de remplacement
• pour piscine hors terre 24' 159 $
• pour piscine creusée 16' x 32' 649 $
HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi : 9 h - 21 h
Samedi : 9 h - 17 h
Dimanche : 11 h - 17 h
Offres en vigueur jusqu'à épuisement des stocks.
Les photos ne représentent pas nécessairement les produits décrits.
* Sur certains modèles seulement.
† Magasins participants seulement.
Trévi
LE N° 1 DE LA PISCINE
FABRICANT trévi NORME SUPÉRIEURE
1780, boul. des Laurentides, LAVAL - 629-6863
4564, boul. St-Joseph, DRUMMONDVILLE - 474-2777
115, boul. St-Jean-Baptiste, CHÂTEAUGUAY - 698-2210
6633 A, boul. Taschereau, BROSSARD - 676-8787
303, boul. Antonio-Barrette, JOLIETTE - 759-8110
515, boul. Curé-Labelle, FABREVILLE - 622-9801
11800, rue Sherbrooke Est, POINTE-AUX-TREMBLES - 640-4500
3827, boul. St-Jean, DOLLARD-DES-ORMEAUX - 620-8740
1235, rue Ampère, BOUCHERVILLE - 449-2411
4445, boul. Royal, TROIS-RIVIÈRES - 373-6008



ON N'EST PAS À PIED!
Tout le monde à bord! Cap sur une nouvelle activité.
La résidence Les Marronniers vous offre également la sécurité, la détente, des prix abordables, des appartements et studios et de nombreux petits extras!
Votre loyer comprend:
L'électricité, le chauffage, la taxe d'eau, la cuisinière et le réfrigérateur
LES MARRONNIERS
RÉSIDENCE POUR RETRAITÉS
1500, Montée Monette Vimont, Laval (Québec) H7M 5C9
858-1500

LA FAMEUSE GARANTIE STEAM-WAY: ENTIÈRE SATISFACTION OU ARGENT REMIS
NOTRE CLIENTÈLE C'EST NOTRE RÉPUTATION
SERVICE DE NETTOYAGE STEAM-WAY POUR UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT
GRATUIT Nettoyage d'une pièce
GRATUIT Nettoyage des conduits principaux et de la fournaise
Nous payons la TPS
Nous payons la TVQ
NOS IMBATTABLES BAS PRIX
TVQ TPS
1 SEMAINE SEULEMENT
Vous pouvez réserver pour une date ultérieure

NETTOYAGE DE TAPIS

SEULEMENT 11 95$ PAR PIÈCE (minimum de 2 pièces à ce bas prix) + 3e pièce gratuite

46 95$ SPÉCIAL POUR 4 PIÈCES Moins de 10 $ par pièce + 5e pièce gratuite

74 95$ SUPER SPÉCIAL POUR MAISON COMPLÈTE 5 pièces plus 1 couloir et jusqu'à 15 marches C'EST MOINS DE 9$ PAR PIÈCE + 1 pièce gratuite

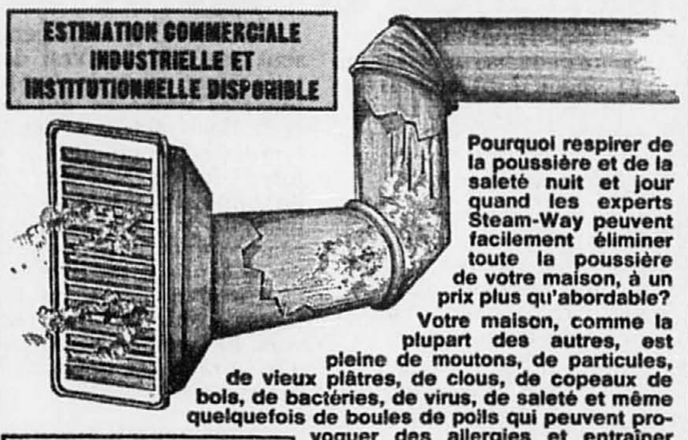
39 95$ CANAPÉ DE TOUTE DIMENSION OU 2 FAUTEUILS + 1 pièce gratuite

79¢ PI CAR. NETTOYAGE DE CARPETTES EN USINE Cueillette et livraison incluses Service rapide

TÉLÉPHONEZ: du lundi au vendredi de 8 h à 21 h samedi et dimanche de 8 h à 17 h EXT.: 1-800-461-9595

NETTOYAGE DES CONDUITS DE VENTILATION

ESTIMATION COMMERCIALE INDUSTRIELLE ET INSTITUTIONNELLE DISPONIBLE



Pourquoi respirer de la poussière et de la saleté nuit et jour quand les experts Steam-Way peuvent facilement éliminer toute la poussière de votre maison, à un prix plus qu'abordable? Votre maison, comme la plupart des autres, est pleine de moutons, de particules, de vieux plâtres, de clous, de copeaux de bois, de bactéries, de virus, de saleté et même quelquefois de boules de poils qui peuvent provoquer des allergies et entrainer une augmentation des frais de chauffage et de climatisation.

«DES PROFESSIONNELS EFFECTUANT UN TRAVAIL EFFICACE» AUTRES SERVICES COMPRENANT: Nettoyage intérieur d'automobile NOUS NETTOYONS AUSSI LES CONDUITS DE SÉCHEUSES

29$ SPÉCIAL SEULEMENT 9 95$ par bouche de ventilation

GRATUIT: NETTOYAGE DES CONDUITS PRINCIPAUX ET DE LA FOURNAISE

Satisfaction garantie 100%

- Nous déplaçons et replaçons la plupart des meubles afin de nettoyer rigoureusement toute la pièce.
- Nous prétraitons les régions très sales pour s'assurer d'un nettoyage complet.
- Nous utilisons notre propre procédé de vapeur pénétrante pour nettoyer adéquatement jusqu'au plus profond des fibres.
- Rendez-vous de soir disponible sans frais additionnels.

COMPOSEZ 333-3333

Nous croyons que l'air pur et la propreté améliorent l'environnement.

CHÈQUES PERSONNELS

OUVERT DIMANCHE

S2092589

# 18 mois de prison pour l'ex-notaire Guy Gendron

YVES BOISVERT

■ L'ex-notaire Guy Gendron ne s'attendait vraiment pas à être envoyé derrière les barreaux, hier.

L'homme de 40 ans, qui s'est reconnu coupable d'une fraude de 742 000 $, espérait des travaux communautaires, comme le suggéraient les criminologues et son avocat, Bruno Pateras.

Mais le juge Jean-Pierre Bonin, de la Cour du Québec, a considéré que même si Gendron n'a pas profité d'un dollar de cette fraude, le bris du lien de confiance qui l'unissait à ses clients est d'une si grave qu'il fallait sévir.

Gendron, au fond, semble avoir été victime de sa naïveté... et de son insouciance.

Au mois de mars 1989, un dénommé René Demers, qui exploite une entreprise de construction, vient voir Gendron, qui pratique à Rosemont, et lui demande de lui faire un chèque de 200 000 $, tiré sur son compte en fidéicommis (où est déposé l'argent de ses clients pour les transactions).

Demers explique à Gendron que la personne avec qui il fait affaires trouverait plus crédible un chèque de notaire qu'un chèque personnel ordinaire. Et Demers échange ce chèque du notaire Gendron contre un chèque personnel qu'il lui remet aussitôt.

Gendron a confiance en Demers, un excellent client. Demers a en effet amené plus de 40 transactions au bureau du notaire Gendron.

Aussi, quelques jours plus tard, Gendron est estomaqué d'apprendre de sa banque que le chèque de Demers n'est pas «passé»...

Demers explique à Gendron qu'une malchance est survenue. Une autre avance ferait redémarrer ses affaires, ce qui lui permettrait d'avoir des revenus pour rembourser Gendron.

Gendron, espérant ainsi recouvrer l'argent avancé, tire un autre chèque sur son compte en fidéicommis. Mais ça ne suffit pas. D'autres dollars sont nécessaires, explique Demers...

Et de chèque en chèque, d'espoir en mirage, Gendron a vidé son compte de 942 000 $!

L'argent qui se trouve dans un compte en fidéicommis n'appartient pas au notaire. C'est de l'argent qui transite lors d'une transaction.

C'est ainsi que dix personnes et deux caisses populaires ont perdu, ensemble, près d'un million de dollars!

Un travailleur, par exemple, avait vendu sa maison 85 000 $, et placé le fruit de la vente dans le compte du notaire. Il faisait dans cette vente un profit de 45 000 $ et remboursait avec le reste un prêt hypothécaire de 40 000 $.

Les 85 000 $ ayant disparu, l'homme doit encore rembourser son hypothèque, et a perdu son profit. Même chose pour cet homme qui prêtait 95 000 $ à son frère et qui, pour plus de sûreté, était allé voir le notaire Gendron pour le contrat de prêt. Les 95 000 $ sont passés par le compte du notaire et sont disparus.

La spirale dans laquelle s'est enfoncé le notaire a duré trois mois. Les poursuites civiles n'ont pas tardé. Au mois de juin 1989, il allait lui-même se dénoncer à la Chambre des notaires.

L'homme a perdu le droit de pratique à vie en 1992, a fait faillite et a perdu tous ses biens.

Le ministère public l'a poursuivi pour une fraude de 742 000 $ (le premier 200 000 $ prêté à Demers ne l'était pas avec l'intention de détourner des fonds).

Gendron s'est avoué coupable l'an dernier de ces détournements de fonds frauduleux devant le juge Raymonde Verreault. Hier, le juge Jean-Pierre Bonin, lui imposait 18 mois de prison.

Gendron s'est effondré en entendant le juge. Il a pris ses clés dans son sac et, en pleurant, les a données à un proche qui lui souhaitait «bon courage», tandis que l'agent de police attendait pour le conduire aux cellules.

VOUS NE MAGASINEREZ JAMAIS AILLEURS!
ACHETEZ DIRECTEMENT DU FABRICANT
LES PLUS BAS PRIX À TOUS LES JOURS!
STORES DE 1re QUALITÉ GARANTIE à 100%.
LE PLUS GRAND CHOIX au CANADA!

OUVERT le DIMANCHE 12 h - 17 h

OUI, MAMAN! C'EST LA Fête des Mères
Le dimanche, 8 mai
Au Bon Marché vous offre un vaste choix de cadeaux pour votre maman à des prix VRAIMENT IMBATTABLES!
• Duvets • Couvre-duvets • Couvre-lits • Douillettes • Rideaux et draperies • Draps • Nappes et napperons • • Serviettes • Accessoires de salle de bains et de cuisine •
ET BEAUCOUP PLUS!!!

STORES VERTICAUX
RAIL DE LUXE, GARANTI À VIE!
NOUS FABRIQUONS VOS STORES SUR PLACE... PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!*
ACHAT SPÉCIAL! VERTICAUX en PVC 3½" 5 couleurs populaires: Blanc, ivoire, champagne, gris, sable.
24x48 22.99 60x60 30.99 84x84 52.99
48x48 26.99 75x48 34.99 96x84 82.99
60x48 28.99 75x84 37.99 120x95 97.99
N'IMPORTE LAQUELLE AUTRE GRANDEUR FAITE SUR MESURE AU PLUS BAS PRIX!
ACHAT SPÉCIAL! VERTICAUX EN TISSUS 3½" "Chopin" choix de 5 couleurs.
24x48 22.99 60x60 72.99 84x84 87.99
48x48 57.99 75x48 74.99 96x84 117.99
60x48 67.99 75x84 77.99 120x95 137.99
N'IMPORTE LAQUELLE AUTRE GRANDEUR FAITE SUR MESURE AU PLUS BAS PRIX!
DES MILLIERS DE VALENCES DISPONIBLES! (en sus)

CONSTRUCTION ENTIÈREMENT Cloisonnée 2"
DUVET D'OIE BLANC
Vous méritez la MEILLEURE QUALITÉ ...c'est le DUVET D'OIE BLANC!
BONI! 25% DE RABAIS ADDITIONNEL SUR NOS BAS PRIX DE COUVRE-DUVETS AVEC TOUT ACHAT D'UN ÉDREDON EN DUVET NATUREL
Édredons luxueux de qualité superbe, piqués en carreaux entièrement cloisonnés 2" x 10". Gonflée de duvet d'oie blanc, l'enveloppe est faite de percale 100% coton blanc, tissé à 260 fils/p.c. avec le cordon contour. Le duvet est doux et confortable pour toute l'année!
Simple 59.99 Double 79.99 Reine 89.99 Roi 129.99

DRAPERIES FAITES SUR MESURE
Profitez des plus bas prix, le plus grand choix de tissus et notre confection garantie!
OREILLERS EN PROMOTION!
100% polyester, non-allergène, très bourants!
STANDARD Rég. 6.99 ch. 2 POUR 9.99
REINE Rég. 9.99 ch. 2 POUR 12.99

ACHAT SPÉCIAL! STORES VERTICAUX EN ALUMINIUM 2" ou 3½"
Sélection incomparable de 100 COULEURS! Choix de lattes 2" ou 3½". (Seules exceptions: blanc et noir).
24x48 22.99 60x60 44.99 84x84 69.99
48x48 34.99 75x48 49.99 96x84 84.99
60x48 39.99 75x84 54.99 120x95 99.99
N'IMPORTE LAQUELLE AUTRE GRANDEUR FAITE SUR MESURE AU PLUS BAS PRIX!
STYLE EUROPÉEN STORES PLISSÉS en Dentelle
Stores plissés en dentelle en stock À DES PRIX JAMAIS VUS! Choix de blanc ou ivoire. Style "Duchesse".
LIQUIDATION
35 x 64 25.99
36 x 64 27.49
38 x 64 28.99
40 x 64 30.49
42 x 64 31.99
44 x 64 35.49
46 x 64 36.99
48 x 64 38.49
54 x 64 41.49
60 x 64 44.49
HÂTEZ-VOUS! JUSQU'À ÉPUISEMENT DE STOCK!

Exemples de NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS!
STORES HORIZONTAUX EN PVC 1" EN STOCK, 1re QUALITÉ! Blanc ou ivoire
69 autres grandeurs en stock, TOUJOURS AUX PLUS BAS PRIX!
Larg. Haut. 45" Haut. 64"
20x 2.75 5.99
22x 2.99 6.19
24x 2.69 6.25
26x 2.99 6.69
27x 4.25 6.75
30x 3.99 7.25
33x 5.49 7.99
36x 5.49 8.25
40x 6.49 10.75
44x 6.99 10.99
48x 7.75 11.25
54x 8.99 12.99
60x 9.75 13.75
64x 11.99 14.99
72x 12.49 17.99
porte patio 78" x 84" 28.99
OUI PAPA! MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ/PRIX sur le MARCHÉ!
NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS!
STORES DE FENÊTRES 1re QUALITÉ, Stores opaques blanc
Grandeurs Unis Franges Grandeurs
28½x58 8.49 12.49 64½x58 UNI 29.49
37½x70 9.49 14.49 64½x70 UNI 30.49
37½x82 14.49 20.49 73½x58 UNI 30.49
43½x70 15.49 20.49 73½x70 UNI 31.49
43½x82 17.49 22.49 73½x70 UNI 43.49
49½x70 18.49 23.49 85½x70 UNI 64.49
49½x82 20.49 28.49 97½x70 UNI 74.49
55½x70 20.49 31.49 109½x70 UNI 87.49
55½x82 27.49 33.49
Pour porte-patio 72½x90 UNI 49.49
NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS!
ENSEMBLES DE DOUILLETTES Une superbe sélection! Inclus: douillette, jupe de lit, 2 taies d'oreiller (1 pour lit simple). Jusqu'à épuisement de stock.
Simple Rég.:109.99 SPÉCIAL 49.99 l'ens.
Double Rég.:119.99 SPÉCIAL 64.99 l'ens.
Reine Rég.:134.99 SPÉCIAL 79.99 l'ens.
NOUVEAUX ARRIVAGES pour le PRINTEMPS
ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE Ensembles en percale à des prix incroyablement bas.
Simple 16.49 l'ens.
Double 26.49 l'ens.
Reine 32.49 l'ens.
Roi 47.49 l'ens.
LIQUIDATION DE 12 COULEURS DISCONTINUÉES! Certaines couleurs ne sont pas disponibles dans toutes les grandeurs
MINI-STORES HORIZONTAUX ALUMINIUM 1" OSLO EN STOCK
Larg. Haut. 45" Haut. 64" Haut. 78"
16"x 8.49 9.99 14.99
18"x 6.99 10.99 15.99
20"x 7.99 11.99 16.99
22"x 10.49 15.49 19.49
24"x 11.99 17.49 20.99
26"x 12.99 17.75 24.99
27"x 13.99 17.99 26.99
28"x 14.99 19.99 27.99
29"x 15.99 20.99 28.49
30"x 16.99 21.99 28.99
31"x 17.99 23.99 29.49
32"x 18.99 24.99 29.99
33"x 19.99 25.99 30.49
34"x 20.99 26.99 30.99
35"x 21.49 27.49 31.49
36"x 21.99 28.99 31.99
37"x 22.99 30.99 34.99
38"x 23.99 31.99 36.99
39"x 24.99 34.99 39.99
40"x 25.99 35.99 41.99
42"x 27.99 37.99 43.99
44"x 29.99 39.99 45.99
46"x 33.99 42.49 47.99
48"x 35.99 43.99 48.99
50"x 36.99 44.49 49.99
52"x 37.99 44.99 50.99
54"x 38.99 45.49 51.99
Pour porte-patio 66"x 84" 69.99 78"x 84" 74.99
NOUVEAU
CANTONNIÈRES style "STARLIGHT" ou "INSPIRATION" Valence bouffante, 100% polyester. 20 couleurs unies au choix. Rég.: 19.99 11.99 79"x16"
ENSEMBLES DE SALLE DE BAINS COORDONNÉES 6-MCX Inclus: Rideau de douche, crochets, goblet, porte-savon, porte-brosse-à-dents et poubelle. Couleurs assorties. MAINTENANT SEULEMENT 8.99 l'ens.
COUVRE-LITS LE PLUS GRAND CHOIX AU QUÉBEC de marques renommées: • SHELLY DESIGN • • SHEFTEX • LAWRENCE •
LIQUIDATION PRINTANIÈRE! Couvre-lits à coloris assortis!
Avant / MAINTENANT
Simple 119.99-139.99 59.99 ch.
Double 139.99-169.99 69.99 ch.
Reine 149.99-199.99 79.99 ch.
Roi 179.99-219.99 89.99 ch.
Taie 24.99-29.99 12.49 ch.
LE PLUS GRAND CENTRE D'ESCOMPTE EN DÉCORATION AU CANADA!
3500 boul. St-Joseph est Entre boul. St-Michel et Pie-IX
EN AFFAIRES DEPUIS PLUS DE 44 ANS, DES MILLIONS DE CLIENTS SATISFAITS!
Tél 259-3500 OU COMMANDEZ PAR FAX: 259-3141
Prix en vigueur jusqu'au 18 mai.
Au Bon Marché
chèques acceptés VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS PAIEMENT DIRECT
OUVERT Lun. au merc. 9h15-18h Jeudi, vendredi 9h15-21h Samedi 9h-17h Dimanche 12h-17h
Sortie 25 BOUL. MÉTROPOLITAIN Metro Laurier (Autobus 27) RUE IBERVILLE ST-MICHEL Metro St-Michel (Autobus 67 sud) BOUL. ST-JOSEPH EST DAVIDSON BOUL. 3500 RUE SHERBROOKE EST BOUL. PIE-IX
Les spéciaux dans cette annonce ont préséance sur toute publicité antérieure. * À l'exception des commandes effectuées le dimanche.

# L'injonction contre «Voir» est levée

YVES BOISVERT

■ La Cour d'appel du Québec a exprimé en six pages les motifs pour lesquels elle a cassé, le 26 avril, l'injonction qui pesait contre l'hebdo culturel *Voir*.

Le 11 septembre 1992, à la demande de l'homme d'affaires Amiram Peleg, le juge Kevin Downs, de la Cour supérieure, avait interdit au journal de publier d'autres reportages sur le Prix du meilleurs commerce, géré par Peleg. Le journaliste Éric Barbeau avait publié quelques articles peu flatteurs sur ce prix.

Peleg, alléguant des erreurs et des fausse tés dans ces articles, avait réussi à obtenir cet ordre de la cour. Le juge Downs, étonnemment, avait écrit dans sa décision: «Le tribunal ne doute pas de la bonne foi du journaliste soucieux d'informer adéquatement et objectivement le public sur les activités d'une entreprise.» Il relevait cependant des «demi-vérités, pour ne pas dire des fausse tés» et disait que tant le contenu que le ton des articles causaient à Peleg «un préjudice à ce point sérieux» qu'une poursuite civile ne saurait y remédier.

La Cour d'appel (les juges Louise Mailhot, Claude Vallerand et Melvin Rothman) estime que le juge Downs a fait erreur en émettant cette interdiction. Voici comment le plus haut tribunal au Québec pose le problème:

«Les articles (de *Voir*) sont-ils (...) trompeurs, malhonnêtes et libelleux et, à ce titre, de nature à faire échec à la traditionnelle et quasi-sacrée liberté d'expression»?

La réponse est non. Les articles de Barbeau n'ont pas été faits dans un esprit malicieux. Ils sont le fruit d'une «enquête sérieuse et honnête» sur un sujet d'intérêt public. Il est vrai que le titre qui coiffait le premier article (*Qui paie gagne*) donnait à entendre que les sondages de Peleg sur «le meilleur commerce» sont corrompus. Mais le texte dissipe toute équivoque, estime la Cour d'appel. Les sondages sont honnêtes mais les «prix» (c'est-à-dire une opération de marketing) ne sont accordés qu'à ceux qui veulent en payer les coûts.

«On pourrait souhaiter que ce titre accrocheur fut moins ambigu. Mais compte tenu du texte qui dissipe l'équivoque, cela ne suffit pas à supprimer l'article», écrivent les trois juges.

Bref, *Voir* satisfait à toutes les exigences de «celui qui s'autorise de la liberté d'expression et du droit à l'information pour débattre une question d'intérêt public», écrit la cour.

# Les apprentis embaumeurs du cégep manquent de cadavres

FRANÇOIS BERGER

■ Le cégep de Rosemont manque de matériel didactique pour son cours d'embaumement des cadavres humains, depuis qu'une controverse a éclaté sur l'utilisation par le collège de corps provenant d'entreprises funéraires de Montréal.

Le programme des techniques de thanatologie, le seul du genre dans les institutions d'enseignement du Québec, n'a reçu que deux cadavres depuis la reprise des cours en janvier et seulement trois pendant la session de l'automne dernier, ce qui est nettement insuffisant pour les besoins didactiques, a indiqué hier le porte-parole du cégep, M. Louis Valois.

Auparavant, le cégep recevait jusqu'à 40 «sujets» par année, des cadavres dits «didactiques».

Le collège est actuellement en pourparlers avec les entreprises funéraires, la corporation des thanatologues et le ministère de la Santé et des Services sociaux afin de trouver une solution à ce problème. La pénurie existe depuis que des reportages ont dénoncé les pratiques de certaines maisons funéraires qui fournissaient des corps à l'institution sans toujours en aviser la famille des défunts.

Le cégep demande un amendement à la Loi sur la protection de la santé publique qui limite aux universités la fourniture de corps non réclamés, pour les besoins d'enseignement. Le cours d'embaumenent du cégep de Rosemont a commencé en 1982, tandis que l'article de la loi sur la disposition des cadavres date de 1977. Le collège demande au gouvernement de pouvoir utiliser des corps comme cela est permis pour les universités.

La maison Alfred Dallaire, principal fournisseur du cégep, avait mis fin à la fourniture de cadavres en octobre 1990, afin de rassurer sa clientèle. Depuis, le département de thanatologie continuait de recevoir une quizaine de cadavres par année en provenance d'autres entreprises de pompes funèbres, mais les sources sont maintenant taries après la diffusion, ce printemps, d'autres reportages sur cette pratique.

Les deux seuls cadavres que le cégep a pu obtenir au cours de la présente session académique ont été fournis par la maison Magnus Poirier. Il s'agissait de corps non réclamés.

Le manque de dépouilles «rend l'enseignement plus difficile», a dit M. Valois. Les professeurs doivent déployer des trésors d'imagination pour pallier au manque, comme l'utilisation de pièces en caoutchouc-mousse dans des exercices de simulation, a indiqué le responsable du département de thanatologie, M. André Lépine.

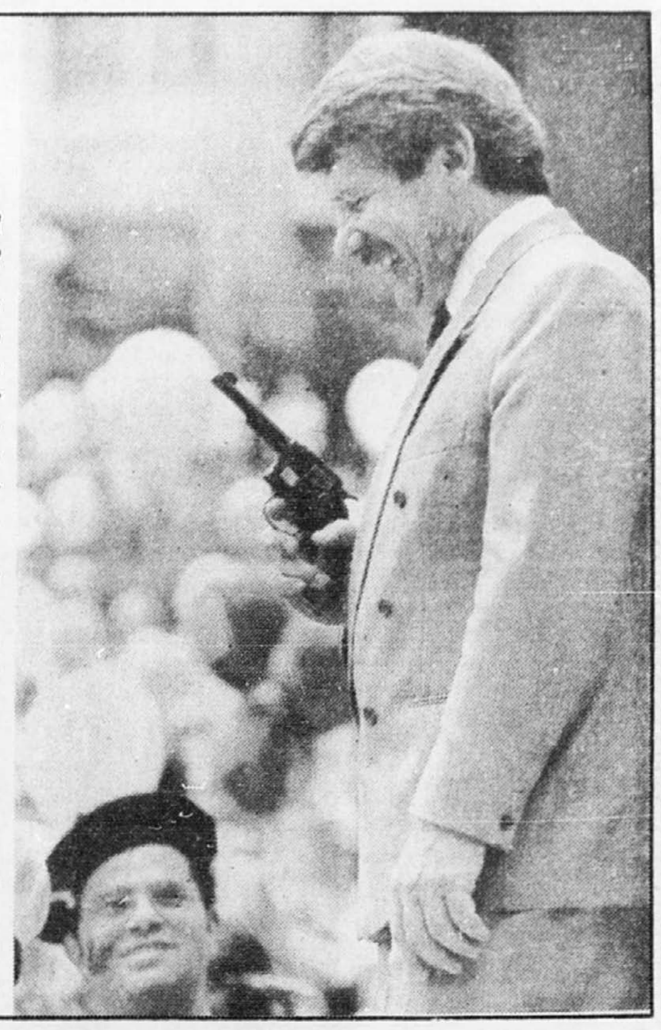
En fait, le cégep a besoin de 70 cadavres par année pour l'entraînement de sa vingtaine d'étudiants de deuxième année, a indiqué M. Valois. En troisième année, les étudiants font des stages d'exercice pratique du métier dans les entreprises funéraires.

Le cours de techniques de thanatologie attire de plus en plus de candidats, selon la direction du cégep de Rosemont. Quelque 180 demandes d'admission ont été présentées cette année, mais le collège n'a accepté que 29 étudiants. Une soixantaine d'étudiants en thanatologie suivent actuellement le cours d'une durée de trois ans.

## À vos marques

*Non, le maire Jean Doré n'a pas décidé de prendre les grands moyens pour liquider ses adversaires politiques, mais donnait tout simplement hier, le coup de départ de la course du Défi corporatif Canderel. Une course farfelue où les participants ont tous l'air plus nigauds les uns que les autres, vêtus de costumes extravagants. Cet événement vise à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer.*

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse




ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités?
Prêt commercial seulement
Confidentiel
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488
S2086194

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance tout à fait unique qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Et se revendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, nous vous rembourserons jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous ou appelez dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551

Nom _____
Adresse _____
Ville / Prov. _____
Code postal _____

L'ÉCOLE DE RÉDACTION
38, ave. McArthur
Bureau 306
Ottawa, Ontario K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

UNIVERSITÉ Concordia
Centre de l'éducation permanente

Cours intensif d'anglais
Été 94

5 semaines : du 13 juin au 15 juillet 700 $
du 18 juillet au 19 août 700 $
10 semaines : du 13 juin au 19 août 1 400 $
Frais d'inscription (non remboursables) : 50 $

Appelez dès maintenant au : 848-3608/3609/3614
ou écrivez à l'adresse suivante :

1822, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal, (Québec) H3H 1J8

*Les candidats devront subir un test de classement avant d'être acceptés*

*Frais de retard de 10 $ à compter du 7 juin*

ON VOUS PRÉPARE POUR LE MONDE

VITRE-ART

Vitre-Art CAB (1988) inc.
Fabricant de vitraux et carrelages

ARCON CANADA
Portes et fenêtres

MEMBRE AMFA

514.645.4444
1.800.567.2227

ARCON CANADA INC. ET VITRE-ART CAB (1988) INC. SONT À L'HONNEUR

**Arcon Canada**, un important manufacturier et distributeur de portes et fenêtres en aluminium de haute qualité, œuvre depuis 31 ans dans le domaine. Cette année, l'entreprise a remporté l'Habitas ***«Entreprise de l'année 1994»***, dans le cadre du Salon national de l'habitation.

Toujours à la fine-pointe de la technologie, Arcon a introduit en 1993 le système ISOBARRE ®, un nouveau procédé thermique pour fenêtres en aluminium. Grâce au nouveau procédé ISOBARRE ®, Arcon s'est mérité le prix Habitas 93, catégorie *«Innovation technologique de l'année»* dans le secteur *«portes et fenêtres.»*. Ce prix a confirmé à nouveau sa position comme chef de file dans l'industrie de la fenestration. Dix ans plus tôt, Arcon Canada s'était mérité ce même prix pour la mise en marché du fameux verre énergétique CALORIVERRE ®, aujourd'hui bien connu sur le marché canadien.

En 1994, Vitre-Art CAB (1988) Inc., un important manufacturier de vitraux de portes et partenaire du groupe Arcon, a reçu le prix Habitas 94, catégorie *«Innovation technologique de l'année»* pour son vitrail sans joint ni soudure et ses carrelages en aluminium garantis à vie.

De plus, pour une deuxième année consécutive, Arcon est fier d'avoir remporté le ***«Prix du Meilleur Commerce 1994 - Le Choix des Consommateurs»*** dans la catégorie «détaillant de portes et fenêtres d'aluminium».

Nous tenons à remercier nos fidèles clients, nos dévoués employés et tous nos fournisseurs auxquels revient le mérite de ces mentions d'honneur.

Notre objectif ultime demeure un engagement présent et futur :

***bien servir notre clientèle !***

Normand Fafard
Président Arcon Canada Inc.

Claude A. Barazin
Président Vitre-Art CAB (1988) Inc.

SPCA NOUS AVEZ-VOUS OUBLIÉS?
Veuillez renouveler votre carte de membre aujourd'hui.
SPCA, 5215 Jean-Talon ouest, Montréal (Québec) H4P 1X4

DONNEZ-MOI DES AILES

SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC

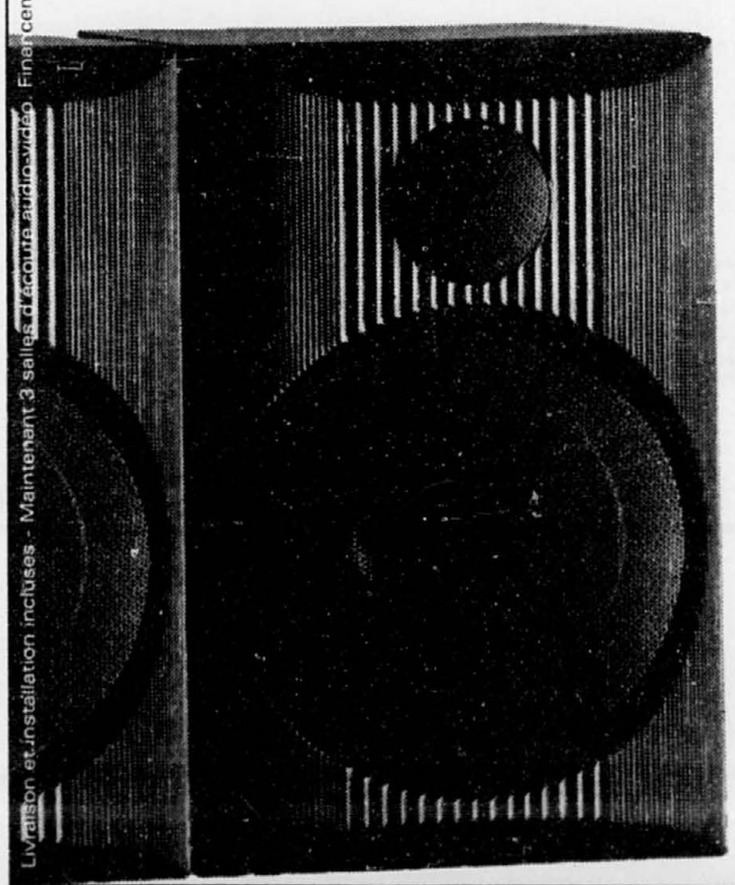
2300 ouest, boulevard René-Levesque.
Montréal (Québec) H3H 2R5
Tél.: (514) 937-6171

L'AFRIQUE NE VEUT PAS DE VOTRE CHARITÉ!

Fondation Paul Gérin-Lajoie
449, Ste-Hélène (2e étage)
Montréal, QC, H2Y 2K9

Pour plus de renseignements, composez sans frais
1-800-ENFANTS

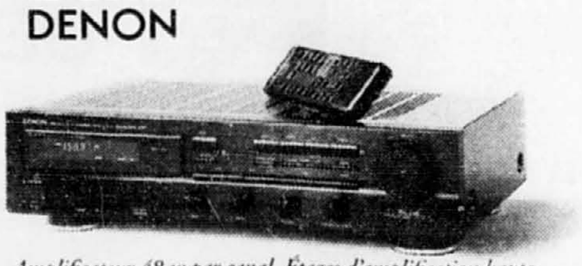
La surprise est dans les boîtes.



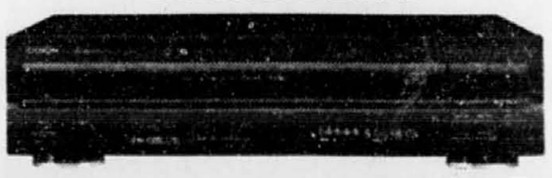
Livraison et installation incluses - Maintenant 3 salles d'écoute audio/vidéo. Financement disponible.

Lorsque vous avez décidé, il y a quelques jours, d'acheter un système de son, vous avez promis qu'on ne vous prendrait pas avec des appareils pleins de boutons qui en mettent plein la vue et d'énormes boites de son qui coûteraient très chères. Une fois de plus Fillion a composé pour vous un ensemble aussi sobre que performant. Autour des excellentes enceintes acoustiques de conception britannique B&W, un amplificateur hautes performances et son lecteur de disques compacts Denon.
Alors pour que la surprise soit dans les boites plutôt que dans la facture, venez nous voir.

B&W
DENON



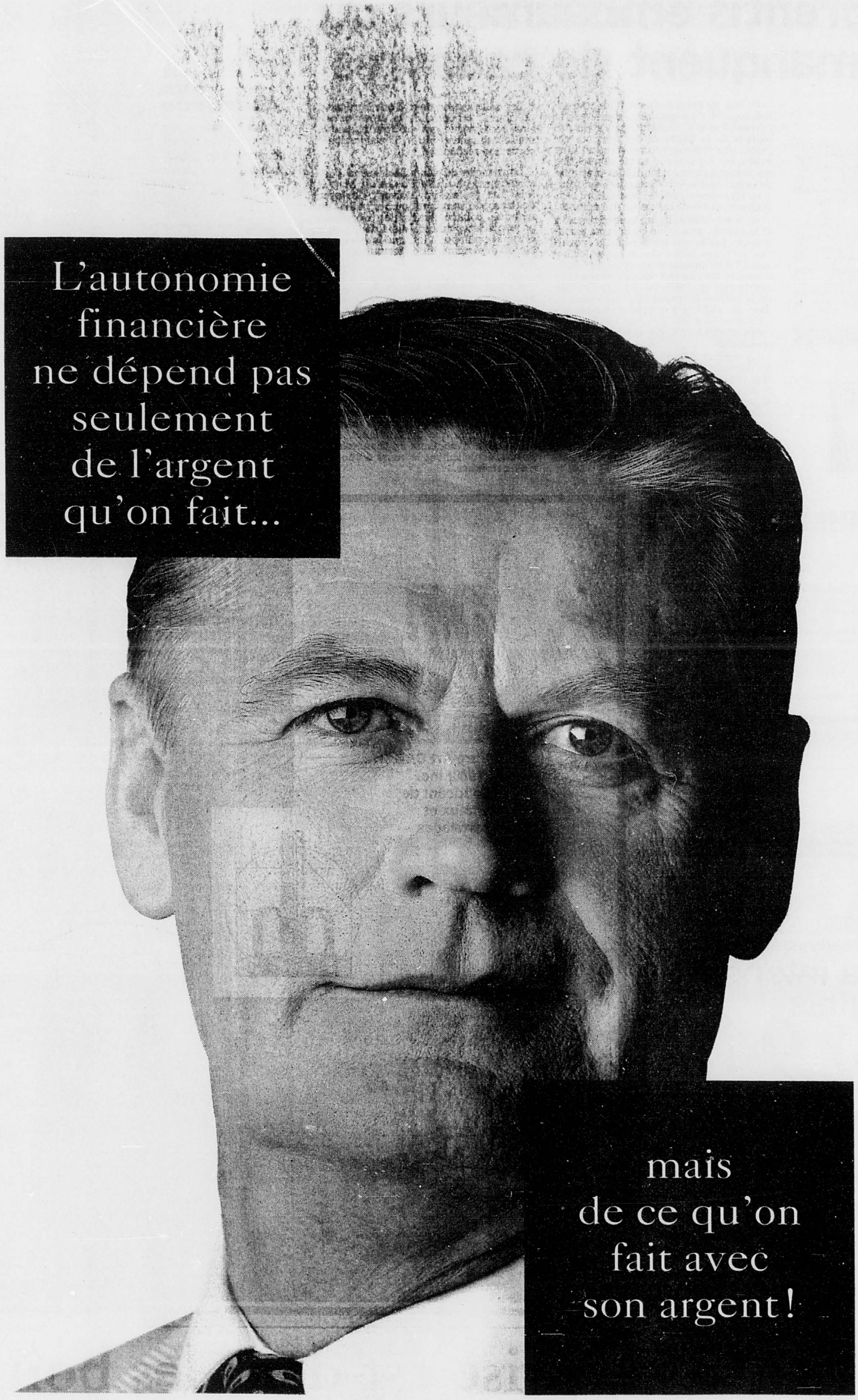
*Amplificateur 48 w par canal. Étages d'amplification haute qualité. Correcteur physiologique variable. Syntonisation à 16 pré-sélections et lecteur de disques compacts de type carrousel. Double convertisseur 18 bits. Programmation et lecture aléatoire.*
**DRA 365 ET DCM-340**



1099$
l'ensemble
*Petites enceintes acoustiques de conception britanniques. Ligne futuristes. Haut-parleurs incurvés éliminant les effets de bords.*
**B&W 2001**
+
**DRA 365 ET DCM-340**

Depuis 1956
Louis Fillion électronique
On connaît la musique.

5730, rue Sherbrooke Est - Près du métro Cadillac - 254-6041




**Le monde a changé.** Aujourd'hui, il faut se donner les moyens de faire plus avec son argent. Au Trust Général, c'est ce que nous faisons pour chacun de nos clients. Et ça marche. Pour nous, les conseils, la diversification de portefeuille et les fonds d'investissement n'ont rien de nouveau. Ce sont des outils d'enrichissement avec lesquels nous travaillons depuis toujours. Si vous visez l'autonomie financière, rendez-vous au Trust Général. **Et prenez tout notre temps. Maintenant.**

TRUST GÉNÉRAL

**L'argent se planifie au présent**

# Rwanda : des rebelles trop heureux de jouer à la guerre

**MICHELE OUIMET**
*envoyée spéciale*
La Presse *À KIGALI, Rwanda*

**Chez les réfugiés du RWANDA**

■ L'armée rebelle a organisé une visite pour les journalistes, sur la ligne de front, à 19 kilomètres de la capitale, Kigali.

En fait, nous étions quatre journalistes, dont trois Britanniques. On entendait le bruit des mortiers et l'artillerie lourde. On a quitté la route avec un bataillon de soldats, une quarantaine environ, et on a marché jusqu'en haut d'une colline qui surplombe Kigali.

Il était midi et il faisait chaud. Nous n'avions pas d'eau, il n'y avait rien à manger et c'était infesté de moustiques. Le soleil tapait dur et la journaliste qui travaille comme pigiste pour la télévision britannique, la BBC, était un vrai moulin à paroles. Elle n'arrêtait pas de poser des questions et le commandant des opérations du bataillon, Philbert Rwigamba, se faisait un plaisir d'y répondre, en regardant avec complaisance l'oeil de la caméra braqué sur lui, s'arrangeant pour qu'on voit son plus beau profil. L'enfer !

L'armée rebelle (Front patriotique rwandais, FPR), qui combat les forces gouvernementales depuis 1990, était bien contente de pouvoir distiller sa propagande à des journalistes béats, trop heureux de jouer à la guerre. Ridicule !

Tout avait été prévu : il y avait même un cadavre sur le chemin — c'était un méchant milicien — et on nous a montré des gens qui ont fui les combats et survécu aux massacres. Parmi ces rescapés, il y avait des Tutsis et des Hutus car le FPR, surtout composé de Tutsis, déteste qu'on réduise cette guerre à un simple conflit ethnique.

Ce sont toujours les mêmes histoires d'horreur, plus insupportables les unes que les autres. Fromena Mukamuyezi a raconté que les villageois connaissaient bien les miliciens, les Interhamwe, qui les ont massacrés.

L'Interhamwe est une milice locale mise sur pied par le président Juvenal Habyarimana, un Hutu, qui est mort le 6 avril lorsque son avion a été abattu. C'est d'ailleurs cet incident qui a provoqué de nouveau la guerre civile au Rwanda, plongé le pays dans l'anarchie et provoqué les massacres des civils.

« Le président Habyarimana a créé ces milices parce que l'armée ne lui était pas totalement fidèle, explique Emmanuel Mugunga, directeur de l'information du FPR. Il les a armées et disséminés à travers le pays. »

Les miliciens sont jeunes. Ils ont entre 18 et 25 ans et le FPR les compare aux chemises noires d'Hitler. « C'est la jeunesse du parti et on leur a montré à tuer », dit Emmanuel Mugunga.

« Le parti d'Habyarimana, le MRND (Mouvement républicain national pour la démocratie) et son aile extrémiste hutue, le CDR (Coalition des démocrates républicains), ont organisé les jeunes dans une structure paramilitaire et chaque commune a sa milice, affirme l'ancien ministre des Finances, Marc Rugenera. Les milices ont été formées militairement et armées sous la supervision directe du ministre de la Défense. Elles sont payées par le parti et on leur a accordé le droit de piller. »

L'Interhamwe est donc une organisation paramilitaire locale, armée et entrainée. Ils sont présents dans toutes les communes du pays et ils connaissent tout le monde.

À Kabuga, le village de Fromena Mukayezi, situé à une vingtaine de kilomètres de Kigali, le commandant de l'Interhamwe qui a fait les massacres est le chef du village, Léonard Mwongereza.

Selon le commandant Philbert Rwigamba, les massacres étaient planifiés depuis longtemps et l'Interhamwe avait la liste des gens à abattre.

Après avoir quitté le groupe de civils, nous avons continué à marcher jusqu'au sommet de la colline de Gasogi. Le commandant Rwigamba nous a longuement expliqué la position stratégique de chaque armée qui peut se résumer en quelques mots : le FPR contrôle l'est et le sud de Kigali et les gouvernementaux, l'ouest.

Le soir, je suis rentrée fourbue, poursuivie par l'odeur de mort qui imprègne tout. J'en avais pardessus la tête de cette guerre absurbe. Alors, imaginez le ras-le-bol des Rwandais.


LES PLUS BA$ PRIX!

Macintosh LC 475 — 1595$

Macintosh LC 575 — 2195$

94 FINANCEMENT DISPONIBLE

**Macintosh LC 475 4/80**
- 68LC040, 25 MHz
- 4 Mo de mémoire vive
- Disque rigide interne de 80 Mo
- **Moniteur 14" ColorPlus de Apple**
- Entrée et sortie stéréo
- Clavier régulier et souris Mouse II
- **ClarisWorks II ou Microsoft Works**
- Garantie 1 an sur place pour l'ordinateur

Programme de rachat d'équipement!

**Macintosh LC 575 4/160**
- 68LC040, 33 MHz
- 4 Mo de mémoire vive
- Disque rigide interne de 160 Mo
- Moniteur Apple Trinitron couleur
- Entrée et sortie stéréo
- Clavier régulier et souris Mouse II
- **ClarisWorks II ou Microsoft Works**
- Garantie 1 an sur place pour l'ordinateur

**Spéciaux Macboutique: le plus grand choix de logiciels!**

**M.Y.O.B.**
"Manage Your Own Business!" pour une meilleur gestion de votre comptabilité.

QUANTITÉ LIMITÉE! 79$ chacun MYOB ou RAM Doubler

**RAM Doubler**
Multipliez par 2 la mémoire vive de votre ordinateur avec RAM Doubler!

Concessionnaire autorisé

MICRO BOUTIQUE

Montréal: 6615, avenue du Parc 270-4477
Longueuil: 93, rue St-Charles O. 674-6253
Sherbrooke: 2445, rue King O. (819) 564-4644

* Programme CARTEplus. Suite à l'approbation d'un dépôt de 20% sur carte de crédit Visa ou MasterCard vous êtes automatiquement éligible au programme. Quantité limitée. Les équipements annoncés peuvent différer de ceux illustrés. Micro-Boutique vous garanti le meilleur prix. Les produits comparés doivent être identiques. Conditions en boutique. Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer, Inc. Macintosh est une marque de commerce de Apple Computer, Inc.



JUXTAPOSER
COMPOSER
ASSEMBLER

Entr'acte vous donne toute la liberté de créer un environnement qui correspond à vos goûts et à vos besoins. Toute une collection d'éléments interchangeables et juxtaposables pour embellir votre décor.

**En mai : Prix réduits sur toutes les commandes de mobiliers composables**

Dessiné par Hans Hopfer et recouvert de cuir Nubuck Velin pleine peau très souple, teint à l'aniline et traité avec le procédé DécoWash qui procure un fini résistant aux taches. Les peaux sont légèrement brossées pour donner au cuir une surface veloutée exclusive. Certains des coussins à bourre 100% duvet sont recouverts de tissu aux motifs d'inspiration Southwest Pueblo. Vaste choix de cuirs et de tissus.

1425, boul. René-Lévesque Ouest • H3G 1T7 • Tél.: (514) 871-9070

ROCHE BOBOIS PARIS

NEW YORK • BEVERLY HILLS • BOSTON • CHICAGO • COLUMBUS • COSTA MESA • DENVER • HOUSTON • LA JOLLA • MIAMI • MONTREAL • PALM BEACH • PARAMUS, N.J. • PHILADELPHIA • QUEBEC • ROSLYN HEIGHTS, N.Y. • SAN FRANCISCO • SCARSDALE • SCOTTSDALE • SEATTLE • TORONTO • VANCOUVER • WASHINGTON, D.C. • WESTPORT • WINNETKA, IL

S2092812



*Le Faubourg Québec*

LE SITE LE PLUS FABULEUX DE TOUTE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Dans la grande région métropolitaine, aucun autre projet immobilier n'offre un avantage aussi exclusif : la possibilité de vivre **directement sur les rives** du fleuve Saint-Laurent, **au coeur même du centre-ville**. De par le monde, seuls quelques rares ensembles résidentiels proposent un cadre de vie aussi enchanteur. Au fil des ans, la valeur de ces propriétés privilégiées a connu un accroissement de beaucoup supérieur à la moyenne.

**Faubourg Québec. Pour la beauté de l'environnement. Et la beauté de l'investissement.**

PHASE 1
FAUBOURG QUÉBEC : LE NOUVEAU MONTRÉAL

**Qualité :** 186 résidences de haut standing.
**Personnalisation :** plus de 150 modèles différents d'intérieurs.
**Sublime :** majorité de résidences de type transversal.
**Inattendu :** maisons de ville de 2 étages avec cour privée.
**Spectaculaire :** grands penthouses sur deux étages.
**Intimité :** vaste jardin intérieur, aménagé et paysagé avec soin.
**Choix :** de 160 000 $ à 400 000 $ et +
**Votre chance :** maintenant en pré-vente

En collaboration avec: SHDM

*« Au cours de notre vie, nous avons visité de nombreux ensembles immobiliers. À tout point de vue, Faubourg Québec est l'un des plus remarquables jamais conçus. »*
*Claude et Gérard Gazaille*

GROUPE Gazaille INC

PALME D'OR

Info-Gazaille : 990-0056
Bureau des ventes : 845-4149
530 rue Notre-Dame Est, Montréal
Heures de visite : Lun. au jeu. : 13 h à 21 h - Sam. et dim. : 12 h à 17 h



Christian Dior
TENDRE POISON
**Christian Dior crée Tendre poison, fleurs de tendresse.**

Tendre Poison. Une mélodie joyeuse et vibrante, une harmonie subtile de notes fraîches, florales et douces qui s'épanouit avec le jour et éblouit jusqu'à la nuit.

**VOTRE PRIME**

Avec tout achat de 40$ ou plus de la collection Tendre Poison, vous recevrez en prime une eau de toilette vaporisateur pour le sac, 5ml
(Jusqu'à épuisement de la marchandise)

Une prime par client

**Et tout particulièrement pour la Fête des Mères**
Une eau de toilette 30ml vaporisateur sera offerte pour seulement 26,57$, le cadeau idéal!

Maintenant disponible chez
JEAN COUTU
Dans les succursales participantes.

**Tordant ou tordu, Claude Meunier ?**

Ce soir 21 h Pour la dernière de la saison de **3 Gars, un samedi soir**, Claude Meunier débarque ! Aussi, Serge Thériault, Nanette Workman, Laurent Voulzy et Gérard D. Laflaque. Réalisatrice-coordonnatrice : Micheline Guertin

L'AUTRE TÉLÉ. L'AUTRE VISION. Radio Québec

# Minima

369 $
par mois
Crédit bail de 36 mois*

Votre très sympathique concessionnaire NISSAN

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture de sécurité. *Taxes en sus. Bail de 36 mois pour une Maxima GXE 1994, modèle de base avec transmission automatique. Versement initial de 2 550 $ requis ou échange équivalent ; taxes, transport et préparation en sus. Le premier paiement mensuel est exigé à la livraison du véhicule. Limite de 72 000 km. Frais de 0,07 $ du kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit par NCFI.
Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Nissan participant ou composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h HE).

# Maxima

## Moteur

- V6 VG30E de 3,0 L à SACT
- Puissance : 160 chevaux à 5 200 tr/min
- Couple : 182 pi-lb à 2 800 tr/min
- Système d'induction : injection de carburant séquentielle multipoint
- Rapport de compression : 9,0 à 1
- Admission à induction variable et double chambre de distribution

## Groupe motopropulseur

- Configuration : moteur avant/traction avant
- Type de boîte : automatique 4 rapports à surmultipliée à commande électronique et convertisseur de couple verrouillable

## Carrosserie/châssis/suspension

- Construction monocoque tout en acier avec DURASTEEL[MC]
- Servodirection à crémaillère
- Rayon de braquage : 11,2 m (36,7 pi)
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Jambes MacPherson, ressorts hélicoïdaux
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Freins à disque aux 4 roues (ventilé à l'avant)/ servofreins
- Dispositif de freinage antiblocage (ABS) disponible en option sur le modèle GXE

## Caractéristiques extérieures

- Jantes en alliage d'aluminium coulé ; taille : 6.0JJ x 15
- Pneus radiaux toutes saisons ceinturés d'acier à flancs noirs ; taille : 205/65R 15
- Phares affleurants à halogène
- Phares de virage affleurants à halogène
- Glaces teintées avec bande plus foncée en haut du pare-brise
- Deux rétroviseurs extérieurs à glace dégivrante et commande électrique à distance, convexe côté passager
- Moulures latérales protectrices de la couleur de la carrosserie
- Pare-chocs de la couleur de la carrosserie
- Garde-boue avant et arrière de la couleur de la carrosserie

## Aménagement intérieur

- Sièges baquets ergonomiques à dossier inclinable à l'avant
- Sièges avant à 4 réglages électriques
- Accoudoir central de banquette arrière escamotable
- Passage de la banquette au coffre avec range-skis
- Garnitures de sièges et de portes en tissu de luxe
- Tapis garnis de moquette
- Porte-cartes dans les deux portières avant

## Dispositifs de sécurité

- Coussin gonflable côté conducteur (SRS)
- Ceintures de sécurité à 3 points réglables en hauteur à l'avant
- Ceintures de sécurité à 3 points aux places latérales arrière
- Serrures à l'épreuve des enfants à l'arrière
- Pare-chocs et colonne de direction absorbeurs d'énergie
- Portières intelligentes avec verrouillage automatique

## Confort et agrément

- Climatisation sans CFC avec contrôle automatique de la température
- Lève-glaces électriques avec descente automatique côté conducteur
- Verrouillage électrique des portières
- Régulateur de vitesse avec commandes au volant
- Colonne de direction inclinable
- Essuie-glace à balayage intermittent variable et double jet sous pression
- Désembueurs de glaces latérales/dégivreur de lunette électrique
- Dispositif numérique d'ouverture sans clé
- Dispositif antivol
- Console centrale avec rangement et accoudoir
- Porte-tasses double escamotable
- Miroir de courtoisie dans les 2 pare-soleil
- Éclairage à l'entrée/sortie avec extinction graduelle

## Tableau de bord

- Compte-tours, compteur kilométrique
- Indicateur de température du liquide de refroidissement
- Indicateur du niveau de carburant
- Témoins lumineux de bas niveau de carburant et de liquide lave-glace
- Montre numérique à quartz

## Sonorisation

- Radiocassette AM/FM stéréo de 100 watts à syntonisation électronique avec Dolby
- Amplificateurs avant/arrière et 4 haut-parleurs
- Antenne électrique automatique

## Tableau comparatif

| Caractéristiques | **Maxima GXE 1994** | Accord EX-R 1994 | Camry LE V6 1994 |
|---|---|---|---|
| Moteur V6 | **Standard** | 4 cylindres | Standard |
| Coussin gonflable, côté conducteur | **Standard** | Standard | Standard |
| Entrée sans clé à code numérique | **Standard** | En option | Non disponible |
| Dispositif antivol | **Standard** | Non disponible | Non disponible |
| Climatiseur avec contrôle automatique de la température | **Standard** | Non disponible | Non disponible |
| Garantie intégrale du véhicule pour 3 ans | **80 000 km** | 60 000 km | 60 000 km |
| Garantie sur les principaux composants | **6 ans/100 000 km** | 5 ans/100 000 km | 5 ans/100 000 km |
| Assistance-dépannage 24 heures sur 24 | **Standard** | En option | Non |
| Service de planification de voyages pour 3 ans | **Standard** | En option | Non |
| Écart comparatif de prix basé sur les PDSF | — | + 855 $ | + 1 688 $ |

## Contenances et poids

- Volume intérieur, normes EPA : 3 120 L (110,2 pi$^3$)
- Volume de chargement : 411 L (14,5 pi$^3$)
- Réservoir de carburant : 70 L (15,4 gal. imp.)
- Poids : 1 427 kg (3 145 lbs)

## Dimensions extérieures/intérieures

- Empattement : 2 649 mm (104,3 po)
- Longueur hors tout : 4 765 mm (187,6 po)
- Largeur hors tout : 1 760 mm (69,3 po)
- Hauteur hors tout : 1 400 mm (55,1 po)
- Largeur de la voie Av/Ar : 1 509 mm/1 491 mm (59,4 po/58,7 po)
- Garde au toit Av/Ar : 970 mm/917 mm (38,2 po/36,1 po)
- Espace pour les jambes Av/Ar : 1 100 mm/ 843 mm (43,7 po/33,2 po)
- Largeur aux hanches Av/Ar : 1 379 mm/ 1 240 mm (54,3 po/48,8 po)
- Largeur aux épaules Av/Ar : 1 443 mm/ 1 425 mm (56,8 po/56,1 po)

## Consommation selon Transports Canada

- Sur l'autoroute : 8,4 L/100 km (33,6 mi/gal.)
- En ville : 12,3 L/100 km (23 mi/gal.)

# Le boucher n'était pas aussi immaculé qu'il le prétendait

RAYMOND GERVAIS

■ Le propriétaire de la boucherie-épicerie **Khattak Super Market**, située 2100, rue Patricia, à Saint-Laurent, a appris à ses dépens hier en Cour municipale de Montréal que le juge René Déry n'apprécie guère le fait qu'un témoin qui a prêté serment, mente sciemment au tribunal.

Interrogé par son avocat après avoir juré de dire la vérité, le boucher en question, M. Mohammed Khan, a déclaré qu'il n'avait jamais été pris en défaut avant le 7 septembre 1993 par les inspecteurs du Service d'environnement de la Communauté urbaine de Montréal, division des aliments, et que jamais, il n'avait eu à répondre d'une accusation de malpropreté devant la cour.

Or, lors du témoignage d'une inspectrice de l'hygiène publique, il a été établi que le propriétaire de la boucherie avait écopé d'une amende de 1200 $ le 7 décembre 1984, après avoir été déclaré coupable de malpropreté et d'avoir gardé un endroit à déchets malpropre par la juge Micheline Corbeil-Laramée. De plus, l'inspectrice a indiqué qu'à plusieurs reprises, des inspecteurs avaient enjoint M. Khan de faire le ménage dans son commerce.

Hier, le juge Déry a condamné le propriétaire de la boucherie à verser un total de 2600 $ d'amende après l'avoir reconnu coupable de malpropreté, d'avoir eu des aliments infestés par des insectes vivants, d'avoir eu de la vermine et d'avoir conservé un endroit à déchets malpropre.

Selon les témoignages entendus hier, la situation n'est que partiellement corrigée.

Dans sa plaidoirie, le procureur de la poursuite au dossier, Me Patrice Crevier, a fait remarquer à la cour que la tenue vestimentaire du propriétaire de la compagnie était pour le moins représentative de l'apparence de son commerce.

Le boucher portait un sarreau blanc sale, taché de sang. Il avait également un casque protecteur blanc très sale, un vieux pantalon et des bottes de caoutchouc.

Lors de leur passage à l'épicerie, les inspecteurs ont dû détruire 10 kg de riz infestés par des insectes.

En défense, l'épicier-boucher a précisé qu'il était parfois normal de retrouver des insectes dans des aliments naturels et qu'il les recevait dans cet état dans son commerce.

Au chapitre de la malpropreté, la planche de travail était sale, graisseuse et tachée. Les tamis étaient dans un état de détérioration, la hache à découper la viande était sale et tachée de sang, l'intérieur de la scie à viande était couvert de moisissures noires.

* * *

Par ailleurs, une autre épicerie, le **Marché Dudemaine**, situé au 5080, rue Dudemaine, à Montréal, devra verser une amende de 2000 $ au greffe de la cour après avoir été reconnu coupable de malpropreté, d'avoir eu des souris et des aliments non surélevés du sol d'au moins 10 cm.

Les infractions se sont produites le 18 mars 1993 et, selon les témoignages entendus hier, ce commerce a été vendu depuis.

Les rapports déposés en preuve au tribunal démontre notamment qu'il y avait une souris morte dans la section des charcuteries, ainsi que des excréments de rongeurs. Il y en avait aussi dans l'aire de service, sur le comptoir des fruits à l'avant du magasin.

* * *

Le **Restaurant Venus**, situé au 6206, rue Saint-Hubert, à Montréal, a été condamné à 1600 $ d'amende après avoir été reconnu coupable de malpropreté et d'avoir eu des tables de travail fissurées.

Les infractions remontent au 25 octobre dernier et la situation n'est pas encore complètement corrigée.

Le rapport des fonctionnaires qui a été déposé en preuve précise notamment que l'intérieur des portes des réfrigérateurs était sale et graisseux. Les tablettes métalliques étaient rouillées.

Dans la cuisine, le plancher et les murs étaient sales. De vieilles boîtes de carton sales servaient de contenants pour les aliments, etc.

* * *

Un autre restaurant fermé depuis le moment de l'infraction, situé au 5251, rue Sherbrooke ouest, le **Café Java**, a écopé d'une amende de 1600 $ après avoir été reconnu coupable d'avoir eu des coquerelles en grande quantité et d'avoir offert en vente des aliments périssables conservés à la température de la pièce.

* * *

Le **Café traiteur le Petit Four**, situé au 4177, rue Saint-Denis, a écopé d'une amende de 500 $ après avoir reconnu sa culpabilité à une accusation d'avoir eu des souris le 23 septembre 1993.

Une récente vérification a permis de constater que la situation est corrigée.

* * *

Finalement, un **Bonisoir** situé au 1925, boulevard Henri-Bourassa est, a été reconnu coupable d'avoir offert en vente des pizzas et des pains dont la provenance n'était pas indiquée sur l'emballage.

Les infractions remontent au 30 septembre dernier et la situation était inchangée en décembre.

La cour a imposé une amende de 400 $.

# Pellicules radiantes: le moratoire pourrait être prolongé d'un an

PIERRE GINGRAS

■ Ce n'est vraisemblablement pas avant l'an prochain que le moratoire imposé par Québec sur l'installation de pellicules radiantes sera levé, soit au moment où les «nouveaux» systèmes mis sur le marché répondront aux normes modifiées par l'Association canadienne de normalisation.

Ces standards sont en cours de révision depuis plusieurs semaines à la suite d'une série d'incendies provoqués par des pellicules radiantes déficientes au début de l'hiver, dans plusieurs régions du Québec. Depuis, une batterie de tests est en cours sur ces installations électriques afin de détecter les causes des défaillances, mais ces recherches n'ont donné aucun résultat concluant jusqu'à maintenant.

Pour sa part, la Régie du bâtiment du Québec procèdera d'ici peu à Gatineau et dans la région de Québec, à l'examen de 16 systèmes qui se sont avérés défectueux sans avoir toutefois provoqués d'incendies.

D'après les dernières statistiques publiées par la régie gouvernementale, les pellicules radiantes ont provoqué 26 incendies au Québec depuis novembre 1992, dont plus de la moitié entre le début de décembre dernier et la fin de janvier.

On a aussi relevé 37 autres incidents dans lesquels il s'agissait la plupart du temps de pellicules qui surchauffaient. Tous les produits des fabricants faisant affaire au Québec (Thermaflex, d'Écosse, ESWA de Norvège, et Flexwatt des États-Unis) ont été affectées par une défaillance quelconque jusqu'à maintenant.

L'Association canadienne de normalisation exigera dorénavant que les pellicules ne soient plus sujettes au phénomène de surchauffe. Les nouvelles normes devraient être connues dans les semaines qui viennent. Les fabricants qui voudront dorénavant vendre des pellicules radiantes au Canada devront se soumettre à ces standards. De nouveaux tests seront alors menés sur les «nouvelles» pellicules avant qu'elles ne puissent recevoir le sceau d'approbation de l'ACNOR.

Ce sont les propriétaires qui ont dû payer les frais de débranchement et d'installation d'un nouveau système de chauffage, une facture s'élevant souvent à plusieus milliers de dollars. Plusieurs poursuites contre des entrepreneurs ont d'ailleurs été déposées depuis devant les tribunaux, notamment à la Cour des petites créances.


PIANOS • PIANOS

Bouthillier Musique
ET YOUNG CHANG
ANNONCENT LEUR

VENTE ANNUELLE D'ENTREPÔT

PIANOS NEUFS
1 700$ +
10 mois / 100 $ sans intérêt

PIANO À QUEUE NEUF
5 200$ +
10 mois / 200 $ sans intérêt

- Modèles démonstrateur
- Retour de location
- Classé meilleur achat par Consumers Digest
- Garantie 12 ans du manufacturier

4 JOURS SEULEMENT
5 - 6 - 7 - 8
MAI 1994

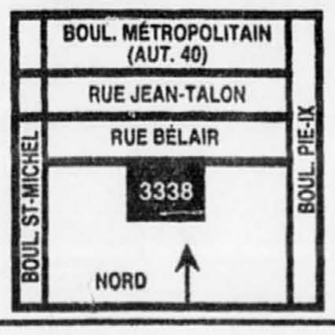
PIANOS D'OCCASION à prix avantageux

- LINDSAY 650$
- LESAGE 1 750$
- AUTOMATIQUE 3 450$
- HEINTZMAN 1 795$
- WILLIS 1 250$
- ROLAND 1 550$
- YAMAHA 3 450$
- BALDWIN 2 250$
- MILTON 950$
- YAMAHA À QUEUE 8 250$
- STEINWAY À QUEUE 12 500$

PIANOS À QUEUE D'OCCASION à partir de
4 350$

Ouvert dimanche 10 h à 16 h

Transport inclus 100 km • Accordement gratuit • Taxes en sus




UN SEUL ENDROIT:
pour la vente d'entrepôt
3338, RUE BÉLAIR, MONTRÉAL
Tél.: 722-8741 - 983-3280

S2090035



Promo • Promo • Promotion

NOTRE PROMOTION PRINTANIÈRE, UN RENDEZ-VOUS À NE PAS MANQUER!

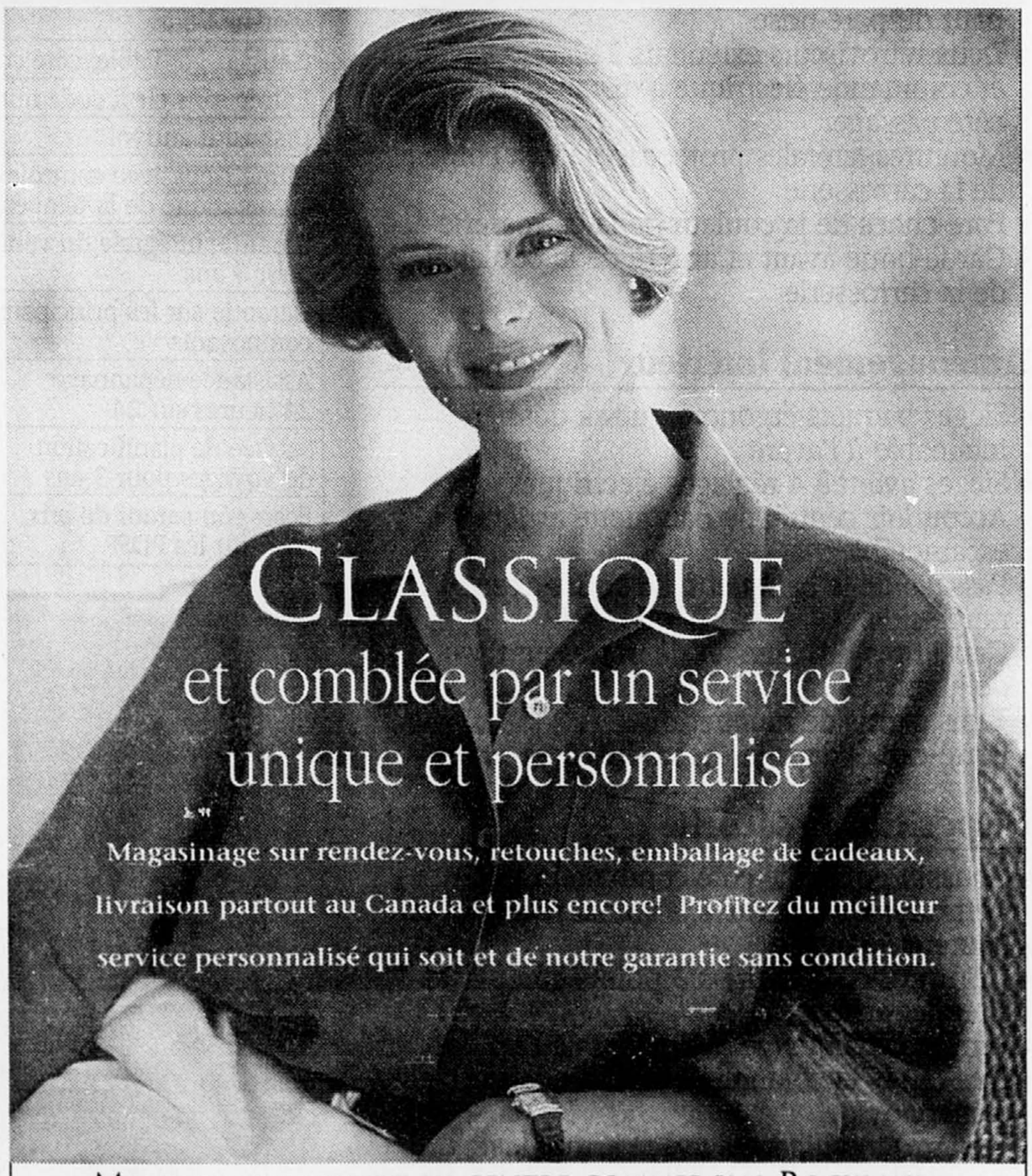
De France:
Buffet 3 portes
Table et 4 chaises
4 950$

S2089134

LA GALERIE ART SELECT INC.
6810, ST-DENIS, MONTRÉAL
273-7088 H2S 2S2

Financement disponible






MAINTENANT OUVERT AU CENTRE COMMERCIAL ROCKLAND.

Talbots
Vêtements et accessoires classiques pour femmes depuis 1947
BOSTON NEW YORK SAN FRANCISCO TORONTO MONTREAL
CENTRE COMMERCIAL ROCKLAND - 2305, CHEMIN ROCKLAND, VILLE MONT-ROYAL
Du lundi au mercredi : de 9 h 30 à 18 h; les jeudi et vendredi : de 9 h 30 à 21 h; le samedi : de 9 h à 17 h; le dimanche : de 12 h à 17 h

# LAVAL

Vous ne pouvez pas vous tromper : bien au nord du Tropique du Cancer, à égale distance du 45e et du 50e parallèle Nord, sur la même latitude qu'Ulaanbaatar en Mongolie et la même longitude que Bogota en Colombie, se trouve Laval.

C'est dans cette ville que Henri Vézina, le magasin de vêtements pour hommes, a décidé de regrouper ses activités, plus précisément au 2520 boulevard Daniel-Johnson. Avec un superbe espace de plus de 2 000 mètres carrés, un grand stationnement gratuit (nous entendons déjà applaudir les clients de notre ancien magasin au centre-ville) et une foule de facilités, le magasin vaut vraiment le déplacement.

Et qui dit grande surface, dit meilleur choix. Et qui dit meilleur choix, dit excellent rapport qualité-prix. Henri Vézina est sur la carte. Suivez la flèche.




HENRI VEZINA

2520, boulevard Daniel-Johnson, Laval 686-6800

# *Rue Clark, des ateliers devenus appartements*

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Le promoteur immobilier intéressé à acheter l'immeuble du 4530 Clark a expliqué hier que les occupants n'avaient aucun droit de loger à cet endroit puisqu'il s'agit d'un bâtiment zoné industriel et commercial.

Mme Diane de Chantal a déclaré hier agir en toute légalité en voulant prendre possession de l'immeuble de huit étages. «J'ai fait une offre d'achat sur la propriété. C'est une reprise de finances. Avant, j'ai pris la peine de vérifier à la Ville de Montréal. On m'a indiqué que c'était bien industriel et commercial», a-t-elle expliqué à *La Presse*.

Pourtant les 25 occupants, pour la plupart des artistes, se considèrent comme locataires. Ils ont alerté les médias sur leur situation, la semaine dernière, de peur d'être expulsés d'ici les prochaines semaines.

Mais, de dire Mme de Chantal, ils ont loué des ateliers puis se sont petit à petit installés illégalement comme s'ils étaient chez eux. Ceux-ci ont décidé d'aller devant la Régie du logement, le 25 mai prochain, pour pouvoir rester dans l'immeuble et, éventuellement, profiter de la conversion «officielle» du bâtiment en résidentiel, conversion qui pourrait être réalisée en décembre prochain.

«Je dois faire respecter les baux. Ce sont des baux commerciaux. 90 p. cent sont déjà expirés. D'ailleurs, ce sont des logements impropres à l'habitation», a signalé de son côté Mme de Chantal, en précisant que l'achat sera chose faite d'ici quelques jours. Le promoteur a dit regretter devoir déplacer les occupants: «Je fais mon travail.»

Mme de Chantal souhaite convertir ultimement le bâtiment en condos. «Je n'ai pas harcelé les occupants. C'est eux qui appellent la police constamment, alors que je n'ai pas besoin de permis pour faire nettoyer au sable. Je les ai rencontrés un à un pour leur expliquer ce qui arrivait et je leur ai demandé à chacun une clé. Il y en a une qui ne voulait pas. J'ai envoyé un serrurier, mais elle l'a renvoyé. J'ai ensuite fait ôter la porte. J'ai agi un peu fort mais j'était tellement choquée.»

# Québec et Ottawa harmonisent leurs normes environnementales dans les pâtes et papier

MICHEL HÉBERT
*de la Presse Canadienne*

*OTTAWA*

■ Québec et Ottawa mettront en place un «guichet unique» qui permettra d'harmoniser l'application des normes environnementales relatives à l'industrie des pâtes et papier.

L'entente a été annoncée et signée à Ottawa par les ministres fédéral et provincial de l'Environnement, Sheila Copps et Pierre Paradis, qui ont tous deux soutenu, hier, que le fédéralisme pouvait être «constructif».

«C'est la première entente canadienne qui va nous permettre d'harmoniser les règlements respectifs du Canada et du Québec en ce qui concerne l'industrie des pâtes et papier», a déclaré le vice-premier ministre. «Nous créons un guichet unique», a-t-elle insisté.

Après des semaines de chamaillages dans les dossiers de la main-d'oeuvre, du collège militaire de Saint-Jean et de la révision de la loi sur les brevets pharmaceutiques, Québec et Ottawa ont finalement enterré la hache de guerre.

«On peut trouver des réponses créatives aux besoins du Canada et aux besoins du Québec, ça démontre que le fédéralisme, ça marche», a affirmé Mme Copps.

Son homologue Pierre Paradis a également souligné que cette entente prouve que le fédéralisme peut être «constructif et rentable pour l'ensemble des Québécois et des Canadiens».

«Cette entente, a-t-il poursuivi, reconnaît le gouvernement du Québec comme interlocuteur unique auprès des fabriques de pâtes et papier et établit des modalités d'échanges d'informations et d'application de la réglementation fédérale sur le territoire québécois».

Pour le ministre fédéral, ce pacte environnemental avec le Québec démontre que son gouvernement n'a pas fait de promesses en l'air au cours de la campagne électorale de 1993.

«Cette première initiative, a-t-elle expliqué, concrétise l'engagement que nous avions pris de réduire au minimum les dédoublements et les chevauchements entre les deux paliers de gouvernement et traduire certainement l'expression d'un fédéralisme constructif.»

Il y a deux semaines, Ottawa et Québec concluaient une entente portant sur la dépollution du fleuve Saint-Laurent.

Longuement espérée par l'industrie des pâtes et papier, l'entente éliminera les chevauchements et les tracasseries administratives dont se plaignaient les industriels, du fait de la double réglementation.

Des ententes similaires seront bientôt conclues avec la Colombie-Britannique, l'Ontario, la Saskatchewan et le Manitoba. L'entente sera signée avec les provinces maritimes d'ici la fin du mois.

Ces ententes s'étendront jusqu'au premier janvier 1996 et seront par la suite revues dans le cadre de «l'harmonisation globale des interventions fédérales-provinciales» que pilote actuellement le ministre des Affaires intergouvernementales, Marcel Massé.

Les ministres ont indiqué hier que leur gouvernement réduiront non seulement les chevauchements mais couperont de moitié les coûts d'application des normes environnementales applicables aux usines de pâtes et papier.

Au lieu de 3,2 millions de dollars par année, la note sera réduite à 1,6 million et sera partagée par le biais «d'arrangements amicaux», a souligné le ministre Paradis.

Les bureaux régionaux du ministère de l'Environnement seront responsables de l'application des normes environnementales fédérales. Par contre, Ottawa gardera un oeil sur ce que font les fonctionnaires québécois en ayant accès aux banques de données du ministère québécois de l'Environnement.

Ottawa pourra ainsi vérifier si les compagnies respectent les règlements relatifs aux rejets de contaminants dans l'eau, dans l'air et dans le sol. De concert avec Québec, Ottawa pourra ensuite décider si des poursuites judiciaires seront intentées contre les contrevenants.

# L'Université de Montréal refuse un débat public sur les avantages pécuniaires de la direction

GILLES PAQUIN

■ Le chancelier de l'Université de Montréal, André Bisson, a refusé hier d'engager un débat public avec les étudiants sur les nombreux avantages pécuniaires consentis à la direction de l'institution.

La politique de l'université est de communiquer directement avec ses interlocuteurs, elle ne croit pas bénéfique de transiger avec eux par l'intermédiaire des médias, écrit M. Bisson dans un communiqué.

Selon lui, le recteur René Simard a invité les associations étudiantes et les syndicats à le rencontrer dans les prochains jours. Il entend leur donner toutes les explications pertinentes.

Les deux hommes réagissaient ainsi aux critiques formulées récemment à leur endroit par la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal et l'Association générale des étudiants de la Faculté de l'éducation permanente.

S'appuyant sur des données obtenues en vertu de la Loi d'accès à l'information, les deux associations étudiantes s'interrogeaient sur le fait que l'université accorde une foule d'avantages pécuniaires à la direction, alors que toutes les facultés vivent dans un contexte budgétaire très serré.

### Cotisations à deux clubs privés

Les étudiants citaient en exemple l'octroi d'une voiture et d'un chauffeur au recteur Simard, le paiement de ses cotisations annuelles de 2775 $ dans deux clubs privés et le service d'un conseiller financier (5000 $ par année).

L'ancien recteur, Gilles Cloutier, a pour sa part reçu des avantages d'une valeur de de plus de 32 000 $, tandis que son prédécesseur, Paul Lacoste, a touché deux fois plus et a bénéficié de l'usage gratuit d'une voiture Chrysler.

Les organismes étudiants notent également que les salaires des cadres supérieurs de l'Université de Montréal ont fait un bond de 75 p. cent au cours des dix dernieres années, alors que l'inflation a augmenté de 45 p. cent. La rémunération de base des doyens, vice-doyens et directeurs de facultés oscillait entre 70 000 $ et 90 000 $ en 1993, mais ils ont tous droit à des primes généreuses.

Sans nier ces chiffres, le chancelier a affirmé hier que les traitements des cadres de l'Université sont soumis aux règles qui s'appliquent aux divers personnels à l'emploi de l'institution, c'est-à-dire au gel des salaires décrété par le gouvernement.

L'université compte plus de 6000 employés et dispense son enseignement à plus de 50 000 étudiants, dont 10 000 aux études supérieures. Son budget annuel approche les 500 millions de dollars. Elle doit soutenir la concurrence avec les autres grandes institutions et en tenir compte pour recruter son personnel de conclure le chancelier.


VOUS PENSEZ RÉNOVER VOTRE MAISON ET VOUS AVEZ DE BONNES IDÉES

VISUALISEZ LE RÉSULTAT FINAL AVANT MÊME L'ARRIVÉE DES OUVRIERS!

N'attendez pas la fin des travaux pour vérifier la pertinence de vos idées. Dites-nous quelles sont les rénovations que vous pensez entreprendre et nous produirons une photo de votre maison tout comme si elle était déjà rénovée !

Infografite 383-1772

INFO CANCER

Région de Montréal 522-6237

Extérieur de Montréal 1-800-361-4212

Fondation québécoise du cancer

Extension de mémoire gratuite

Pour une période limitée et en exclusivité chez COMPUCENTRE, achetez l'étonnante imprimante compacte KX-P4400 de Panasonic et recevez une EXTENSION DE MÉMOIRE DE 1 MO GRATUITEMENT.

d'une valeur de 149,00 $

Imprimante compacte de qualité laser

Seulement 688 $

L'extraordinaire imprimante à diodes Panasonic constitue le choix ultime au chapitre du rendement et de la valeur.

Bien que compact, le modèle KX-P4400 assure des imprimés dont la qualité se compare avantageusement à celle des pages tirées sur des imprimantes à laser plus imposantes, et ce, à une fraction seulement du coût.

Panasonic

- S'installe partout - ne mesure que 127 mm sur 294 mm (5 po sur 12 po)
- Ultra-silencieuse et HP(MD) compatible
- Haute définition de 300 points au pouce à 4 pages à la minute
- Garantie de cinq ans sur la tête d'impression à diodes

COMPUCENTRE®

"Depuis 1976" 60 magasins à travers le Canada

RÉGION DE MONTRÉAL
• Galeries D'Anjou • Carrefour Laval • Mall Champlain • Place Vertu • Centre Fairview • Place Bourassa • Place Alexis-Nihon • Place Rosemère • Place Bonaventure • Centre Rockland • Promenades St-Bruno

VILLE DE QUÉBEC
• Galeries de la Capitale • Place Laurier • Place Fleur de Lys

CHICOUTIMI
• Place du Royaume

SHERBROOKE
• Carrefour de l'Estrie

SOREL
• Promenades de Sorel

DRUMMONDVILLE
• Promenades Drummondville

COMPUCENTRE est une marque déposée de Les Enterprises Hartco Inc.

LE CUIR NIKO INTERNATIONAL

SPÉCIAL POUR LA FÊTE DES MÈRES

Cuir de première qualité
Mode européenne
Promenades Hudson
3187J, boul. Harwood, Vaudreuil
424-9250

VENTE DE LIQUIDATION

ÉCONOMISEZ DE 50 à 70%
sur nouvelle collection du printemps

MANTEAUX
Cour. 700 $
Spécial 199$

CURE-SANTÉ
• Repos • Perte de poids
• Abandon de la cigarette
• Massage
• Enveloppement d'algues
• Irrigation du côlon
• Jeûne intégral et cure aux jus
AUBERGE SANTÉ DU LAC BROME
CANTONS DE L'EST (514) 242-1567

Meubles en fer forgé
lit, chaises, tables, etc.
Aussi conseil et aménagement d'espace
Pelli Design
272-9459
Outremont
Residentiel et commercial

Avis public

Ville de Montréal

**Commission de la culture et du développement communautaire**

La Commission de la culture et du développement communautaire tiendra une assemblée publique sur les thèmes suivants:

— délibérations et adoption des recommandations suite à la consultation publique sur l'énoncé d'orientation en développement communautaire intitulé: *«Le développement communautaire au coeur du développement social de Montréal».*
— délibérations et adoption du rapport sur le Bilan des activités 1993-1994 et programme d'activités 1994-1995 de la Commission.

Cette assemblée se tiendra le:

**mercredi 11 mai 1994**
**à 19 heures**
**à la salle du conseil**
**275, rue Notre-Dame Est.**

Une période de question réservée au public est prévue lors de cette assemblée.

Montréal, le 27 avril 1994

Le greffier,
LÉON LABERGE

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

DROGUES : COMPRENDRE ET INTERVENIR

CERTIFICAT EN TOXICOMANIES : PRÉVENTION ET RÉADAPTATION
OFFERT LE SOIR

Découvrez les effets biologiques et les composantes psychosociales de l'usage de l'alcool et des drogues. Améliorez la qualité de vos interventions pour une meilleure réadaptation des toxicomanes et découvrez des stratégies préventives en toxicomanies.

Trois certificats vous conduisent à un baccalauréat.

DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1994

Demandez la brochure sur les certificats offerts

RENSEIGNEMENTS :
Faculté de l'éducation permanente
3744, rue Jean-Brillant, 3e étage
Métro Côte-des-Neiges
Montréal : (514) 343-6090
Extérieur : 1 800 363-8876

LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

J'en achète ! C'EST SÛR !

EN VENTE DU 24 MAI AU 1er JUIN 1994

INFORMATIONS : 1 800 463-5229 ou (418) 528-1200

Québec

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

# Le prix qu'il vous faut...
## et encore moins!

Le plus important réseau de concessionnaires au Québec veut vous offrir, chaque jour, un maximum de valeur à un prix minimum.

GM PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR

## Firefly 3 portes 1994
# 169$*/mois
## pour 36 mois

Louez une Firefly et obtenez le 1er mois gratuit!

- Très grande économie d'essence
  5,4 l/100km en ville (52 mi/gal)
  4,3 l/100km sur la grande route (66 mi/gal)▲
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Servo-freins
- Siège arrière à dossier rabattable
- Volant auto-basculant
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Désembueur de lunette arrière

Elle vous offre ce qu'il vous faut!

GENERAL MOTORS GARANTIE TOTAL[MD] 3 ANS / 60 000 km - SANS FRANCHISE**

GM Assistance ROUTIÈRE 24 HEURES†

## Les vraies bonnes affaires, c'est chez nous!

PONTIAC BUICK GMC GM

Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1994 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Le prix des concessionnaires peut varier. *Prix basé sur un bail de 36 mois, avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 280 $, transport et préparation inclus. Premier paiement gratuit. Dépôt remboursable de 300$ exigé. Taxes en sus. Kilométrage limité à 72 000 km. Le coût du kilométrage excédentaire est de 5¢ par kilomètre. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. **Selon la première éventualité. Tous les véhicules neufs Pontiac 1994 sont couverts par la garantie GM TOTAL[mc]. ▲D'après le guide de consommation de carburant de 1994 de Transport Canada. †L'Assistance routière est offerte sur les modèles GM 1994. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité.

# Le massacre de l'Assemblée nationale: il y a dix ans déjà

**NORMAN DELISLE**
*de la Presse Canadienne*
*QUÉBEC*

■ Par une belle matinée ensoleillée, en ce 8 mai 1984, il y a dix ans, l'Assemblée nationale du Québec était la cible du plus sanglant attentat de son histoire: un militaire lourdement armé forçait l'entrée et se précipitait au Salon bleu, semant la mort et la désolation.

Lorsque la police s'empara du meurtrier, quatre heures plus tard, on comptait trois morts et 13 blessés, toutes victimes des balles du caporal Denis Lortie, des Forces armées canadiennes.

En cette belle journée de printemps hâtif, la sécurité était pratiquement inexistante à chacune des six portes de l'édifice parlementaire. En dépit de manifestations nombreuses qui avaient régulièrement cours sur la colline parlementaire, on n'avait jamais déploré d'incidents sérieux au parlement de Québec. Aussi, seule une préposée à l'accueil était en poste à chaque entrée de l'édifice.

La veille, le lundi 7 mai, le caporal Denis Lortie s'était joint à un groupe de touristes pour effectuer une visite guidée de l'Assemblée nationale, afin de se familiariser avec les lieux.

Puis, dès neuf heures le lendemain matin, Lortie revêt une tenue militaire et se présente dans une station locale de radio pour y déposer une enveloppe contenant une cassette pré-enregistrée expliquant le geste qu'il se prépare à poser.

Lortie se dirige ensuite vers la Citadelle de Québec où il tire une rafale. Puis à 9 h 40, il se présente, mitraillette sous le bras, à la porte sud du parlement. En le voyant, la préposée à l'accueil, Jacinthe Richard, se précipite sur le téléphone d'urgence mis à sa disposition, mais elle a à peine le temps de lancer l'alerte: une balle la transperce au niveau du thorax.

Mme Richard survivra à cette terrible épreuve. Son décès a été annoncé par erreur en avant-midi mais la nouvelle a été démentie par l'hôpital une heure plus tard.

### À la mitraillette

Après avoir atteint Mme Richard, Lortie longe le corridor en aspergeant de rafales les portes des bureaux.

L'une des balles tue un des messagers de l'Assemblée nationale, Camille Lepage.

Le militaire se précipite vers le Salon bleu où il entre en poursuivant son mitraillage. Deux autres messagers, Georges Boyer et Roger Lefrançois, sont tués tandis que 13 autres personnes sont blessées à divers degrés. Il est 9 h 50.

Lortie croyait arriver à temps pour abattre les membres du gouvernement. Certains d'entre eux devaient y siéger en comité plénier, à compter de dix heures. Il était arrivé dix minutes trop tôt.

Hagard, les yeux vides, Lortie s'assied alors sur le trône du président de l'Assemblée nationale. Terrorisés, la vingtaine d'employés affectés à préparer la salle avant la session parlementaire se dissimulent tant bien que mal entre les pupitres.

Constatant qu'il était filmé par une caméra télécommandée qui sert habituellement à enregistrer les débats de la Chambre, Lortie tente de démolir cet appareil par de multiples rafales de mitraillette.

À dix heures, le sergent d'armes, René Jalbert, se présente sur les lieux. Avec un sang-froid remarquable, il convainc Lortie de l'accompagner dans son bureau situé à proximité, ce qui permettra aux services d'urgence d'évacuer les blessés du Salon bleu.

Après quatre heures de négociations, le sergent d'armes Jalbert, qui a impressionné Lortie parce qu'il est lui-même un ancien militaire, amène le tireur à se rendre.

Lortie accepte, en autant qu'il puisse le faire entre les mains de policiers militaires.

À 14 h 22, le suspect se rend.

Lors d'un premier procès tenu devant le juge Ivan Migneault, Lortie a été condamné à la prison à vie pour le triple meurtre.

Mais la Cour d'appel a annulé ce procès, en septembre 1986, à cause des recommandations que le juge Migneault avait formulées à l'endroit du jury lors du premier procès.

Lors du second procès tenu en 1987, Lortie sera condamné à la prison à vie mais avec possibilité de libération conditionnelle au bout de dix ans.

La Commission des libérations conditionnelles a refusé, il y a trois semaines, la demande que Lortie a formulée pour être élargi de façon permanente.

Tout au plus a-t-il reçu la permission pour une sortie mensuelle de 72 heures, assortie de l'interdiction de revoir son exconjointe, de consommer de l'alcool ou de se retrouver à proximité de l'Assemblée nationale.

La décision sera révisée en 1995.

Au parlement, des mesures de sécurité très strictes ont été mises en place pour éviter la répétition d'incidents du genre. Tous les visiteurs doivent montrer patte blanche à l'entrée. Ces mesures coûtent 1,9 million de dollars par année.

**Une image qui a fait le tour du monde: le sergent d'armes René Jalbert mate le caporal Lortie par son calme et le convainc de se rendre, après quatre heures de négociation.**

LA DÉPRESSION : SACHEZ LA RECONNAÎTRE

SIGNES DE DÉPRESSION
- ☐ Vous sentez-vous triste, irritable?
- ☐ Manquez-vous d'intérêt, de plaisir dans vos activités préférées?
- ☐ Gagnez-vous ou perdez-vous du poids, de l'appétit?
- ☐ Observez-vous des changements dans vos habitudes de sommeil?
- ☐ Vous sentez-vous coupable, inutile, désemparé(e)?
- ☐ Avez-vous de la difficulté à vous concentrer, à mémoriser, à prendre des décisions?
- ☐ Êtes-vous en perte d'énergie, êtes-vous épuisé(e)?
- ☐ Êtes-vous nerveux(se) et diminuez-vous vos activités?
- ☐ Vous plaignez-vous de douleurs qui ne s'expliquent pas médicalement?
- ☐ Avez-vous des pensées morbides ou suicidaires?

Si les signes énumérés ci-contre vous semblent familiers, tenez-en compte. Si vous ou quelqu'un de votre entourage présentez plusieurs de ces signes pendant plus de deux semaines, vous souffrez peut-être de dépression. C'est une maladie que l'on peut traiter efficacement. Quatre personnes sur cinq qui obtiennent de l'aide en guérissent.

Renseignez-vous sur la dépression dès aujourd'hui.

Pour obtenir une brochure gratuite sur la dépression, téléphonez au

1-800-268-0999

Échec à la dépression: DU RENFORT!

L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION

COURS D'ANGLAIS INTENSIF

DATE: 9 semaines, du 20 juin au 19 août, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 15 h 30.

DROITS: 1 430 $ citoyens canadiens et résidents permanents, 1 700 $ étudiants étrangers.

Présentez-vous au département de langues et de traduction, salle 214, pavillon de la bibliothèque Redpath, entre 9 h et 17 h pour déterminer la date du test de classement et pour effectuer le versement des droits par chèque visé, mandat ou Visa/MasterCard. Ceci est un programme contingenté.

N.B. Les droits de scolarité sont déductibles d'impôt.

McGill Centre d'éducation permanente
L'endroit parfait pour vous perfectionner.

S2093390

ALCOOL DROGUE

SI C'EST UN PROBLÈME DANS TA VIE, JE SUIS PRÊT À T'AIDER.
PAUL AQUIN
ET SON PERSONNEL
(514) 229-3426
TÉLÉCOPIEUR
229-7882

C0002 - 330

DEPUIS 1978

PAVILLON GRAND ÉLAN
4171, RUE ROLLAND, C.P. 119 MONT-ROLLAND (QUÉBEC) J0R 1G0
IL Y A UN SEUL ET UNIQUE PAVILLON GRAND ÉLAN À MONT-ROLLAND

LE GOÛT D'UNE GRANDE BIÈRE.

# La veuve d'une victime : « Je voudrais pardonner, mais c'est plus facile à dire qu'à faire »

**ROBERT LAFLAMME**
*de la Presse Canadienne*

*QUÉBEC*

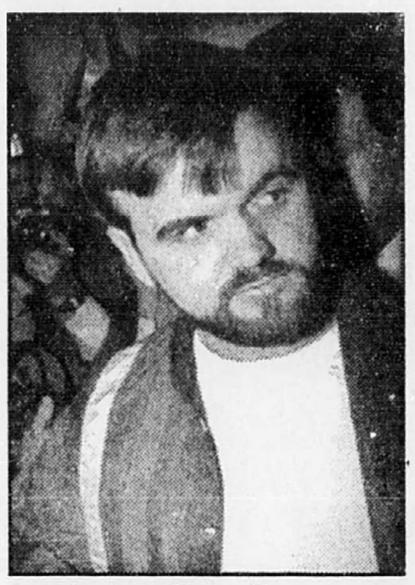
■ « C'est comme si c'était arrivé hier. Depuis dix ans, il n'y a pas une journée que je n'y pense pas... »

Mme Hélène Lefrançois-Côté porte encore le deuil de son mari, M. Roger Lefrançois, un ancien employé au bureau du directeur général des élections, qui a été tué à l'Assemblée nationale dans la matinée du 8 mai 1984, lors de l'irruption meurtrière d'un ex-caporal de l'armée, Denis Lortie, au parlement.

MM. Georges Boyer et Camille Lepage, deux messagers de l'Assemblée nationale, étaient également tombés sous les balles du militaire déchaîné. Demeurant à Beauport, en banlieue de Québec, Mme Lefrançois-Côté a fait part de ses sentiments à l'occasion du 10e anniversaire de cet événement tragique.

« Le drame que je vis est dur à expliquer, souligne-t-elle, la voix empreinte d'émotion. C'est comme un film sans fin qui me hante continuellement. Je suis incapable d'oublier.

« Depuis février dernier, c'est plus fort, ajoute-t-elle. Ce sera encore le cas pendant quelques semaines. La mort est une chose terrible, mais c'est pire de la façon dont elle a frappé il y a dix ans. »



**Lortie bénéficie d'une sortie sans surveillance de 72 heures par mois, « malheureusement », clame Mme Lefrançois-Côté.**

Le triste anniversaire de la tragédie est un sujet tabou qu'on a voulu éviter la semaine dernière sur la colline parlementaire, par respect pour les familles des victimes et les 13 personnes qui ont été blessées.

Au bureau du président de l'Assemblée nationale, on était peu loquace. On ne voulait surtout pas publiciser la journée « portes ouvertes » au public qui coïncide (pur hasard, soutient-on) avec le dixième anniversaire. On a envisagé d'annuler l'activité, mais on juge qu'on aurait été blâmé autant par la population.

### Souffrance palpable

« Le président de l'Assemblée nationale (Jean-Pierre Saintonge) ne veut pas qu'on mette l'accent sur cet anniversaire qui n'en est pas un. On a tourné la page », a déclaré un porte-parole. Mais la souffrance morale est encore palpable pour ceux et celles que le malheur a frappés.

« On en parle peu en famille, même si ça arrive parfois », mentionne Mme Lefrançois-Côté qui n'a pas discuté au cours de la dernière décennie avec les membres des autres familles frappées par le malheur. « On refoule tout à l'intérieur de nous. Personnellement, ça me fait davantage de bien d'en parler avec des gens de l'extérieur de la famille. »

« Heureusement que j'ai reçu le soutien de mes quatre enfants, parce que je ne serais pas passée au travers. Sans eux, je ne vous parlerais pas aujourd'hui, explique-t-elle. Je crois énormément au destin. Je m'y accroche. Je crois également au bon Dieu. »

### Un soulagement

Mme Lefrançois-Côté a été soulagée, récemment, quand on a refusé à Denis Lortie la libération conditionnelle totale à laquelle il aurait été admissible à partir du 8 mai. « Je ne voudrais pas rencontrer cette homme-là dans les rues de Québec. »

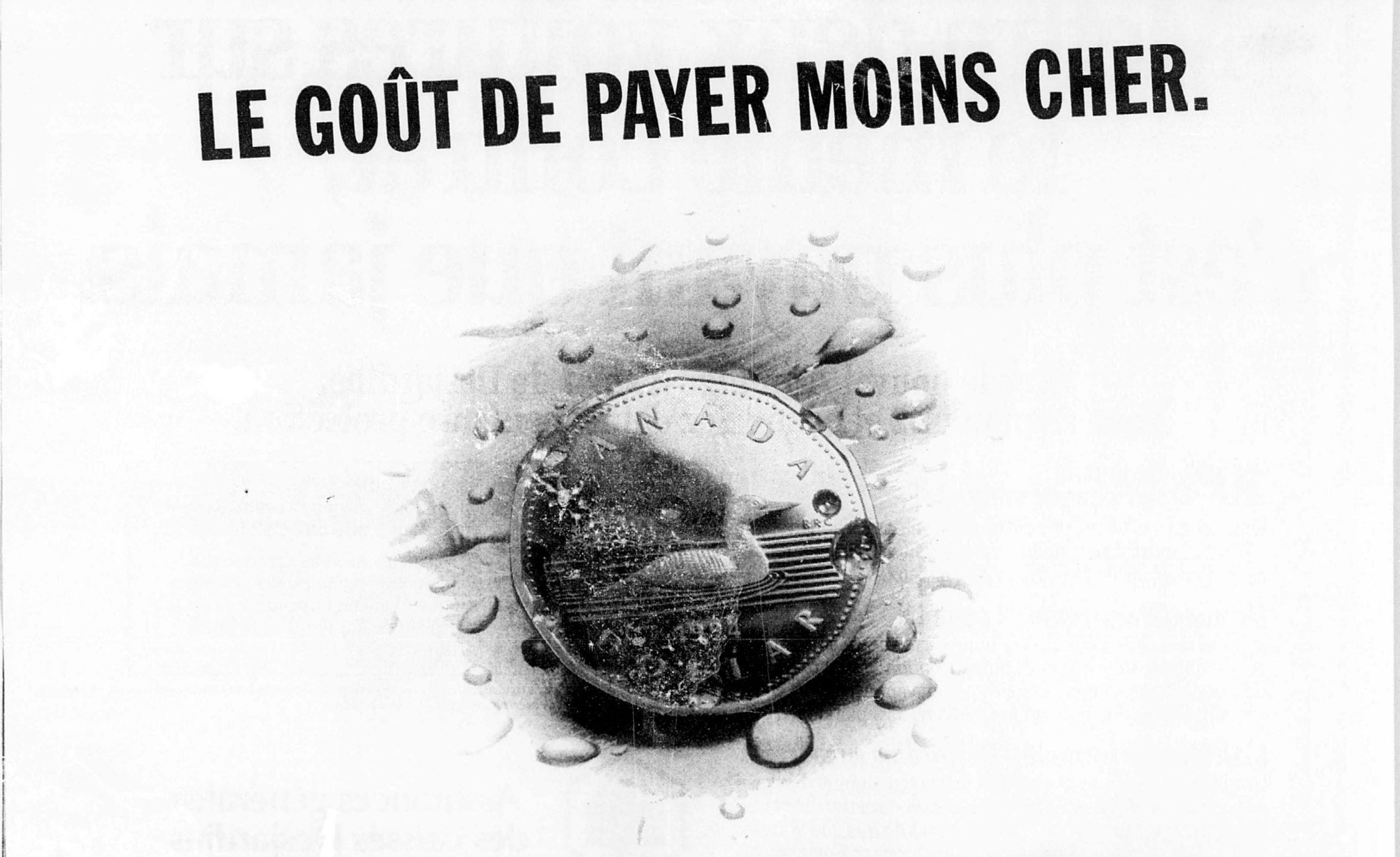
Elle sait toutefois que Lortie bénéficie d'une sortie sans surveillance de 72 heures par mois depuis deux ans. « Oui, malheureusement », répond-t-elle en soupirant.

La dame âgée de 63 ans n'a pas pardonné complètement au meurtrier, même si elle conserve beaucoup moins de rancoeur à son endroit après une dizaine d'années.

« J'ai modifié mon attitude après l'attentat dont a été victime le pape il y a plusieurs années. Le pape a pardonné à son agresseur. Je voudrais en faire autant, mais c'est plus facile à dire qu'à faire. »

La famille n'a rien fait de spécial pour souligner le triste événement, parce que trop de choses lui rappellent de mauvais souvenirs actuellement. Mme Lefrançois-Côté, qui est aux prises avec de sérieux problèmes de santé, désire visiter l'Assemblée nationale, plus tard cette année, pour conjurer le drame.

« Ça fait longtemps que je mûris le projet, admet-elle. J'ai dû abandonner mon emploi, à l'époque, parce que j'étais affectée psychologiquement à l'idée de passer en face du parlement à tous les jours. Je souhaite qu'en me rendant sur place, ça m'aidera à surmonter l'épreuve. »



# Mettre deux voitures sur le même contrat, c'est plus payant que jamais.

**Avec le nouvel *Avantage 2 sur 1* de Desjardins, vous économisez et bénéficiez d'une meilleure protection.**

## 10 % de rabais sur chaque vénicule !

En assurant sur un même contrat deux véhicules appartenant à l'un ou l'autre des conjoints, vous bénéficiez automatiquement d'un rabais de 10 %* sur chacun d'eux.

## *L'option Bonne route* : 2 pour 1 !

En vous prévalant de *l'option Bonne route* sur un véhicule, vous l'obtenez sans frais sur l'autre. *L'option Bonne route*, cinq protections complémentaires à toute épreuve pour votre assurance auto, d'une valeur moyenne de 55 $ par année.

## *L'Assistance juridique Desjardins* sans frais !

*L'Assistance juridique Desjardins*, un service unique d'information téléphonique sans frais, vous permet de parler directement à un spécialiste (avocat ou notaire) autant de fois que vous le voulez. Par exemple, vous pouvez obtenir des renseignements de base d'ordre juridique concernant vos activités entourant la propriété ou l'usage de votre habitation ou de votre automobile.

Pour obtenir une soumission gratuite :
- Communiquez avec un agent directement à votre caisse
- Joignez-nous par téléphone au **1 800 567-2423.**

Si Desjardins assure déjà vos deux voitures sur le même contrat, vous profiterez automatiquement de ces privilèges lors de votre prochain renouvellement. Cependant, si vous ne vous êtes pas encore prévalu de *l'option Bonne route*, communiquez avec votre agent.

*Dans le cas où le nombre de conducteurs excède celui des véhicules, ainsi que dans certains autres cas, Desjardins vous offre 5 % de rabais sur chacun des deux véhicules.

**Assurances générales des caisses Desjardins**

Des conditions d'admissibilité s'appliquent et certaines garanties sont assujetties à des limitations et à des exclusions. Seules les polices d'assurances peuvent servir à trancher les questions d'ordre juridique.

**Desjardins** L'incroyable force de la coopération.

# Les commissions scolaires outrées d'avoir été exclues de la table sur la décentralisation

*Presse Canadienne*
*QUÉBEC*

■ La présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Diane Drouin, a été outrée d'apprendre, jeudi, de la bouche du premier ministre Daniel Johnson, l'exclusion du monde scolaire de la nouvelle table Québec-municipalités sur la décentralisation.

Elle s'est aussi vigoureusement élevée contre certains propos d'élus municipaux — dont la mairesse de Siliery et candidate libérale dans la circonscription de Jean-Talon, Margaret Delisle —, qui ont laissé entendre à l'ouverture du congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) que les gouvernements municipaux rêvaient d'avoir leur mot à dire dans l'administration des équipements scolaires et gouvernementaux sur leur territoire.

«Comment expliquer un tel virage qui nous ramènerait 30 ans en arrière, a déclaré Mme Drouin, en faisant administrer les écoles par 1600 municipalités alors que 137 commissions scolaires ont toute l'expertise pour répondre adéquatement aux besoins des populations locales.»

Mme Drouin a rappelé qu'effectivement, dans son document sur la décentralisation rendu public en janvier, l'UMQ a elle-même affirmé que les municipalités n'avaient pas du tout l'intention de s'immiscer dans la gestion des commissions scolaires.

La FCSQ est ouverte aux discussions sur la décentralisation avec le gouvernement du Québec et les municipalités mais elle s'objectera vigoureusement à toute discussion sur un nouveau partage de responsabilités et une refonte de la fiscalité auquelle elle ne participera pas à part entière.

«Jamais au grand jamais, a soutenu Mme Drouin, je ne marchanderai les droits des commissions scolaires.»

Au moment où on assiste à un rapprochement entre l'UMQ et la FCSQ, Mme Drouin a tenu à signaler au premier ministre Johnson et à certains élus municipaux «que ce n'est pas en braquant l'une contre l'autre commission scolaire et municipalité qu'on arrivera à harmoniser les rôles de chacun».

Aux élus municipaux qui aimeraient bien s'immiscer dans l'administration des établissements scolaires, Mme Drouin a clairement indiqué qu'ils la trouveraient sur leur chemin s'ils s'avisaient d'aller de l'avant dans leurs prétentions.

«Ces déclarations sont d'autant plus étonnantes, a-t-elle affirmé, que la FCSQ et l'UMQ ont demandé récemment à M. Johnson de mettre en place une table de discussion justement en vue d'examiner les avenues possibles de décentralisation dans le respect des compétences des commissions scolaires et des municipalités.»

En plus de demander au premier ministre de rétablir la situation dans ce dossier, Mme Drouin a exigé que le ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon, «lui-même ex-président d'une commission scolaire», se porte vigoureusement à la défense des administrations scolaires locales.

# L'UMQ met sur pied un centre informatisé pour contrer les revendications syndicales

**PIERRE APRIL**
*de la Presse Canadienne*
*QUÉBEC*

■ Le monde municipal s'est armé pour faire face aux revendications de ses syndicats et contrer les augmentations de leur masse salariale.

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) a même mis sur pied en août 1993 le Centre de ressources municipales en relations de travail et ressources humaines (le CRM).

Ce centre informatisé, dont le siège social est situé à Montréal, coûtera 600 000$ annuellement.

Pour une municipalité abonnée, la facture est de 1150$ par unité d'accrédition avec un maximum de 5750$ par année quelle que soit sa taille.

L'objectif avoué des municipalités qui se joindront volontairement au réseau «créé par et pour le monde municipal», même s'il n'est pas crié sur les toits, est de faire en sorte d'armer les administrations locales, «conscientes que les syndicats jouissent de ressources, d'un soutien et d'une stratégie provinciale dépassant largement les moyens locaux actuels».

Dans une intervention devant environ 400 collègues lors du 75e Congrès de l'UMQ, qui se déroule présentement dans la Capitale, le président de l'organisme, Ulric Blackburn, a été très clair dans son appel aux élus municipaux quant aux objectifs du CRM.

«Il vise à rompre l'isolement des municipalités par la concertation et le développement des stratégies patronales de négociation», a-t-il souligné.

### Relations de travail

Pour M. Blackburn, «ce nouvel outil de relations de travail servira à identifier des tendances et stratégies syndicales et à assurer à nos membres la mise à jour des données sur les conventions collectives et la jurisprudence pertinente au milieu municipal».

Le président de l'UMQ a recommandé aux élus municipaux d'investir dans ce service. «Une adhésion au CRM est sans contredit un investissement rentable, a-t-il dit, un investissement qui permettra de réaliser des économies substantielles auxquelles s'ajouteront des gains considérables lors des prochaines négociations.»

Même si le discours et les interventions des élus entendus dans les ateliers du Congrès, hier, peuvent donner l'impression que les municipalités souhaitent s'unir pour mater les syndicats, le maire de Mistassini, Jean-Marc Gendron, un ardent promoteur du système, a tenté, au cours d'une entrevue, de se faire plus ou moins rassurant.

«Ce que l'on recherche, essentiellement, a-t-il expliqué, c'est de devenir plus performant en terme de négociations collectives. Ce n'est pas anti-syndical, loin de là, c'est plutôt pro-patronal, pour se donner une véritable organisation qui nous permette d'établir un véritable rapport de force aux tables de négociation.»

Actuellement, les salaires payés par les municipalités sont dans certains cas 25 pour cent plus élevés que ceux versés par des entreprises équivalentes dans le secteur privé.

### Situation anormale

Cette situation est devenue anormale, selon les élus municipaux, du fait que l'escalade est presque incontrôlable sans une véritable concertation du milieu.

Les municipalités veulent surtout éviter que «le plafond atteint dans une municipalité devienne le plancher de la prochaine négociation quelle que soit la ville ou la région où elle se tiendra».

«Il faut être capable de dégager des orientations en termes stratégiques du côté syndical, a expliqué M. Gendron, pour que nous puissions sur notre propre terrain établir les nôtres.»

La collecte systématique d'informations statégiques va jusqu'à tenter de prévoir les gains que les syndicats pourraient réaliser au chapitre des arbitrages de griefs.

Les municipalités veulent être prêtes «lorsque la fin de l'application de la Loi 102 — qui prolonge pour deux ans les conventions collectives et permet de récupérer un pour cent de la masse salariale — sonnera le début de la récréation pour les syndicats».


HYPERTENSION
Centre de recherche
Hôtel-Dieu de Montréal
recrute:
HOMMES/FEMMES
entre 21 et 70 ans
Étude: Évaluation d'un nouveau médicament dans le traitement de l'hypertension artérielle.
Durée: 12 semaines
L'étude se fera en accord avec votre médecin traitant.
Contacter: Martine BOUCHARD au:
(514) 843-2903 entre 8 h et 16 h du lundi au jeudi
S20925O2

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente
UNE EXPERTISE POUR PROGRESSER DANS VOTRE CARRIÈRE
CERTIFICAT DE CRIMINOLOGIE
Découvrez les moyens d'action éprouvés pour traiter la question criminelle par une approche rigoureuse.
Un ensemble de connaissances théoriques et pratiques qui vous permettront de développer des programmes de prévention adaptés, de vous familiariser avec l'éventail des agences de contrôle du crime et de vous initier à l'intervention en situation de crise. Une instrumentation qui se révèle un atout essentiel dans votre plan de carrière.
DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1994
Demandez la brochure sur les certificats offerts
RENSEIGNEMENTS :
Faculté de l'éducation permanente
3744, rue Jean-Brillant, 3e étage
Métro Côte-des-Neiges
(514) 343-6090
1 800 363-8876
LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

LIQUIDATION
Les 5, 6, 7 et 8 mai
Jeans Jeans Jeans
(recyclés - lavés - repassés - sans -tache)
Jeudi et vendredi de 9 h à 21 h
Samedi et dimanche de 9 h à 17 h
6,49$ 9,99$
Marques de jeans "designer" pour femmes, hommes et enfants
147, boul. Hymus
Entre boulevard des Sources et boulevard Saint-Jean
Visa et MasterCard 20 $ et plus
Vente de liquidation de déménagement.
2068307 - 427

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente
RENDEZ VOS COMMUNICATIONS EFFICACES
CERTIFICAT DE RÉDACTION
Avec ce certificat développez la maîtrise de l'expression écrite par un style clair, personnel et varié qui donne à vos divers types de textes toute la portée voulue.
Trois certificats vous conduisent à un baccalauréat.
DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1994
Demandez la brochure sur les certificats offerts.
RENSEIGNEMENTS :
3744, rue Jean-Brillant
3e étage
(514) 343-6090
1 800 363-8876
LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

André Lalonde Sports
VÉLO
OFFRES
TOUT ÉQUIPÉ
Tous nos vélos adulte CONTI incluent 50 $ d'accessoires ou vêtements à votre choix
(25,00$ pour vélo junior)
Un rabais de 20,00$ vous sera offert si le vélo adulte est vendu sans les accessoires
(10,00$ pour un vélo junior)
CASQUE CONTI
• Approuvé ANSI
• 9 trous de ventilation
• Coussinets interchangeables en Coolmax
• Grandeurs: S, M, L
24,99$
VETTA C-10
ORDINATEUR ÉLECTRONIQUE 6 FONCTIONS
24,99$
CADENAS U
"BIKE GUARD"
19,99$
VOITURETTE NORCO
• Structure en aluminium léger
• Sécuritaire
• Assemblage facile
• Toile hydrofuge
• Bande réfléchissante
• Espace pour 2 enfants
299,99$
VÉLO POLIQUIN MIGRATEUR
MEILLEUR ACHAT QUALITÉ-PRIX
• Cadre Chromoly
• Direction surdimensionnée
• Dérailleur Shimano STX
• Jantes Ambrosio
• Rayons en acier inoxydable
• Selle montée sur ressorts hélicoïdaux
• Guidon alliage léger, multiposition (accessoires non inclus)
499,99$
SPORTRACK # 1120
NOUVEAU 1994
• Support arrière à vélo
• S'installe et s'enlève en quelques secondes
• Assemblage facile
• Aucun outil nécessaire
49,99$
AVANTAGES
• Tous nos vélos sont 100% assemblés
• Les fourches et les cadres de nos vélos sont garantis à vie
• Tous nos vélos sont tout équipé
• Tous nos vélos sont des produits canadiens-québécois
• Tous nos conseillers sont des adeptes de vélos
• On vous offre une gamme complète de vélos de montagne et hybride pour adulte et junior
• On vous offre un département complet d'accessoires et de sécurité
• On vous offre un atelier de réparation avec technicien accrédité
• On vous offre un service prolongé "Maxi-Service"
• On vous offre des prix compétitifs
• Distributeur exclusif des vélos "Conti" et "Poliquin"
• Dépositaire des fourches: — Rock Shox — Manitou — Marzocchi — RST
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les modèles, couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés. Prix en vigueur jusqu'au 22 mai 1994 ou jusqu'à épuisement des stocks.
Surveillez l'ouverture de notre nouveau magasin 1012 STE-CATHERINE OUEST MONTRÉAL
André Lalonde Sports
NOUVEAU MAGASIN • POINTE-CLAIRE 950, BOUL. ST-JEAN (514) 694-0430
• MONTRÉAL (514) 875-8815
• LAVAL 440 (514) 688-2754
JOLIETTE (514) 759-7152
• ST-SAUVEUR DES MONTS (514) 227-1894
• ST-HYACINTHE (514) 774-1104
• REPENTIGNY (514) 582-1123
• ANJOU (514) 354-5105
• TROIS-RIVIÈRES OUEST (819) 373-2622
MONTRÉAL-NORD (514) 325-1001
• TERREBONNE (514) 492-8877
ST-EUSTACHE (514) 491-7277
• CHÂTEAUGUAY (514) 692-7976
• BROSSARD (514) 443-0404 (514) 875-4650
ST-ANTOINE DES LAURENTIDES (514) 565-9628
Dimanche: ..... 11 h 00 à 17 h 00
Lundi, mardi, mercredi: ..... 10 h 00 à 18 h 00
Jeudi, vendredi: ..... 10 h 00 à 21 h 00
Samedi: ..... 9 h 00 à 17 h 00
Devenez membre
DEVENEZ MEMBRE DU CLUB ANDRÉ LALONDE SPORTS POUR SEULEMENT 20.00$
• ESCOMPTES EXCLUSIFS
• RABAIS GARANTIS
• PRIX ASSURÉS
TOUS LES AVANTAGES RÉUNIS POUR OBTENIR PLUS POUR VOTRE DOLLAR.
S2092479
• OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE • OUVERT LE DIMANCHE •

# Les durs à battre!

Le plus important réseau de concessionnaires au Québec veut vous offrir, chaque jour, un maximum de valeur à un prix minimum.

GM PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR

## Astro, celle qui en fait plus pour vous!

**Astro CS 1994**

**17 994$***

- Moteur V6 de 4,3 litres de 165 chevaux
- Boîte automatique 4 vitesses électronique avec surmultipliée
- Climatiseur
- Marchepieds latéraux
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Sac gonflable côté conducteur
- Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
- Verrouillage électrique des portes
- Roues de type rallye
- Servodirection
- Sièges inclinables avec appuie-bras
- Glaces teintées foncé

PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR

## Nouveau pick-up, nouvelles normes!

**Pick-up Série S 1994**

**11 994$***

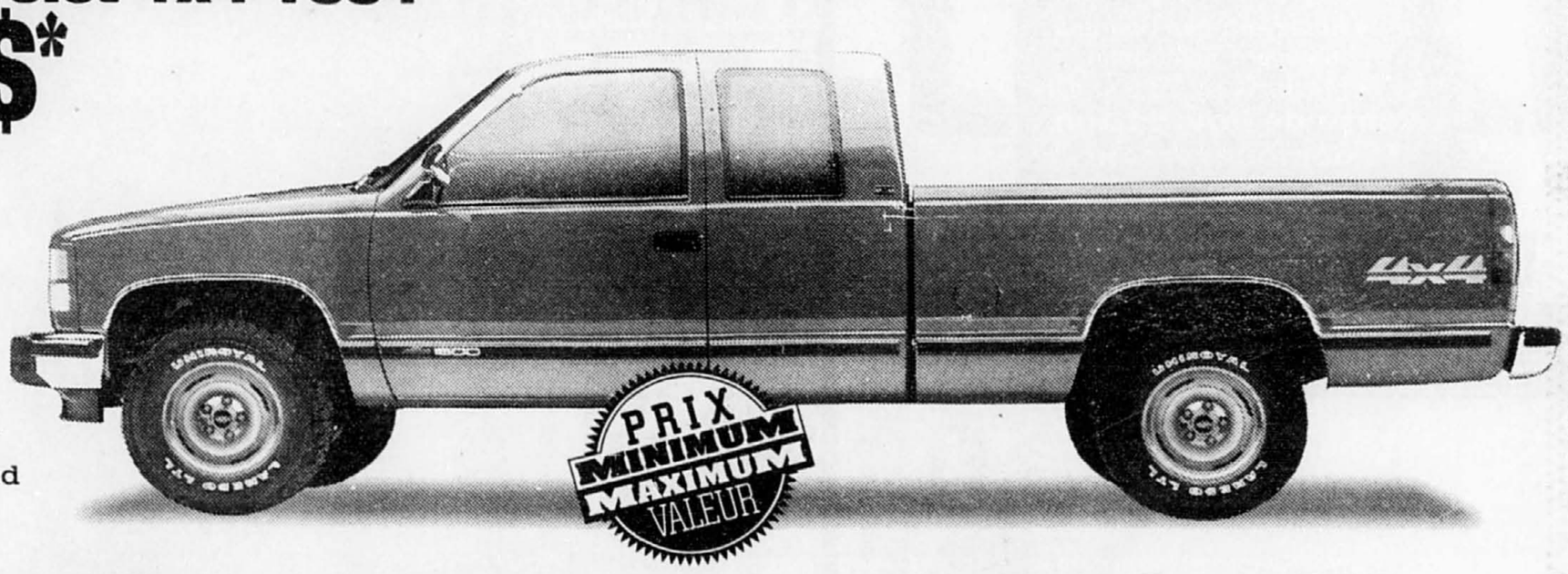
- Intérieur et extérieur entièrement redessinés
- Moteur 2,2 litres
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultipliée
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Freins antiblocage (ABS) aux roues arrière
- Pare-chocs avec marchepied
- Servo-direction
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Chauffe-moteur
- Glaces teintées
- Couvre-plancher
- Rétroviseurs surbaissés
- Bandes décoratives

## Robuste et puissant pour vous mener toujours plus loin!

**Gros pick-up Chevrolet 4x4 1994**

**23 994$***

- Puissant moteur V8 de 5,7 litres
- Cabine allongée
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatiseur
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Freins antiblocage (ABS) aux roues arrière
- Régulateur de vitesse
- Pare-chocs arrière avec marchepied
- Différentiel autobloquant
- Servo-direction
- Sièges avant inclinables en tissu
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Volant inclinable
- Glaces teintées
- Moulures latérales décoratives
- Plaques protectrices pour principales composantes




GENERAL MOTORS GARANTIE TOTAL MD 3 ANS / 60 000 km - SANS FRANCHISE**

GM Assistance ROUTIÈRE 24 HEURES†

CAMION CHEVROLET

CHEVROLET OLDSMOBILE GEO GM

## Les vraies bonnes affaires, c'est chez nous!

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1994 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Les prix des concessionnaires peuvent varier. *Préparation incluse. Taxes et transport en sus. **Selon la première éventualité. †L'Assistance routière est offerte sur les modèles Chevrolet 1994. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

# Le président de la Commission des libérations conditionnelles congédié

*PC*

*OTTAWA*

■ Michel Dagenais, le président de la Commission des libérations conditionnelles, a été congédié hier à la suite d'une controverse grandissante sur les prisonniers libérés qui tuent et qui commettent d'autres crimes violents.

Le solliciteur général Herb Gray a déclaré dans un bref communiqué que le gouvernement en était venu à la conclusion que la commission «a besoin d'une nouvelle direction».

Il a réitéré ses promesses de présenter bientôt un nouveau projet de loi visant à mieux contrôler le système des libérations conditionnelles afin de mieux protéger le public.

Le congédiement met fin à deux ou trois ans de controverse grandissante au sujet des prisonniers dangereux qui tuent, violent ou commettent d'autres crimes violents alors qu'ils bénéficient d'une libération conditionnelle.

M. Gray a déclaré en conférence de presse que le sort d'un deuxième membre bien en vue de la commission des libérations conditionnelles, Ghislain (Gil) Bellavance, est «en révision».

M. Bellavance, vice-président de la commission pour la région des Prairies, était au centre d'une vive controverse cette semaine concernant son implication dans la libération de cinq prisonniers qui ont tué sept personnes.

M. Dagenais, un avocat montréalais de 53 ans, est membre du «Club Ritz Carlton» de personnalités conservatrices du Québec faisant partie du cercle d'amis de l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

M. Mulroney l'avait nommé vice-président de la commission des libérations conditionnelles en 1991, pour en faire ensuite l'année dernière le président pour une période de 10 ans.

Le salaire annuel du président oscille entre 110 100 $ et 129 700 $.

M. Dagenais demeurera simple membre de la commission mais verra son traitement baisser pour se situer entre 80 100 $ et 94 500 $.

Le congédiement de M. Dagenais a été salué par les députés libéraux, bloquistes et du Reform qui avaient exigé le départ de la direction après une réunion houleuse, mardi, du comité de la justice des Communes.

Le comité avait interrogé longuement M. Dagenais au sujet de plusieurs cas controversés impliquant des personnes libérées qui avaient commis des crimes violents.

Ils ont aussi accusé M. Dagenais de leur avoir menti au sujet de trois cas et de plusieurs autres questions.

«Les événements des deux ou trois dernières années ont indiqué qu'il était évident que la Commission nationale des libérations conditionnelles avait besoin de changement et d'une nouvelle direction», a déclaré le libéral Derek Lee, un membre du comité de la justice.

M. Lee a accusé la commission de «ne pas tenir compte de la sécurité du public».

Le député bloquiste Michel Bellehumeur et le député du Reform Paul Forseth, qui siègent également au comité, ont abondé dans le même sens.

«Il y a un malaise dans la commission», a lancé M. Bellehumeur. «Il devrait y avoir d'autres démissions, d'autres changements.»

Quant à M. Forseth, il a insisté sur le fait que le public «n'a pas confiance en la commission des libérations conditionnelles parce que les gens ne croient pas que les membres de la commission... sont qualifiés».

M. Gray a signalé que Nancy Stableforth, la vice-présidente de la commission, a été promue au poste de présidente par intérim en remplacement de M. Dagenais.

Le solliciteur général a ajouté qu'il commencera immédiatement ses démarches pour trouver un nouveau président permanent.

Mme Stableforth est une avocate de Sault Ste. Marie, en Ontario, qui a été une collaboratrice clé de l'ancien solliciteur général conservateur Jim Kelleher.

Sa première nomination à la commission avait été qualifiée de «favoritisme (conservateur) flagrant» par le député libéral John Nunziata.

M. Gray a insisté sur le fait que M. Dagenais avait offert sa démission et que le gouvernement l'avait acceptée.

Mais M. Gray a ajouté que l'offre de démission s'était produite après que M. Dagenais eut rencontré des hauts gradés du ministère du solliciteur général et du bureau du Conseil privé, l'autorité suprême de la fonction publique.

M. Gray, qui avait refusé à maintes reprises d'exprimer sa confiance en M. Dagenais plus tôt cette semaine, a expliqué qu'il ne lui était «pas possible de trouver de la place dans son emploi du temps» pour recevoir l'ancien président de la commission des libérations conditionnelles. M. Dagenais avait demandé à voir M. Gray.

«On ne lui a pas demandé de demeurer comme président», a finalement laissé tomber M. Gray.

**Michel Dagenais** PHOTO PC


BYE BYE LE BAIL
ACHETEZ POUR 595$ PAR MOIS

Où qu'on aille, on revient toujours à Gazaille

*4 projets domiciliaires qui changeront votre vie...*
***SANS CHANGER VOTRE TRAIN DE VIE***

*Depuis 40 ans le Groupe Gazaille construit pour les familles québécoises, des maisons où l'environnement tient une place importante.*
*Claude et Gérard Gazaille*

Maître Constructeur GARANTIE APCHQ PALME D'OR

Laval

**SQUARE VICTORIA**
GOLF DE LAVAL-SUR-LE-LAC
Maisons victoriennes unifamiliales de 1560 pi car.

DE 108 550$ À 149 500$

*Ça vaut le détour!*
Site fabuleux qui vaut le détour! Tous les services sont à deux pas. Résidences dos au golf de Laval-sur-le-Lac. Une ville dans une ville avec poumon vert anti-stress, parc privé et court de tennis. Trains de banlieue. À 28 minutes du centre-ville.

962-4931
Autoroute 13 sortie St-Martin ouest, jusqu'au boul. Champagne à droite, puis tournez à gauche sur rang St-Antoine jusqu'au projet.

Blainville

**LES VILLAS DE LA CÔTE BLAINVILLE**
Maisons unifamiliales

*Le calme du haut plateau*
Ces demeures élégantes prennent de la valeur rapidement. Le domaine calme, situé dans le plus prestigieux secteur sur le haut plateau de Ste-Thérèse, jouit d'une situation privilégiée à deux pas de l'autoroute.

979-4402
Autoroute 640 sortie 117 nord, jusqu'à Côte St-Louis est, jusqu'au projet.

DE 102 900$ À 130 000$

Île-Perrot

**DOMAINE DE LA MARINA**
Maisons unifamiliales détachées

DE 98 900$ À 130 000$

*Havre de paix*
Site enchanteur avec vue sur le lac. Un port d'attache pour se la couler douce à proximité de la voie rapide vers le centre-ville. L'ambiance idéale pour vous isoler des activités urbaines. Taxes très basses.

453-0479
Autoroute 2-20 sortie Don Quichotte, suivez l'enseigne jusqu'au projet.

Dollard-des-Ormeaux

**VILLAGE SUNNYBROOKE**
Maisons de ville de 1500 pi car.

*Verdure et nature*
À quelques pas des trains de banlieue profitez d'un lien direct, rapide et économique vers le centre-ville dans le calme. Site très privé à 10 minutes des plus grands centres commerciaux. Voisin de l'immense Parc de Liesse.

684-3090
Autoroute 13 sortie Gouin ouest, jusqu'à Sunnybrooke, à gauche jusqu'au projet.

À PARTIR DE 112 897$

Tous les prix incluent les infrastructures, la TPS et la TVQ.

GROUPE Gazaille INC.

INFOGAZAILLE 990-0056
BUREAU CHEF 695-2823





VENTE ANNIVERSAIRE

RABAIS DE 25% À 75%

COTONS IMPRIMÉS 150cm
Prix cour. jusqu'à 29,99m
Prix de vente à partir de 4,99 m

STORES
LES MEILLEURS PRIX C'EST GARANTI!
Draco Kirsch
HunterDouglas
LEVOLOR

VOILAGES
275-300 cm
Prix cour. jusqu'à 19,99m
Prix de vente à partir de 5,99 m
FAITES-LE VOUS-MÊME OU UTILISEZ NOTRE SERVICE DE CONFECTION

TISSUS À RECOUVREMENT
• VELOURS IMPRIMÉS (FLOCK)
• TAPISSERIE
• JACQUARD
• CUIRETTE
Prix cour. jusqu'à 39,99m
Prix de vente à partir de 4,99 m
FAITES-LE VOUS-MÊME OU UTILISEZ NOTRE SERVICE DE REMBOURRAGE

NOS PRIX N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI BAS!

ÉPARGNEZ DE 20% À 50%
TOUS LES ENSEMBLES DE DOUILLETTE

ENSEMBLES de DRAPS de PERCALE
180-200 fils au pouce

| | PRIX BOUCLAIR |
|---|---|
| MARTEX / LADY PEPPERELL, CANNON / UTICA JUMEAU | 19,99 |
| DOUBLE | 34,99 |
| GRAND LIT | 44,99 |

STORES VERTICAUX POUR PORTES-PATIOS 78" X 84"
P.V.C. 3 1/2",30mm
PLUS DE 6,000 STORES EN STOCK!
• VALENCE INCLUSE
• RAIL DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
• GARANTIS À VIE!
• CHOIX DE 7 COULEURS DÉCORATIVES...
Valeur de 98,99 39,99

STORES VERTICAUX SUR MESURE
STORES BOUCLAIR EN P.V.C.
LAMELLES DE 3 1/2" & 2"
GRAND CHOIX DE STYLE ET DE COULEURS.
DÉLAI RAPIDE!
JUSQU'À 60% DE RABAIS

NOUS GARANTISSONS TOUT MÊME VOTRE SATISFACTION!

NOUVEAU! JOLIETTE
1075, boul. Firestone 753-1144
Plus de 45 magasins pour vous servir! Consultez les pages jaunes pour connaitre le magasin le plus près de chez-vous.
Ces articles ainsi que plusieurs autres sont en solde jusqu'au 13 mai 1994 ou jusqu'à épuisement des stocks.

BouClair

NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE: Nos magasins sont maintenant ouverts à compter de 10h du lundi au vendredi. Le samedi à compter de 9h et le dimanche de 12h à 17h.

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT!
Nos décorateurs se rendront à votre domicile et vous guideront sur le choix de stores, voilages, draperies, couvre-lits etc..
(514) 331-1300

# BONNE Fête maman

GRATUIT!

**CHANDELIER EN CRISTAL**

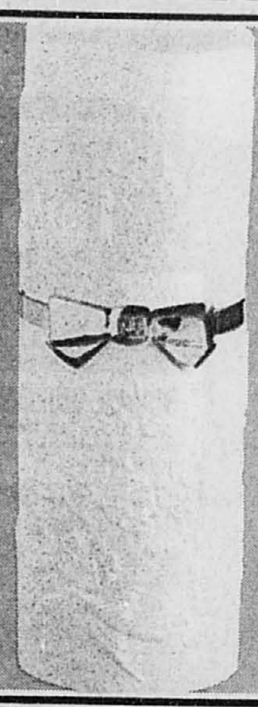
avec achat de **25$** ou plus de cosmétiques ou de fragrances!




**SUNG** de **Alfred Sung**
Eau de toilette
Vaporisateur, **50 ml**

**34.97**

ÉPARGNEZ **20$**
*Prix grands magasins **55$**



**L'AIR DU TEMPS** de **Nina Ricci**
Eau de toilette
Vaporisateur rechargeable, **50 ml**

**32.97**

ÉPARGNEZ **19$**
*Prix grands magasins **52$**

**OSCAR DE LA RENTA**
Lotion pour le corps, **200 ml**

**39.97**

ÉPARGNEZ **8$**
*Prix grands magasins **48$**

*Prix courant de la plupart des grands magasins au Québec.

## Autres bonnes idées-cadeaux

Aussi disponibles 7,99$ à 20,99$
- Boucles d'oreilles
- Bracelet ou
- Ensemble cadeau

**10.99** ENSEMBLE CADEAU Any Elle # TB 605

**BOUQUET DE FLEURS FRAÎCHES**
6 tiges
* Dans les succursales participantes

**6.99** AU CHOIX

**BOUQUET EN FÊTE**
10 tiges
* Dans les succursales participantes

**9.99** AU CHOIX

**CERISES AU MARASQUIN ENROBÉES DE CHOCOLAT Lowney**
**300 g**

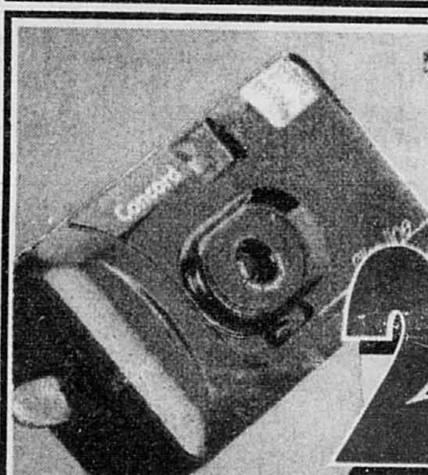
**2.79** AU CHOIX

PRIME Crème hydratante 30 ml

**BRAUN Silk Epil**
Système d'épilation
#EE10

ÉPARGNEZ **20$**

**39.99**



**CONCORD 850 SLIM-LINE**
Appareil-photo 35 mm
Garanti 5 ans

**24.99**

## Pour bien recevoir maman

- **CHOCO BARS**
- **PETIT BEURRE**

**175 g**, Biscuits
AU CHOIX

**2/.99**

55 g ou 175 g

**BLACK MAGIC**
Chocolats, **450 g**

ÉPARGNEZ **2$**

**7.99**

## Photographie

Bouteille de 2L PJC PREMIER GRATUITE avec cet achat (Saveurs assorties)

**KONICA**
Film couleur
35mm
100 ISO

3 x 24 poses

**8.99**

**MONTELLIER**
Eau gazéifiée
**750 ml**

ÉPARGNEZ .20

**.79**

- **RUFFLES**
- **FRITOS**
- **DORITOS**

**220 g, 230 g 240 g**

ÉPARGNEZ .50

**1.49** AU CHOIX

**DOUBLE JEU .99**

(36 poses 1,99$)

**12, 15 ou 24 poses**
Demandez votre double jeu lorsque vous apportez vos films couleurs C-41 (110, 126, 135 et Disc -sauf demi 135). Aucun coupon rabais n'est accepté avec cette offre.

## On trouve de tout... même un ami

# JEAN COUTU

**Ouvert jusqu'à minuit**
- 501 est, rue Mont-Royal, Mtl
- 225, boul. Taschereau, Greenfield Park
- 5510 Côte des Neiges

## Ouvert 7 jours, 7 soirs, tous les week-ends

Maximum de 3 produits par client

**Valide du 7 au 13 mai 1994**

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon d'achat différé "Mille Excuses". Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indicatif seulement. Pas de vente aux marchands.

VISA MasterCard